

Journal  
belge  
mondial!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

## Humains connectés dans un monde malade

Pages 9 - 14

« Promenons-nous dans les bois,  
tant que l'industrie n'y est pas... »

Adrien Blaton • Page 8

De qui se moque-t-on ?  
Les dessous des dossiers Reynders

Éric Arthur Parme • Page 19

Le temps libre, la condition d'un  
changement de mode de vie

Jean-Christophe Giuliani • Page 20

Balance  
ton bourgmestre !

Sophie Michel • Page 3



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles

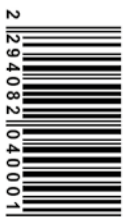


Illustration: Maud Romera Tomad

# SOMMAIRE

**Balance ton bourgmestre  
À Chiny, gouverner ou régner ?**

Sophie Michel / Page 3

**Et le corps ?... bordel !**

Alain Adriaens / Page 4

**Tout baigne !**

Jean-Pierre L. Collignon / Page 5

**Plaidoyer pour la stabilité et la conservation**

Bernard Legros / Pages 6-7

**« Promenons-nous dans les bois,  
tant que l'industrie n'y est pas... »**

Adrien Blaton / Page 8

**Dossier**

**Humains connectés dans un monde malade**

Coordonné par Alexandre Penasse / Pages 9-14

**Des ondes, des rats, et des humains...**

Propos recueillis par Alexandre Penasse / Pages 10-12

**Humains connectés dans un monde malade,  
humains malades dans un monde connecté**

Hervé Krief / Pages 13-14

**Les rationalités de l'électronucléaire**

Michel Weber / Pages 15-17

**Le Contrat de Désendettement et de Développement  
(C2D), un outil néocolonial français**

Robin Delobel et Adrien Perruche / Page 18

**De qui se moque-t-on ?  
Sur Reynders et les affaires entre amis...**

Éric Arthur Parme / Page 19

**Le temps libre,  
la condition d'un changement de mode de vie**

Jean-Christophe Giuliani / Page 20

**Fils de pub**

Alain Adriaens / Page 21

**Recensions**

Pages 22-23

**Illu libre**

Page 24

**ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS\***

\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)  
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,  
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)  
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs  
de presse et libraires en Belgique

**NE PAS JETER!  
PARTAGER!**

# TOUS CONTRE LES EXTRÉMISMES ?

Il faudra « effectuer un travail de longue haleine pour comprendre les motivations du vote extrémiste et populiste et d'y apporter des réponses », nous disait L'Écho dans un article intitulé « Marée noire ». Alors que les médias s'étonnent des résultats en ce lundi matin post-électoral, évoquant un « tsunami » (« Deux Belgique », in *Le Soir*) la métaphore maritime ressasse une même litanie, qui produira les mêmes effets. Car le vote extrémiste, conséquence de décennies de politiques « extrémistes » du centre, de ces partis traditionnels plus soucieux d'assurer leur soutien aux grandes fortunes, au patronat et aux multinationales, s'avère la conséquence de la paupérisation organisée des milieux populaires. Faut-il encore le dire ? Oui, semble-t-il, car les médias, suppôts du statu quo, feignent à nouveau de ne pas comprendre.

Là où les politiques ont œuvré, soutenus par des associations anti-racistes, pour faire de la xénophobie la seule résultante d'une inadaptation individuelle, décontextualisée, la peur de l'autre est devenue, dans les esprits qui ne subissaient pas les affres de la mondialisation, quelque chose de totalement indépendant des conditions économiques d'existence : « Touche pas à mon pote ». Il fallait aimer son prochain, même si les politiques socio-économiques s'attelaient à créer de la précarité, et donc de la haine. Et pendant que la misère locale voyait dans la misère immigrée la cause de sa situation, le capital était assuré qu'on le laisserait tranquille. Du *win-win* comme ils disent. Il pouvait donc continuer à se propager, attaquant les dernières zones de résistance au culte du profit, de l'individualisme et de l'*hubris*. Plus de deuxième voie, un seul et unique avenir. Pas d'accord ? Pas d'échappatoire. Il n'a dès lors plus été possible de voir ni de dire que le vote d'extrême droite marquait surtout un vote d'opposition à un système qu'on ne savait plus par quel bout prendre pour l'empêcher de nuire. convoquer les images de la Seconde Guerre mondiale réduisait alors la population du vote d'extrême droite à ces nazillons, crânes rasés et *Combat Shoes*, pour lesquels, bien évidemment, faut-il le préciser, nous n'avons aucune empathie ni aucun respect.

On nous refait donc le jeu du « tous unis contre... ». C'était il y a peu le terrorisme, ce sera maintenant l'extrême droite. Principe de propagande de guerre. Cela, pour peu qu'on connaisse un peu les fondamentaux des relations intergroupes, aura quelques effets sur les façons de penser les coalitions, de définir ce qu'est l'extrême, et donc de se percevoir soi, son groupe et l'autre. Car « s'unir contre », c'est toujours se définir sous des traits qui se veulent semblables, ne fût-ce qu'en regard de ce qui nous rassemble, à savoir l'opposition commune à un autre. Homogénéisation de notre groupe (l'endogroupe : les « anti-fachos ») et de l'autre groupe (l'exogroupe : « les fachos »), où chaque entité serait identique dans sa composition, mais les deux très différentes entre elles. Or, nous pouvons parfaitement être contre le fascisme, tout en étant opposés à des individus ou groupes capitalistes qui se disent anti-fascistes ; à l'inverse, on ne peut fermer systématiquement tout dialogue à un individu qui vote à l'extrême droite, sous prétexte que cela l'identifie nécessairement à un raciste. La question, plus complexe, est figée par cette réalité stéréotypée, là où les couches sociales les plus à même de comprendre le rapport à l'autre, ne sont peut-être pas celles que l'on pense : « Les couches supérieures, protégées de fait par un statut social, des revenus et/ou leurs choix résidentiels et scolaires [ceux qui ont les moyens de la frontière avec « l'autre », comme dit Christophe Guilluy], sont-elles susceptibles d'entendre la complexité du rapport à "l'autre" ? Ce sont les couches populaires qui prennent en charge concrètement la question du rapport à l'autre, elles n'ont besoin ni de leçon d'histoire et encore moins de leçon de morale pour comprendre que la violence doit être évitée. Les catégories populaires, quelle que soit leur origine, savent que le rapport à l'autre est ambivalent : fraternel mais aussi conflictuel. Elles savent qu'on peut être raciste le matin et fraternel l'après-midi. Dans ce contexte, le discours moralisateur des couches supérieures, qui vise en filigrane à remettre la



Illustration: Giulia Gallino

« bête » dans le droit chemin, s'avère inopérant. Cette volonté de créer une société multiculturelle dans laquelle « l'homme nouveau » ne reconnaît aucune origine, est ressentie de façon spécialement blessante par des individus qui essaient de gérer au quotidien mille et une questions ethno-culturelles en essayant de ne pas tomber dans la haine et la violence. En réalité, ce sont les classes populaires qui construisent, dans l'adversité, seules et sans mode d'emploi, cette société multiculturelle »<sup>1</sup>

Le cynisme veut par ailleurs que les partis remportent le contrat de réparation des dégâts qu'ils ont participé à créer, puisque ce sont maintenant eux qui vont nous dire comment bien penser et faire le barrage aux « anti-démocrates ». Le Mouvement réformateur (MR), diabolisant sans arguments le Parti du travail de Belgique (PTB), sera de ceux qui nous expliqueront ce qu'est la démocratie, alors que leur politique, avec celle du parti « socialiste » et autres réformateurs, a fini de détruire les classes populaires et provoque le ravage en cours de la classe moyenne. Leur cordon sanitaire n'est que le paravent de leurs politiques insalubres. En somme, les partis traditionnels, qu'ils honnissent ou non l'extrême droite, ont besoin d'elle, jouant comme un reflet négatif de ce qu'elles sont.

Il serait donc de bon ton de repenser la notion d'extrême, comme nous le disait Alain Deneault dans une interview : « On a associé à tort l'extrémisme en politique à la position du curseur sur l'axe gauche-droite. Alors que l'extrémisme, au sens moral, renvoie beaucoup plus à une attitude qui consiste à être intolérant à ce qui n'est pas soi. L'extrême centre consiste à être intolérant envers tout ce qui ne s'insère pas dans ce paramétrage finalement très étroit de l'ordre du jour du programme oligarchique dont j'ai parlé. C'est un centre qui a peu à voir avec l'axe politique gauche-droite, dans le sens où c'est un centre qui vise moins à se situer sur cet axe qu'à l'abolir, et à présenter une vision des choses comme étant la seule valable. L'extrême centre c'est donc ne tolérer rien d'autre que ce discours-là qui se présente arbitrairement comme relevant du centre. Pourquoi le centre ? Parce qu'il ne va pas se présenter comme étant radical, destructeur, impérialiste, au fond, violent par bien des aspects. Mais il se présente au contraire comme étant pondéré, comme étant pragmatique, comme étant normal, comme étant vrai, juste, équilibré, comme étant raisonnable, rationnel et ainsi de suite »<sup>2</sup>

Il ne faudrait donc pas, sous prétexte de combattre l'extrême droite, oublier le véritable ennemi.

Alexandre Penasse

1. Christophe Guilluy, *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014, p. 77-78.  
2. Kairos avril-mai 2017.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Imprimeries Havaux s.a.,  
Rue de l'Artisanat, 1  
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 2.000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
Rue Théophile Vander Elst, 89,  
1170 Watermael-Boitsfort,  
Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be  
T. (00 32) 2/880 21 17  
M. (00 32) 485/057 744

Pour commander des numéros :  
commande@kairospresse.be

Rédacteur en chef  
Alexandre Penasse

Graphisme  
Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements  
Sandy De Wilde

Relecteurs  
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain, Patrick

Gestion  
Guillaume D.



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs  
Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.),  
Jean-Pierre Léon Collignon, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel, Jean-Christophe Giuliani

Ont contribué à ce numéro  
Sophie Michel, Hervé Krief, Michel Weber, Éric Arthur Parme, David Tong

Stagiaire  
Adrien Blaton

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations  
Maud Romera Tomad, Giulia Gallino, Laura Kientzler, Giorgio Pratolongo, Roland de Wind, Théodora Jacobs, Cécile Mirande Broucas, Louise Hendrickx, Julie Dall'Arche, Gabrielle Lacombe, Léonore Frenois, Léa Decan, Eliot Duran, Christophe Nottet, Antoine Demoulin.

# BALANCE TON BOURGMESTRE. À CHINY, GOUVERNER OU RÉGNER ?

*Étrangement, c'est dans les premiers échelons de la démocratie politique, au niveau communal, que souvent l'on rencontre des élus qui se comportent en parfaits dictateurs. Là où l'on imaginerait que la proximité entre les élus et la population permettrait le dialogue et, pourquoi pas, une horizontalité d'échanges.*

La commune de Chiny est administrée depuis 13 ans par le même homme, le « député-maire » Sébastien Pirlot. Avant cela, il en aura été, dès 2000, le premier échevin. Vingt ans de pouvoir communal, ça use ! Surtout, et sans doute le cas n'est-il pas unique, l'exercice du pouvoir confère chez certaines personnes un tel sentiment de toute-puissance qu'il leur fait perdre toute retenue. Lors des dernières élections communales de 2018, celui qu'on appelle « le seigneur du Faing »<sup>1</sup> était parvenu à faire disparaître toute velléité d'opposition dans sa commune en incluant sur sa liste trois des cinq élus de la minorité, gommant ainsi la possibilité de constituer une liste alternative dans un délai raisonnable. Résultat : une seule liste en présence, celle du très modeste « député-maire ». Pas de suspense en vue et la garantie pour Sébastien Pirlot de régner à sa guise avec un Collège acquis à sa dévotion.

Parmi les dossiers sur la table du nouveau Collège, celui de la fermeture de l'école primaire de Chiny. Faute d'inscriptions suffisantes, le Collège a décidé de mettre la clé sous la porte dès fin août, avant même d'attendre le délai légal du 1<sup>er</sup> octobre. Et pourtant, ce n'est pas faute d'enfants à Chiny ! Seulement voilà : face à l'incompétence notoire de l'institutrice en charge de cette implantation, nombre de parents s'étaient résolus à inscrire leurs enfants dans les écoles des villages voisins. On notera au passage que le pouvoir organisateur de cette école communale, à savoir le Collège communal, était parfaitement au courant de cette situation qu'il a – délibérément ? – laissé pourrir. Avec le lot de complications que l'on imagine en termes de fatigue supplémentaire pour les enfants, stress et coûts pour les parents obligés de parcourir en voiture plusieurs kilomètres matin et soir – le Collège communal n'ayant évidemment pas pris l'initiative d'organiser un transport scolaire ! Sans compter la pollution engendrée par une circulation automobile intensifiée.

Delibérément ? Sitôt prise la décision de fermer définitivement l'école, le maieur a fait part de ses projets ! Faire table rase du lieu et place nette à un projet immobilier d'envergure au centre d'un village au caractère rural affirmé. Un projet qui aura en outre pour effet de confisquer définitivement au village un espace naturel mis en valeur au cours des années par un aménagement créatif (verger, prairie sauvage, plan d'eau, plaine de jeux, etc.). Face à ce projet, la population a manifesté son opposition, notamment sous forme d'une interpellation, en janvier 2019, à l'attention du Collège, donc du bourgmestre souverain, lui demandant de bien vouloir reporter cette décision de vente et d'accepter une concertation avec les habitant-e-s. Consultés personnellement, certains élus avaient marqué leur appui à cette interpellation, exprimant eux aussi leur opposition à la vente. Mais étonnamment, au moment du vote du Conseil, aucun des élus n'a osé marquer son veto à l'encontre de la volonté forte de Sébastien Pirlot. Sans sourciller, sans broncher, sans le moindre commentaire, la vente a été scellée. Peur, soumission, pression ? La Boétie parlerait sans doute ici de cette servitude volontaire face à la tyrannie. Dans la commune de Chiny, le consentement populaire semble érigé en pratique habituelle, aucune contestation n'a cours.

## UNE URGENCE SUSPECTE

Il n'est ni inutile ni anodin, pour comprendre cette précipitation mayorale, de se pencher sur le parcours récent du député-maire de Chiny. Après plus de vingt ans de « militance » au PS, il a annoncé en janvier de cette année quitter ce parti, soit près de trois mois après les élections communales, où il s'était pourtant bel et bien présenté sous cette couleur. Ses électrices et électeurs ont-ils apprécié ce qui, tout en étant légalement admis, ressemble à une sorte de trahison. Et devenu bourgmestre non-apparenté, il a désormais les coudées plus franches pour développer son entreprise personnelle, une boîte de communication, Game of coms, que cet ancien journaliste a mise sur pied en 2017, préparant ainsi pas à pas sa reconversion. Tout en utilisant judicieusement les opportunités que lui offre son maïorat pour tisser une toile relationnelle bien utile.



Illustration : Laura Kientzler

## FOIN DE L'ÉTHIQUE

Dans le même temps, l'on appréciera les valeurs affichées sur le blog du site de la société de communication du bourgmestre de Chiny<sup>2</sup>. Ses modèles en la matière ? Donald Trump, Vladimir Poutine ou Nigel Farage, le ténor pro-Brexit eurosceptique et anti-immigration. Le slogan de Game of coms, c'est assumer les *fake news*, la désinformation, les vérités alternatives et la post-vérité. Visiblement, le bourgmestre de Chiny a eu l'occasion d'affûter sa connaissance d'une communication efficace et cynique au sein du sérail politique. Voici par exemple les conseils qu'il livre sur son site<sup>3</sup> :

### COMMENT FABRIQUER UNE FAKE NEWS ?

Voici 5 règles de base à respecter :

- 1) *Autant le rappeler, car c'est une règle fondamentale : la fake news ne doit pas dire la vérité ;*
- 2) *Pour réussir une fake news, n'hésitez pas à l'étoffer jusqu'à l'excès et même à la parsemer, çà et là, de quelques détails abracadabrants : fantaisie et fioriture sont la clé de voûte du fait alternatif si l'on veut attirer l'attention ;*
- 3) *Aussi réussie soit-elle, votre fake news sera souvent plus ou moins identifiée comme telle. Dès lors, lors de la conception initiale, n'oubliez pas d'y insérer une pincée de vérité qui vous permettra d'éteindre l'incendie ainsi allumé ou, à tout le moins, de mettre en oeuvre un contre-feu bienvenu ;*
- 4) *Les plus grands producteurs de fake news sont unanimes : il faut toujours accuser les autres (par exemple, un journaliste) d'avoir créé une fake news avant d'en être soi-même accusé. Cela permet de se dédouaner beaucoup plus facilement ;*
- 5) *Enfin, pour devenir un maître dans l'art de manier la fake news, il ne faut hésiter à s'entraîner et à persévérer : il faut donc en utiliser régulièrement !*

Voilà donc les valeurs prônées par le député-maire-communicateur de Chiny, responsable, entre autres, de l'enseignement de sa commune ! Il reste hélas plus de cinq ans aux citoyen-n-es de Chiny à vivre sous la tutelle d'un bourgmestre aux états d'âme proches du néant.



### Légende :

Sébastien Pirlot, *Le journal intime d'un homme de Chambre*, Image Publique Éditions, 2016. Toute l'arrogance de Sébastien Pirlot, champion de la communication décomplexée, s'exprime dans cette couverture.

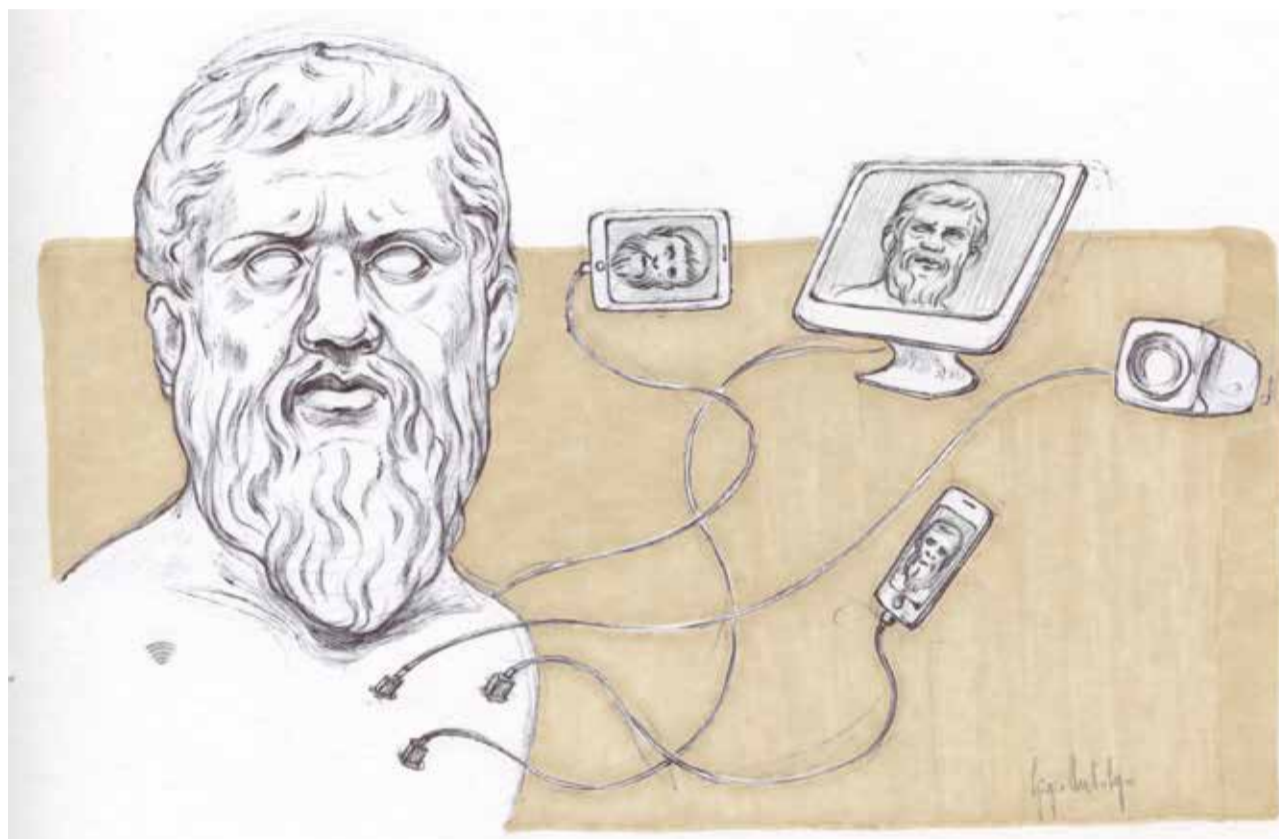
### Sophie Michel

1. Le château du Faing de Jamoigne abrite la mairie de Chiny.  
2. <https://blog.gameofcoms.eu/conseils-inbound-sales-marketing/fake-news-d%C3%A9information-post-v%C3%A9rit%C3%A9-gagner-bataille-communication>  
3. Ibid.

# ET LE CORPS ?... BORDEL !

*En parallèle avec la réhabilitation du sentiment que défendait le film Et la tendresse ?... bordel !<sup>1</sup> qui a inspiré le titre de cet article, je voudrais ici réhabiliter le corps que la folie transhumaniste tend à oublier, voire à mépriser dans sa fascination pour les artifices technologiques.*

Illustration: Giorgio Pratolongo



plus dans un « autre monde », là-haut, mais dans cet univers-ci. Ce fantasme passe par la nécessaire dévalorisation de nos corps tels que nous les avons hérités de 3,8 milliards d'années d'évolution du vivant sur Terre. Plutôt que de s'émerveiller de tout ce que peuvent ces corps, ils les dénigrent et prétendent les « augmenter » par des prothèses cybernétiques, des manipulations génétiques et des drogues de synthèse euphorisantes ou dynamisantes. Pour vendre leurs illusoire promesses, les transhumanistes doivent nécessairement dévaloriser ce qui est, donc les merveilles que sont nos corps. À chaque fonction ils imaginent un petit « plus », dessinant les contours des monstres<sup>3</sup> de demain, nommant les humains normaux du terme méprisant de « chimpanzés du futur ».

La dualité corps/âme se transforme ici en opposition corps/cerveau, ce dernier devenant l'esprit, porteur de la pensée, qu'ils magnifient à la manière des manichéens. Nos bricoleurs prométhéens, cohérents dans leur logique perverse, imaginent donc de se débarrasser de ce corps faillible et de transférer leur esprit dans un *computer*, réparable à l'infini et donc indestructible. L'éternité..., enfin !

## LA SOURCE DE NOS JOIES

Ces couards, qui n'ont pas la sagesse d'accepter que la mort est l'inévitable et nécessaire envers de la médaille de la vie, rêvent donc de survivre dans une machine. Ne semble pas les effleurer l'horreur de cette situation qu'est le *locked-in syndrome*<sup>4</sup> (« *emmuré vivant* ») décrite par le romancier Bernard Werber<sup>5</sup>. Cette situation est horrible car, comme dans l'ordinateur où rêvent de se réfugier les posthumanistes, l'absence des joies du corps est une torture. Si vous essayez de lister ce qui vous a donné un jour de la satisfaction, du plaisir ou du bonheur, vous penserez peut-être à la caresse d'une main aimante sur votre joue d'enfant, à la dégustation d'un bon plat, à l'apaisement de votre soif après un exercice physique où vous avez testé les possibilités de votre corps, à la douceur du vent sur votre peau, à la chaleur bienfaisante des rayons du soleil un beau jour d'été, au charme de respirer les douces effluves du parfum d'une glycine dans la paix d'un soir, à l'étreinte du corps souple de votre bien-aimé.e... Corps, corps, corps... : c'est bien lui qui est source de nos joies. Au-delà de la faisabilité du transfert de leur esprit dans une machine, les partisans de ce fantasme croient qu'ils vont supporter longtemps cette césure d'avec ce qu'ils sont vraiment. Ils vérifieraient vite la véracité de la formule de Kafka, popularisée par Woody Allen : « *L'éternité c'est long..., surtout vers la fin* ».

Et tant qu'à rester dans l'humour, pour nous éloigner de l'effrayante incohérence des raisonnements transhumanistes, voici la blague du gars qui serait un bon candidat au transhumanisme en visite chez son médecin : « - *Docteur, je voudrais vivre très longtemps... Pouvez-vous me donner de bons conseils ? - Eh bien, plus d'alcool, plus de bons petits plats, plus de contacts avec le sexe opposé... - Ah, et comme cela je vais vivre très longtemps ? - Je n'en sais rien mais, en tout cas, cela va vous paraître long, très long.* »

Alain Adriaens

1. Le film *Et la tendresse ? Bordel !* de Patrick Schulmann, sorti en 1979, déroulait un scénario qui montrait que le bonheur en amour nécessitait autre chose que le frottement des épidermes et des muqueuses : un sentiment précieux nommé tendresse.
2. Ainsi, la trilogie des films *Matrix*, suggère confusément que les humains sont les prisonniers d'un vaste et très sombre réseau électronique qui ne leur veut vraiment pas du bien et dont quelques résistants essaient de s'extraire en d'épiques combats *electronico-kung-fuesques*.
3. Définition de monstre : être, animal fantastique et terrible (des légendes, des mythologies) ; être vivant ou organisme de conformation anormale.
4. Le *locked-in syndrome* (également connu sous le nom de syndrome d'enfermement, syndrome de verrouillage), est un état neurologique rare dans lequel un sujet est éveillé et totalement conscient – il voit tout, il entend tout – mais ne peut ni bouger ni parler, en raison d'une paralysie complète. Les facultés cognitives du sujet sont en revanche intactes. Le *locked-in syndrome* est consécutif majoritairement à un accident vasculaire cérébral.
5. Bernard Werber, *L'ultime secret*, Albin Michel, 2001, 357 pp.

## LE RETOUR DES MANICHÉENS

Les théories chrétiennes butent souvent sur un paradoxe : comment imaginer un Dieu prétendument bon qui aurait créé un monde aussi « merdique » pour les humains, avec malheurs, souffrances, cataclysmes, mort d'enfants innocents et la nôtre au bout du chemin ? Au III<sup>e</sup> siècle, un Persan nommé Mani proposa une réponse qui en a séduit beaucoup : le monde n'aurait pas été créé par un Dieu bon mais plutôt par un principe négatif. Résumés sous les appellations Lumière et Ténèbres, deux principes se seraient combattus et c'est le Mal qui l'aurait emporté, ici-bas du moins. Ne reste sur Terre qu'une étincelle venue du principe positif, le Bien : notre âme immortelle mais toute la matière appartient, elle, au royaume des Ténèbres, y compris notre corps mortel et souffrant.

La théorie de Mani, le manichéisme, a connu un grand succès et elle s'est répandue de par le monde, en Chine, en Mongolie, et aussi dans l'Empire romain. Il s'en est fallu de peu que nous devenions tous manichéens mais la maman de l'empereur Constantin ayant plutôt été séduite par la secte juive des disciples de Christ, elle a convaincu son fils de faire de cette minorité persécutée une religion d'État qui allait bientôt pouvoir persécuter toutes les autres croyances. Mais le manichéisme n'est pas mort si vite et, en Occident, via Bogomiles (Bulgarie), Piphles (Flandres, Liège), Tisserands (nord de la France), Bougres (Balkans), Patarins (Italie) ou – mieux connus – Cathares (sud-ouest de la France), le manichéisme a survécu activement plus d'un millénaire dans nos contrées. L'Église catholique a lutté avec fermeté et souvent violence contre cette croyance qui donne trop d'importance au Prince des Ténèbres, non pas ange déchu inférieur à Dieu mais égal à Lui et vainqueur sur Terre. Ce dualisme extrême conduit à mépriser un corps « diabolique » et donc à en user et abuser sans retenue. Il rôde toujours dans les tréfonds obscurs de nos modes de pensée<sup>2</sup>. Et ne voilà-t-il pas que les transhumanistes réactualisent le concept.

## SCIENTISTES QUI MÉPRISENT LE CORPS

Les adorateurs des sciences et technologies ne croient plus ni en Dieu ni en diable. Mais ils ont souvent une peur bleue de la mort et essaient donc d'imaginer une survie longue, voire éternelle, non

On pourrait croire qu'avec la révolution des mœurs, rendue possible par les changements culturels connus autour de Mai 68, le corps aurait retrouvé sa juste place dans l'imaginaire de nos sociétés. Plus même, certains, confrontés à la domination d'un hédonisme vulgaire, jugent qu'il a pris trop de place et que nos contemporains sont trop centrés sur le ventre et le bas-ventre pour ce qui est des satisfactions recherchées. Mais cette tendance n'est peut-être que superficielle et, avec le transhumanisme, on peut deviner le retour d'une pensée dualiste extrême qui a connu ses heures de gloire au début du premier millénaire de notre ère.

## L'OPPOSITION CORPS/ESPRIT

Le dualisme philosophique a notamment été défendu par Platon. Vous vous souvenez sans doute de son fameux Mythe de la caverne : ce que nos sens captent ne serait qu'illusion, projection sur les murs de la caverne d'ombres projetées par une lumière invisible à nos yeux déficients : le Monde supérieur des Idées. Les tenants de cette conception sont dès lors appelés idéalistes, non pas parce qu'ils auraient plus d'idéaux que d'autres, mais parce qu'ils croient que le réel est autre, les Idées situées dans le monde « d'en haut », inaccessibles au commun des mortels. Le christianisme est l'héritier du platonisme, avec l'âme, entité supérieure, et le corps, prison médiocre et pécheresse dans laquelle est enfermée cette belle âme qui n'a qu'une seule aspiration : monter vers Dieu, là-haut.

Opposés à cette vision idyllique, d'autres Grecs anciens ont dit que tout est matière, le jeu des atomes le substrat de toutes choses et la pensée elle-même la sécrétion de nos cerveaux. Démocrite et ses complices sont donc appelés matérialistes, non pas qu'ils soient basement préoccupés d'accumuler les choses mais parce qu'ils pensent que tout est matière. Selon eux, il n'y a pas deux réalités mais une seule, c'est le monisme.

Il faut bien dire que depuis que la philosophie des Grecs anciens a été supplantée par le judéo-christianisme, l'idéalisme a dominé l'Occident. Notre imaginaire est formaté par cette vision dualiste. Vous voulez une preuve ? Tout le monde ne dit-il pas « *J'ai un corps en bonne santé* » plutôt que « *Je suis un corps en bonne santé* » ? On n'est pas conscients que l'on suppose donc là une entité (?) immatérielle qui posséderait ce corps. Le langage courant n'induit donc pas l'unicité de notre être.

# TOUT BAIGNE !

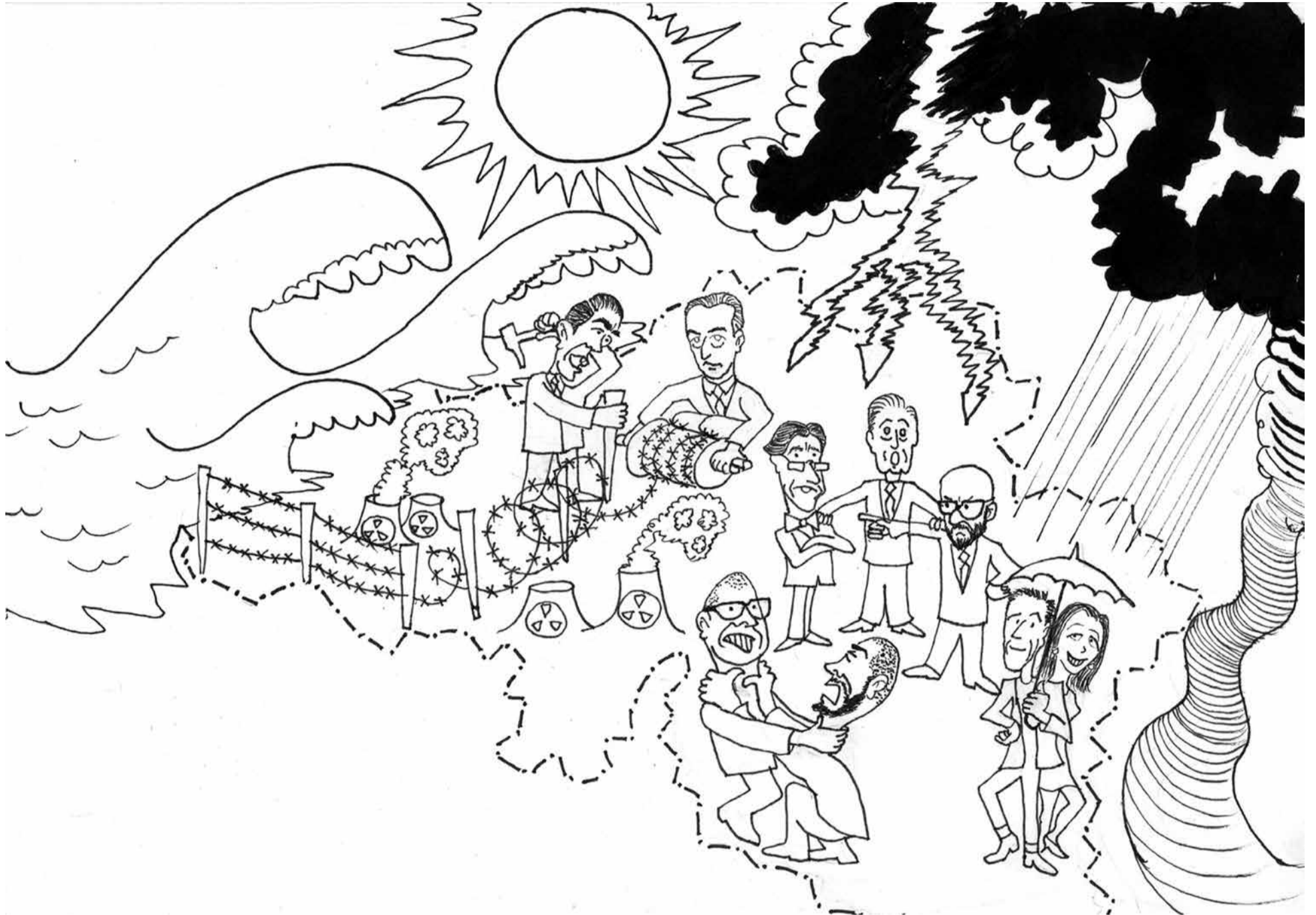


Illustration: Roland de Wind

Pre-nons cette affirmation très à la légère et même avec la dose d'ironie triste qui s'impose dans les circonstances présentes. En vérité, camarades lectrices et lecteurs, si nous baignons, ce n'est certes pas dans l'euphorie ni dans l'optimisme béat ; loin s'en faut. Force est de constater, en effet, que les récents scrutins et, en particulier, celui qui concerne les tractations relatives à la future mise en place du gouvernement fédéral mettent les responsables politiques devant une telle masse de questions et d'incertitudes qu'il y a fort à parier que, comme on dit : « *On n'est pas sorti de l'auberge.* » Ou plutôt, si : la petite auberge que constitue le royaume de Belgique et les infortunés habitants qui y vivent vaille que vaille depuis bientôt deux siècles, plus ou moins bien tenue par ses propriétaires successifs et les souverains qui se suivent et occupent le trône depuis la fondation de cet espace-tampon minuscule en 1830, pourrait tout aussi bien mettre la clef sous le paillason.

On l'a vu, une partie non négligeable des électeurs du nord du pays ont déposé, devant les portes du palais de Laeken et dans les états majors de la classe politique quelques bombes à retardement qu'un rien pourrait faire exploser. Au-delà de la mauvaise surprise que constitue la poussée du Vlaams Belang, c'est l'ensemble de la construction de l'État, fragile dès les origines et en proie, régulièrement, à des convulsions de toute nature, qui risque fort de s'effondrer et sur les ruines duquel il est bien difficile de prédire à quoi ressemblerait une possible reconstruction. Journalistes, constitutionnalistes et autres observateurs de la chose publique sont unanimes à mettre en avant le blocage qui ne va pas manquer de se profiler au cours des travaux de ceux auxquels le roi donnera pour mission de tenter de trouver les réponses aux défis que pose la situation explosive devant laquelle ils se trouvent et nous avec.

Avec un nord de plus en plus revendicatif et intransigeant et un sud politiquement chamboulé par les scores à la baisse, relative, des partis traditionnels et la poussée notoire des écologistes et du parti des travailleurs, la constitution d'un gouvernement à même de rassembler et représenter les divers courants qui se sont fait jour au lendemain des élections apparaît comme une gageure de taille. Les Wallons — le contraire serait un comble — ne veulent pas des extrémistes flamands, la N-VA, aux yeux de certains, n'est pas plus fréquentable quand d'autres semblent donner pour possible sa présence dans l'un ou l'autre arrangement. Le PS, même affaibli, reste une formation dominante avec laquelle il sera difficile sinon impossible de ne pas compter et les écologistes, grands vainqueurs du scrutin, ne pourraient accepter d'être exclus de l'une ou l'autre des combinaisons possibles. Le PTB, de son côté, se dit prêt à entrer dans une coalition de « *gauche* » sous certaines conditions ; quant au Mouvement réformateur, morose mais toujours aussi gourmand, il serait, à n'en pas douter, prêt aux pires compromissions comme il l'a montré lors de la composition du gouvernement aujourd'hui en affaires courantes. Passons sur le parti chrétien qui n'est pas loin du groupuscule et qui prétend, malgré sa déconfiture, vouloir encore jouer un rôle dans les tractations présentes et à venir. Et puis, pour en terminer, il faut prendre en compte les partis « démocratiques » du nord du pays qui se trouvent dans une position délicate devant la montée aux extrêmes d'une partie de leur électorat mais qui revendiquent leurs petites places dans la future assemblée. Tout cela fait du monde à caser...

Place, donc, aux informateurs, facilitateurs, explorateurs, médiateurs, clarificateurs, conciliateurs, négociateurs, préformateurs et formateurs, ils vont avoir du pain sur la planche et du grain à moulin ; tout cela va être palpitant en diable, avec entrées

gratuites pour un public haletant ou désabusé devant un spectacle qui promet de longues prolongations pour, peut-être, un baisser de rideau sur une scène déserte.

Devant un possible blocage et l'échec de toutes les formules possibles et imaginables, que se passerait-il ? D'aucuns, parmi les spécialistes des questions institutionnelles, suggèrent que soient organisées de nouvelles élections, qui prendraient l'allure d'un référendum qui poserait l'éventualité du confédéralisme qu'il s'agirait alors de négocier avec une N-VA poussée dans le dos par le Vlaams Belang et des francophones livrés à eux-mêmes. Divorce à l'amiable ou disputes et agressions de toutes sortes ? La « Belgique de papa » aux oubliettes ? Que faire d'une Wallonie larguée sur des rivages inconnus ? Une petite république, populaire et socialiste, avec Di Rupo comme président directeur général ? Et la famille royale, en exil ? Et Bruxelles, dans tout ça ? Rattachement à la France (qui n'appartient pas à Macron !) ? Quoi ? Où et comment ? Autant de questions insolubles pour l'heure. On y verra un peu plus clair dans quelques semaines ou quelques mois ; ou plus si pas d'affinités. Toutes choses étant égales par ailleurs, on a quelques raisons de ne pas désespérer tout à fait. L'été est là, la planète meurt à petit feu et des espèces animales sont en voie d'extinction mais enfin, la jeunesse est bien présente, qui manifeste dans la bonne humeur, c'est toujours ça de pris. Et réjouissons-nous, les piétons seront bientôt tous montés sur leur trotinette, électrique ou à vapeur, les vacances se profilent et nous serons nombreux à partir profiter du sable blond de notre beau littoral à tous ; parfaitement.

Tout baigne, donc !

Jean-Pierre L. Collignon

# PLAIDOYER POUR LA STABILITÉ ET LA CONSERVATION

« Je crois qu'il est urgent de définir la nature du changement dans le monde moderne, y compris sa rapidité et son ampleur, si nous voulons comprendre les différences qui existent entre les transformations passées et celles qui affectent le présent<sup>1</sup> »,  
Margaret Mead, 1971.

« Être moderne, c'est se trouver dans un environnement qui promet l'aventure, le pouvoir, la joie, le progrès, la transformation de soi et du monde, et qui à la fois menace de détruire tout ce que nous avons, tout ce que nous savons, tout ce que nous sommes<sup>2</sup> », Jean-Marie Domenach, 1986.

« Le changement illimité n'est que retour chaotique au chaos<sup>3</sup> »,  
Bernard Charbonneau, 1990.



Illustration: Théodora Jacobs

Il y a deux conditions à l'indispensable révolution de l'Esprit : remettre en question les lieux communs<sup>4</sup> et y voir clair dans les idéologies, soit « soulever le manteau d'idées qui recouvre le monde », comme le disent poétiquement François Meyronnis et Yannick Haenel. Dans leur forme historique et institutionnalisée, certaines idéologies ont disparu (l'esclavagisme, le fascisme, le nazisme), une autre survit vaille que vaille (le communisme, à la façon chinoise, cubaine ou nord-coréenne), d'autres encore sont à la mode (l'individualisme, le transhumanisme et l'incroyable néolibéralisme). Parmi les notions idéologiques à réinterroger, penchons-nous cette fois sur celles d'évolution, de changement, de métamorphose, de transformation, de mutation, et de la dernière trouvaille de vocabulaire en date, la disruption. Retour vers le passé. Lorsque j'étais étudiant à l'Université de Liège, au début des années 1980, au sortir des Trente Glorieuses, nous avons recommencé à éditer le *Bav'art*, le canard de la section d'histoire de l'art et d'archéologie. Alors

que nous nous étions facilement mis d'accord sur une certaine ligne éditoriale, s'imposa après deux numéros une modification fondamentale de ladite ligne. « On change de peau ! », titrait triomphalement le nouveau numéro. Pourquoi déjà changer, demandai-je naïvement et intuitivement du haut de mes dix-huit ans. Avec le recul, je compris qu'il fallait changer pour le plaisir du changement, d'une part, et pour communiquer aux lecteurs notre dynamisme, notre énergie, notre prise sur l'air du temps, d'autre part. Bien plus tard, Hartmut Rosa théoriserait le phénomène sous le terme général d'*accélération*<sup>5</sup>. Me retrouvant ensuite au milieu de la décennie sur le marché du travail, je constatai que le changement y était devenu la règle, était accepté comme une fatalité, mais plus souvent encore ressenti comme une opportunité. La plupart de mes collègues communiaient dans son éloge, il était vu comme la condition de la réussite économique, via la compétitivité, dans un contexte de démarrage de la globalisation néolibérale. Mais à propos

de l'instabilité touchant les conditions de travail qui en était la conséquence, c'était l'*omerta*. On ne faisait certainement pas d'omelettes sans casser d'œufs... Encore moins parlait-on de la dévastation des mondes social et naturel que cette conviction allait entraîner. Une trentaine d'années plus tard, nous pouvons tirer un premier bilan de cette « *inculcation d'un appétit de changement illimité* » (Renaud Beauchard, 2018) : la nature et ses écosystèmes n'en peuvent plus de nos prédations<sup>6</sup>, les sociétés commencent à s'épuiser des mutations imposées à grands coups de propagande par des pouvoirs de toutes sortes, presque toujours sans aucune délibération démocratique préalable. Il faut se souvenir de cette évidence : tous les changements ne sont certainement pas des améliorations ! Pire, un changement peut être une dégénérescence, comme le soutenait Pasolini<sup>7</sup>.

## SOCIÉTÉS FROIDES, PUIS CHAUDES

Pendant des siècles, les sociétés se sont transformées à un rythme lent, les horizons d'expérience évoluaient peu ou pas dans le cours d'une vie, et même d'une génération à l'autre. Lévi-Strauss les désignait comme des sociétés « froides ». Ainsi, « *Les Grecs ne considéraient pas le temps comme une perspective ascendante ouverte aux créations humaines. Le monde était pour eux essentiellement stable et l'évolution d'abord une décadence* »<sup>8</sup>. Ce que l'on avait appris dans sa jeunesse valait grosso modo toujours dans ses vieux jours. Contrairement à la petite éthique<sup>9</sup> actuelle s'adaptant aux modes et aux faits accomplis, les repères moraux restaient définis, les attentes et la confiance pouvaient être satisfaites. Le modernisme et sa religion industrialiste ont interrompu cet ordonnancement. Désormais, pour une majorité d'individus, la vitesse, les bouleversements, les chocs et les métamorphoses allaient acquérir une valeur positive en soi. La société devenait « chaude ». Rien n'a changé, si je puis dire, au XXI<sup>e</sup> siècle. Car il y a une ambiguïté du changement, comme l'exprime Hartmut Rosa : « [...] la vitesse prodigieuse des événements et des transformations semble n'être qu'un phénomène superficiel, cachant à peine la profonde inertie culturelle et structurelle de notre époque »<sup>11</sup>. Autrement dit, nous souffrons aujourd'hui, dans la modernité tardive, autant de changements — technologiques, économiques et sociétaux, imposés — que d'absence de changement — culturel et politique, voulu et maîtrisé. Les règles du jeu restent désespérément les mêmes depuis cent ans : produire plus et consommer plus. Les innovations technologiques font diversion chez les électeurs-consommateurs, leur procurant l'ivresse d'un monde qui bouge, grisant, exaltant, plein d'opportunités d'expériences nouvelles et de jouissance(s). « *Le soi comme projet orienté vers la stabilité paraît donc anachronique et voué à l'échec, tandis que les formes d'identité flexibles et disposées au changement sont systématiquement favorisées* »<sup>12</sup>, ajoute encore Rosa. Durkheim nous avait pourtant prévenus : des transformations sociales trop rapides débouchent sur l'anomie ou, comme le disait Günther Anders, sur un « *état de pathologie collective* ». Les gilets jaunes n'en seraient-ils pas un des symptômes ?

## MOUVEMENT PROGRESSISTE VERSUS STABILITÉ TOTALITAIRE ?

Un problème théorique de taille apparaît rapidement. Certains philosophes soutiennent que le mouvement, cette idée apparue au XIX<sup>e</sup> siècle, serait une condition *sine qua non* de la démocratie et du progrès, et qu'inversement une société stable, donc assez immobile, serait d'essence totalitaire. L'exercice démocratique consisterait à pouvoir défaire un jour ce que l'on a construit ou décidé la veille, cela à l'infini<sup>13</sup>. S'en tenir, pour une période plus ou moins longue, à ce qui a été tranché ou voté serait réactionnaire, source de frustrations, d'injustices, de rigidités, de concentration du pouvoir. À cela nous répondrons qu'actuellement nous avons plutôt la preuve du contraire : c'est ce monde qui bouge qui est frustrant, injuste, fondamentalement rigide et despotique, « *l'absolutisme et ses avatars totalitaires [étant] marqués par le fantasme du mouvement absolu (progrès), délié de la stabilité* »<sup>14</sup>. Qui ne voit que dans la postmodernité tourbillonnante, le pouvoir est plus que jamais concentré, cela démentant la thèse de Foucault<sup>15</sup> ? Par exemple, les GAFAM détiennent plus de richesses que le PIB cumulé des pays les plus pauvres. Le changement est désormais subi par l'immense majorité, « *naturalisé en phénomène physique, mécanique et destinal* » (Christian Godin, 2007). La résolution du problème s'avère difficile. Paradoxalement, nous avons un besoin urgent de changements politiques pour assurer une nouvelle phase de stabilité, mais en reconnaissant que « [...] *tout changement politique, aussi radical soit-il, s'effectue en maintenant une certaine continuité avec l'ordre à partir duquel il émerge* [...] »<sup>16</sup>. Nous éviterons donc la table rase

(*tabula rasa*) chère aux révolutionnaires. Le conservatisme, à savoir la conservation de ce qui permet la vie sur Terre (i. e. la niche écologique) doit trouver le moyen de se combiner avec une volonté de rupture, ce qu'avaient bien compris Gustav Landauer<sup>17</sup>, George Orwell et Michel Freitag. Pour cela, il conviendra d'expliquer et de réhabiliter — surtout à gauche — cette notion de conservatisme, par exemple en lisant Simon Charbonneau : « *Comment [alors] définir un esprit conservateur aujourd'hui ? C'est une personne qui avant tout tient à rester fidèle à des repères qui donnent un sens à sa vie, qu'il s'agisse d'un certain type de relations sociales fondées sur la proximité, de la stabilité de son environnement tant social que naturel, de la croyance dans l'existence d'une nature humaine tant physique que mentale, contrairement à l'idée moderne d'une malléabilité totale de la substance humaine conçue pour satisfaire notre vieux rêve démiurgique, enfin de la conscience des limites de notre adaptabilité aux rythmes du changement* »<sup>18</sup> ; ou encore Dany-Robert Dufour : « *Il n'y aurait pas plus flagrant contresens que de qualifier de "conservateur" ou de "néo-réactionnaire" ceux qui veulent prendre des mesures conservatoires à l'égard de ce qui est en cours de destruction, puisque cette conservation ne vise qu'à donner les appuis nécessaires au redéploiement de l'aventure humaine* »<sup>19</sup> ; Marc Weinstein avance, lui, l'idée d'immanence de la stabilité : « *Répondre à l'altération par la stabilité, c'est la manière dont une société ne se laisse pas dépasser par la transcendance du changement incontrôlable et s'assure, en toute immanence, que le passé et le présent — les institutions sociales vécues et valorisées qualitativement — seront confirmées dans un avenir tout aussi social, valorisé, qualitatif* »<sup>20</sup>.

## TECHNOSCIENCE : STOP OU ENCORE ?

Enfin, la première condition de la mise en route d'une nouvelle politique de conservation et de stabilité est d'imposer un moratoire sur la recherche en technoscience<sup>21</sup>. Mais cela peut aller plus loin, jusqu'au néo-luddisme, qui n'est pas seulement une matrice de réflexion, mais une incitation à l'action pouvant aller jusqu'au sabotage et au bris des machines. Dans son roman apocalyptique *Ravage* (1942), René Barjavel termine son épopée survivaliste par l'épisode de la destruction<sup>22</sup> d'une nouvelle machine par la petite communauté résiliente, afin de ne pas recommencer le cycle maudit qui avait amené le monde moderne à sa perte. Pour ce, une décolonisation de l'imaginaire occidental (Serge Latouche) est à entamer sans tarder. Mais « *comment chacun peut-il participer à la production d'un monde stable en toute responsabilité, alors que son monde artificiel ou technicisé, ayant remplacé son environnement naturel, médiatise sa socialisation au moyen d'appareils, organisés en dispositifs, jusqu'à ne plus proposer qu'une aliénation technologique* »<sup>23</sup> ? », se demande Édouard Jolly. Numérisation et robotisation sont les fa(r)ces hideuses de cette involution mortifère et sans avenir devant la déplétion annoncée des ressources fossiles et minérales. Évolution sans avenir, certes, mais qui peut entre-temps provoquer des dégâts potentiellement irréversibles du côté des équilibres écosystémiques, de la pollution (radioactive et autre), ainsi que des structures cognitives et émotionnelles des individus. À l'échelle de la civilisation, les dérèglements climatiques sont déjà irréversibles. Allons-nous ajouter une couche supplémentaire de catastrophe « grâce » à Sa Majesté la Technologie, à laquelle personne — hormis quelques décroissants, néo-luddites et autres anti-industriels — n'a envie de tenir la bride ? « *En fait, depuis la révolution industrielle, la technologie n'a cessé de créer de nouveaux problèmes pour la société, beaucoup plus rapidement qu'elle n'a résolu les anciens* »<sup>24</sup>, résume Theodore Kaczynski. Constat à répéter inlassablement autour de soi ! Alors, technoscience : stop ou encore ? Fuite en avant ou pas de côté ? Avant même de penser à freiner, puis à bifurquer, commençons d'abord à retirer notre pied de l'accélérateur.

Bernard Legros

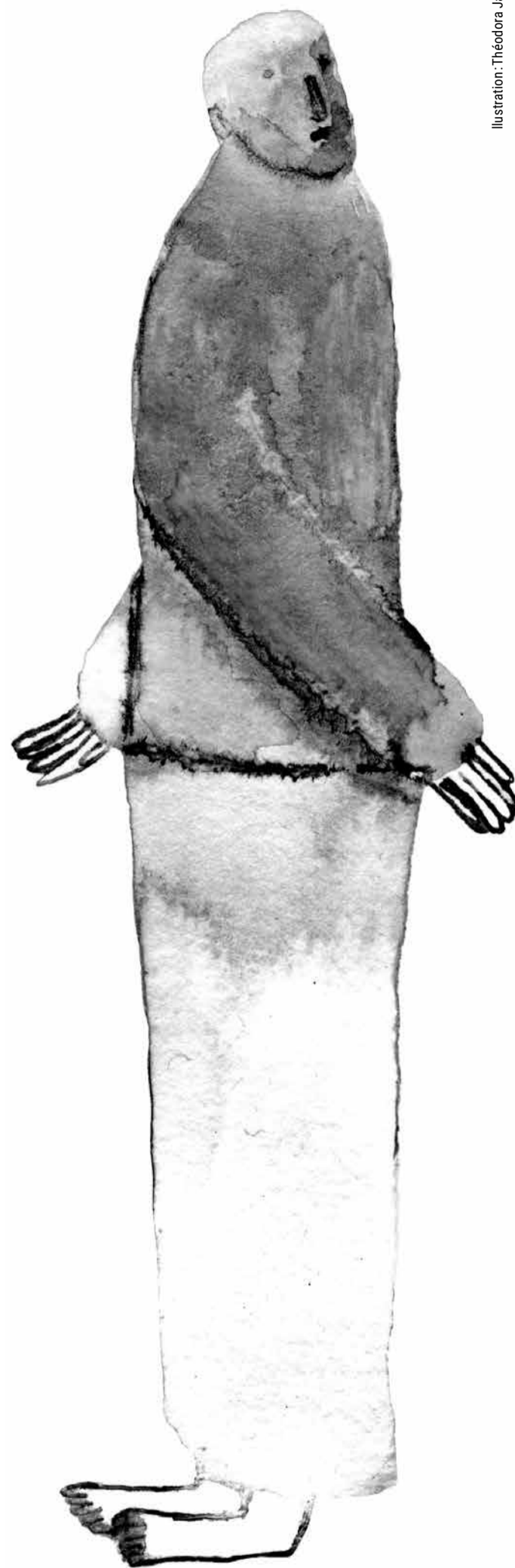


Illustration : Théodora Jacobs

1. Margaret Mead, *Le fossé des générations*, Denoël, 1971, p. 110.

2. Jean-Marie Domenach, *Approches de la modernité*, Ellipses, 1986, p. 204.

3. Bernard Charbonneau, *Le changement*, Le pas de côté, 2013, p. 10.

4. Cf. Christian Godin, *Les lieux communs d'aujourd'hui*, Champ Vallon, 2018, recensé en *Kairos* n° 37.

5. Cf. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, 2010.

6. Comme l'atteste le « jour de dépassement » (*overshoot day*), ainsi que le rapport de la Plateforme inter-gouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes) adopté par 130 pays et publié en mai 2019.

7. Cité par Olivier Rey dans sa préface à Pier Paolo Pasolini, *Le chaos*, R&N, 2018, p. 11.

8. François Jarrige, *Technocritiques, du refus des machines à la contestation des technosciences*, La Découverte, 2014, p. 26.

9. Le terme est dû au philosophe Mark Hunyadi. Cf. *La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps*, Le Bord de l'eau, 2015.

10. Par ailleurs, n'oublions pas que les réalisations concrètes de la modernité ont immédiatement suscité méfiance, critiques et résistances. Voir les ouvrages des historiens François Jarrige, Jean-Baptiste Fressoz, Christophe Bonneuil et Guillaume Carnino.

11. Hartmut Rosa, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, La Découverte, 2012, p. 52.

12. Hartmut Rosa, *Accélération*, op. cit., p. 297.

13. Ce syndrome est fréquent au sein de la gauche libérale-libertaire. Mais « [...] est-ce qu'on ne peut pas reconnaître librement des lois comme bonnes ? Est-ce que cette idée d'autonomie doit nécessairement conduire à une sorte de compulsion du changement ? », demandait Cornélius Castoriadis, in *Démocratie et relativisme. Débat avec le MAUSS*, Les Mille et une Nuits, 2010, p. 104.

14. Marc Weinstein, *L'évolution totalitaire de l'Occident. Sacralité politique*, Tome I, Hermann, 2015, p. 34.

15. Michel Foucault avançait la thèse que le pouvoir se distribue en réseaux, passant constamment d'une structure à l'autre, d'un individu à l'autre.

16. Daniel Dagenais (dir.), *La liberté à l'épreuve de l'histoire. La critique du libéralisme chez Michel Freitag*, Liber, 2017, p. 160.

17. À propos de Landauer : « [...] un conservatisme révolutionnaire : un choix révolutionnaire des éléments de l'être social qui méritent d'être conservés et qui sont valables pour une nouvelle construction ». In Martin Buber, *Utopie et socialisme*, L'Échappée, 2016, p. 98.

18. Simon Charbonneau, *Résister... à la société qu'on veut nous imposer !*, Libre et solidaire, 2018, p. 114.

19. Dany-Robert Dufour, *L'individu qui vient... après le libéralisme*, Denoël, 2011, p. 308.

20. Marc Weinstein, op. cit., p. 151.

21. Du moins sur la recherche publique.

22. Et pour bien préciser les choses, la destruction d'une machine n'est en rien assimilable à de la violence, celle-ci s'exerçant, par définition, sur des êtres vivants.

23. Édouard Jolly, *Günther Anders, une politique de la technique*, Michalon, 2017, p. 21.

24. Theodore Kaczynski, *Le manifeste de 1971. L'avenir de la société industrielle*, Climats, 2009, p. 177 (paragraphe 170).

# « PROMENONS-NOUS DANS LES BOIS, TANT QUE L'INDUSTRIE N'Y EST PAS... »

*Elle est belle la forêt française, n'est-ce pas? Pourtant, derrière les rêveries bucoliques du citadin en promenade, se cache une industrialisation inédite de celle-ci, qui avec un mimétisme parfait colle au modèle de l'agriculture intensive. Le Temps des Forêts, documentaire réalisé par François-Xavier Drouet, décrit cette terrible réalité au départ du plateau de Millevaches dans le Limousin, pour constater sa généralisation à tout l'Hexagone.*

Si le plateau des Millevaches n'était que pâtures pour les troupeaux au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce sont de vastes monocultures de forêts uniformes et rectilignes qui en constituent désormais le paysage. Entre les rangées de douglas ou d'épicéas, la nature n'a désormais plus aucune initiative de créativité. Les jeunes pousses de chênes ou autres essences « indésirables » sont systématiquement arrachées et on pulvérise tout ce qui pourrait contrevenir aux objectifs industriels, désormais les seuls qui priment sur un domaine organisé par les humains ; dans ce paysage utilitariste, aucun arbre mort ne peut servir de refuge aux oiseaux qui en dépendent et le sol, déjà pauvre, souffre de son acidification par cette domination de résineux. Ce déséquilibre en vient donc à justifier les apports chimiques et la pulvérisation d'engrais dans les forêts.

Fini l'approche continue où l'on prélève par-ci par-là un arbre à la tronçonneuse pour laisser les autres pousser. Désormais, les bûcherons modernes procèdent à la coupe-rase, cette méthode qui consiste à laisser un terrain nu de toute matière tous les 30 ans alors que les arbres sont à peine matures. Ils ont troqué leur tronçonneuse pour une abatteuse, cet engin de la mort capable d'abattre et d'élaguer un arbre en quelques secondes. A-t-elle libéré le travailleur de la difficulté des tâches pour autant ? On se permet d'en douter, sachant que celui-ci est désormais contraint de travailler 10 à 12 heures par jour dans sa cabine de verre pour rembourser son emprunt à John Deere ou autre géant des véhicules agricoles.

Ça y est. Les logiques managériales et capitalistes ont pénétré jusque dans les lieux que nous aurions cru intouchables. Car qui aurait pensé que les forêts seraient aspergées d'intrants chimiques et qu'on y parle le jargon du « retour sur investissement » et de la « compétitivité » ? Le phénomène s'étend jusque dans les forêts publiques, où les fonctionnaires de terrain se retrouvent tellement peu dans la nouvelle méthode de gestion qu'on compte au sein de l'Office National des Forêts (ONF) près de 40 suicides imputables au travail.

## CERTIFICATION DOUTEUSE ET CONCENTRATION CERTAINE

Le 24 janvier 2017, France 2 diffusait un nouveau numéro de son émission *Cash Investigation* qui portait sur l'industrie du bois, s'arrêtant notamment sur le fameux label PEFC, leader dans la certification des forêts gérées de manière durable et responsable. On y découvre pourtant la facilité avec laquelle les journalistes montent des dossiers bidon et parviennent à faire certifier une centrale nucléaire ou encore un parking. En réaction à ces allégations pour le moins gênantes, certains médias, notamment *Les Echos*<sup>1</sup>, évacuent le fond pour la forme, alléguant que les « idéaux journalistiques d'objectivité et d'impartialité » n'ont pas été respectés, et qu'ils auraient même produit ce reportage « complètement à charge et dans le but manifeste de nuire ». La carte blanche est signée par Thomas Davreux, secrétaire général de PEFC Belgium...

Par ailleurs, alors que les scieries de France ferment les unes après les autres, cette tendance à la « concentration » s'observe éga-



ché asiatique du bois est une occasion à saisir pour les entreprises certifiées PEFC, dont la production est en demande croissante dans ces zones du monde. Ainsi, par des filières telles que la *Asia Promotions Initiative*, le leader en certification forestière entend encourager l'exportation des produits certifiés vers les marchés asiatiques, principalement orientés vers la transformation de la matière première et le retour de ces produits finis vers nos marchés.

Abstraction faite donc de cette polémique liée au reportage de *Cash Investigation*, qui se questionne sur le bien fondé et sur le bon fonctionnement de leur système de certification, nous pouvons nous poser d'autres questions : est-il cohérent, pour un organisme qui s'attache à encourager une gestion des forêts raisonnée et respectueuse des valeurs écologiques, de s'enthousiasmer face à l'opportunité de marché que représente le continent asiatique ? N'est-il pas contradictoire que soit apposé le label PEFC sur des meubles vendus chez nous, mais dont la matière première aura parcouru des milliers de kilomètres dans un aller-retour Europe-Asie uniquement dicté par des logiques capitalistes ? Ne serait-il pas *a contrario* plus juste, pour une telle organisation, de défendre en plus d'une gestion durable, une consommation et une transformation locales ?

Bien sûr, PEFC n'est qu'un acteur parmi d'autres pour qui l'exportation vers des pays lointains est synonyme de réussite commerciale et on pourrait se dire qu'une certaine portion produite de manière responsable c'est déjà ça de sauvé. Mais ce serait faire fi de l'incohérence propre à une telle entreprise, qui devrait appréhender son rôle environnemental de manière plus large, en incluant l'impact de l'ensemble de la chaîne de production, mais aussi les conséquences sociales et économiques des zones où se trouvent ces forêts certifiées.

lement en Belgique où, parmi les 300 scieries qui existaient en 1989, moins de la moitié subsiste encore<sup>2</sup>. Est notamment mise en cause la très forte montée des prix du bois, des feuillus comme le chêne ou le hêtre par exemple, que les marchés asiatiques s'arrachent. En 2018, la Chine faisait ainsi l'acquisition de 60% des chênes belges<sup>3</sup>, qui sont en majorité transformés pour être revendus sur les marchés occidentaux sous tous types de formes. Si l'on sait que la quasi totalité des biens de consommation subissent le même sort, il est important de mesurer l'impact écologique sous-jacent à ce « libre marché forestier ». D'une logique simplissime pour l'ordre néolibéral, mais d'un non-sens environnemental total, la Fédération nationale du bois (FNB) alertait en outre d'une probable perte de 450.000 emplois associés directement ou indirectement à ces exportations croissantes.

Qu'en est-il du rôle de l'organisation de certification dans cette tendance ? Il s'agit tout simplement d'un des nombreux acteurs encourageant cette dynamique. À en croire leur site internet<sup>4</sup>, le mar-

Il y a lieu de lutter contre la destruction organisée de la forêt pour en faire des sanctuaires libérés de toutes logiques managériales. La privatisation croissante des forêts domaniales ne semble pas aller dans ce sens. Et les absurdités de notre modèle économique, où l'on encourage d'un côté la construction d'usines de méthanisation à coups de certificats verts, et où on les alimente de l'autre, faute de matière première, avec du bois importé d'Afrique du Sud, n'est qu'un témoignage qui s'ajoute au « délire occidental ».

Adrien Blaton

1. <https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/marre-des-bobards/9880948.html>  
 2. [http://www.houtinfo.be/wp-content/uploads/2015/01/FNS\\_FR\\_MR1.pdf](http://www.houtinfo.be/wp-content/uploads/2015/01/FNS_FR_MR1.pdf)  
 3. [https://www.rtb.be/info/regions/detail\\_industrie-du-bois-le-marche-belge-destabilise-par-les-exportations-en-chine?id=9865178](https://www.rtb.be/info/regions/detail_industrie-du-bois-le-marche-belge-destabilise-par-les-exportations-en-chine?id=9865178)  
 4. <https://www.pefc-france.org/articles/chaines-de-controle-asie/>

# HUMAINS CONNECTÉS DANS UN MONDE MALADE

La conscience et le sens des limites sont des tares à l'heure des trottinettes électriques colonisant les villes, des smartphones comme prothèse multi-fonctions ou des voitures « autonomes »..., produits de la connexion généralisée. La science en a pris la mesure, elle dont l'aphorisme se lit désormais plus souvent comme « science sans profit n'est que ruine de la croissance ». Et donc des subsides, et de la recherche... Huawei, qui, avec l'arrogance de la toute-puissance publicitaire, arborait en anglais dans les rues de la capitale quelques jours avant les triples élections belges : « votez pour la 5G », ajoutant en dessous « voter n'est pas uniquement une question de candidats, c'est aussi une question de valeur ! Votez pour un futur plus intelligent avec la 5G », le sait bien. Déjà en 2015, elle s'offrait les services de l'ULB et de la VUB, pénétrant l'antré universitaire et pourfendant sans vergogne l'indépendance qu'elles avaient l'habitude de brandir comme étendard, gage de leur impartialité. On pouvait lire dans l'accord de collaboration entre les universités, Proximus et Huawei, signé à l'occasion de la mission royale en Chine<sup>1</sup> : « Proximus et Huawei fourniront et mettront en œuvre une infrastructure à la pointe de l'innovation ICT, avec entre autres la technologie 5G (...) L'ULB et la VUB visent à créer un "campus du futur" à Bruxelles en vue de développer un concept innovant et visionnaire, profitant de la présence de leurs facultés de science et d'ingénierie sur un même campus (...) La prochaine génération de technologie sans fil, avec entre autres la technologie 5G pour le Learning and Innovation Center, sera une partie essentielle de cette collaboration. Ce sera l'une des premières applications de la technologie 5G en Belgique. Huawei a lancé son European Research Center (ERI) en mai dernier, en Belgique, pour mener ses efforts de recherche afin de faire de la technologie 5G une réalité »

C'est bien cela qu'il leur faut mener à bien : faire de leur délire technologique une réalité. Et qu'importent les coûts environnementaux, sociaux et sanitaires, ceux-ci sont les dommages collatéraux d'un système où prime la recherche du profit. Les cancers, les troubles cognitifs et relationnels, les effets des pesticides, de la malbouffe... seront traités par les entreprises hospitalières, les coaches scolaires et les applis de rencontre ; l'infertilité sera « résolue » en salle d'op' et le désir d'enfant à satisfaire pour qui veut, le nouveau-né produit commercial comme un autre. Ceux qui détruisent et ceux qui réparent dans un seul objectif pécuniaire étant les mêmes, les bénéfices iront dans les mêmes escarcelles. Qu'importe donc également si les villes deviennent des espaces « relationnels » numérisés, tant que cela rapporte.

Alors que les couches de pollution environnementale se superposent comme celles des spectres électromagnétiques, il s'entend qu'en matière de 5G, le petit dernier scandale-à-venir, malgré qu'aucune décision officielle ne soit prise (la ministre ayant feint de se soucier de la santé des gens quelques semaines avant les élections, cf. « Les Bruxellois ne sont pas des souris de laboratoire »), les opérateurs procèdent déjà, avec le soutien étatique, au nettoyage de certaines zones qui accueilleront les dispositifs. Ici des arbres sont coupés sans raison apparente, là des fibres optiques sont placées sous terre. Comment pourrait-il en être autrement pour un projet qui signe une phase de métamorphose (« disruption ») du capitalisme sans laquelle il ne peut prospérer : les objets connectés sont un nouveau gisement pour lui, une manne qui propulsera la production/consommation de nouveaux objets et mettra au chômage des hordes de travailleurs désormais inutiles : chauffeurs, commerçants de proximité, enseignants, etc. Qui décide de cela : les mêmes lobbies patronaux à l'origine du marché unique européen, main dans la main avec les banques, les publicitaires, les industries, les bétonneurs et l'État.

On lit sur le site du magazine économique et financier luxembourgeois Paperjam, un parmi tous les hymnes à la 5G : « Oui, la 5G est une nouvelle génération de connexion mobile. Non, ce n'est pas juste le successeur de la 4G. Cette technologie constitue une étape majeure sur le chemin d'une société 100% numérique. Grâce à ce réseau, tous les appareils qui accompagnent notre quotidien seront potentiellement connectés à internet en très haut débit. Une révolution à la fois technologique et sociétale. (...) Opérateurs d'infrastructures télécom, énergétiques, portuaires, ferroviaires; industrie automobile, agriculture, santé, finance, construction... La 5G va toucher tous les secteurs pour une raison simple: elle sera capable

de connecter tout ce qui embarque ou est susceptible de contenir demain un microprocesseur. Les dispositifs qui traitent d'énormes quantités de données, comme la réalité virtuelle et augmentée, et l'intelligence artificielle vont pouvoir tourner à plein régime. La 5G, c'est le futur d'un monde numérique où tout communiquera avec tout de manière instantanée et presque naturelle. (...) ». D'aucuns évoquent le chiffre de 30 milliards d'objets connectés en 2030. Que du bonheur, non ? Ne souhaitez-vous pas ce monde à vos enfants ? De fait, pas beaucoup de risques, ils en deviendront les défenseurs les plus zélés si dès la naissance on leur propose l'association porte-biberon et support pour smartphone : de l'abreuvage au sens propre<sup>2</sup>.

Tous les scientifiques ne sont pourtant pas mus par des intérêts financiers. Nous avons rencontré André Vander Vorst pour nous parler de ses recherches sur les ondes électromagnétiques (Des ondes, des rats, et des humains..., p.10). Si nous ne partageons pas nécessairement un même optimisme sur les capacités gouvernementales de prendre les choses en main, le constat de la situation, gravissime, nous relie. Hervé Krief nous offre une description de ce monde malade et connecté (*Humains connectés dans un monde malade, humains malades dans un monde connecté*, p.13).

Dossier coordonné par Alexandre Penasse



Illustration: Louise Hendrickx

1. file:///C:/Users/Oxfam/AppData/Local/Temp/actulb-databox6-art-attach-699.55c-878d6a55d2.pdf

2. « Le porte-biberon pour smartphone est né », 27mars 2017, www.lefigaro.fr.

# DES ONDES, DES RATS, ET DES HUMAINS...

*André Vander Vorst, professeur émérite de l'université de Leuven, a travaillé pendant plus de 20 ans sur les ondes électromagnétiques. Ses résultats — mortalité accrue des rats exposés, modification de leur composition sanguine, perte de la mémoire — auraient dû au minimum imposer un moratoire sur le déploiement des systèmes fonctionnant avec de telles ondes. Même si la Belgique n'est pas le plus mauvais élève européen, l'idéologie d'un « monde connecté » n'en a pas pour autant été entachée, Bruxelles se voulant d'être une des premières villes 5G. Pourtant, selon le scientifique, l'humain ne devrait jamais jouer l'apprenti sorcier en matières d'ondes.*

**Une caractéristique originale de vos travaux est que vous avez fait des mesures sur animal. Comment procédiez-vous?**

Nous avons travaillé sur les rats, animaux paisibles qui conviennent bien au laboratoire, dont certains ont été exposés à un rayonnement micro-ondes, alors que le groupe témoin n'a rien subi. Ce faisant, on ne fait pas la mesure absolue de ce qui se passe sur les rats exposés, mais on compare ce qui se passe chez le rat exposé à ce qui se passe chez le rat non exposé. Rigoureusement, on devrait faire ce type d'expérience sur l'être humain, mais il n'y a plus moyen de composer un groupe témoin: on ne trouve plus d'êtres humains qui ne sont pas ou n'ont pas été exposés. Les implantations micro-ondes ont été tellement rapides et généralisées qu'on ne peut plus étudier rigoureusement les effets de celles-ci sur l'être humain. Cela veut donc dire que ceux, aujourd'hui, qui vous disent « Vous savez rien n'est prouvé », ou bien (ce sont des faux-jetons) vous trompent, ou bien sont ignorants.

**Ça pourrait être une sous-réponse à la question : quels ont été les résultats les plus étonnants de votre carrière ?**

Effectivement, on se trouve quand même dans une situation où il n'est pas possible d'utiliser la méthode scientifique la moins discutable puisqu'on ne peut trouver de groupe témoin.

**Tout le monde est touché ?**

Exact. Certains tordus vous disent alors : « Mais on peut prendre un Lapon ». Dans ce cas, si vous le faites et que vous publiez cela, celui qui n'a pas envie de considérer vos résultats va dire « Mais enfin, vous prenez un groupe en Belgique que vous comparez à un groupe en Laponie... la composition sociologique est tellement différente que cela ne veut plus rien dire ». Et il n'a pas tort...

**Monsieur Vander Vorst, vous êtes professeur émérite à l'Université de Louvain, vous avez travaillé toute votre carrière sur les hyperfréquences et les micro-ondes et avez créé un laboratoire d'hyperfréquences. En quoi consistait en gros votre travail ?**

Depuis que le laboratoire a été créé, nous avons étudié de façon détaillée ce qui se passe sur des lignes de transmission à très haute



fréquence. C'était en 1966. Le premier Sputnik, c'était 1957, le premier Telstar, 1962<sup>2</sup>... J'ai par la suite orienté pendant des années mes recherches vers des études surtout atmosphériques ou troposphériques, la basse atmosphère : dans quelle mesure la transmission évolue en fonction des circonstances atmosphériques. Ensuite, je me suis intéressé aux recherches sur les dispositifs qui traduisent des micro-ondes en optiques et inversement et j'ai commencé à m'intéresser aux aspects biologiques. À la fin des années 1960, un ami neurophysiologue à l'UCL — nous étions encore à Leuven à ce moment-là — m'a demandé si les hyperfréquences permettraient éventuellement de soigner des goitres qui affectaient des vaches suisses, mais également des humains. J'ai donc fait des mesures en dépit du bon sens, cela n'a donné aucun résultat, je n'y connaissais rien... Dix ans plus tard, nous avons breveté avec mon chef d'atelier un dispositif de stérilisation d'air pour faire les opérations chirurgicales de campagne avec un flux laminaire qui passait à travers une cavité micro-ondes, une grosse cavité, dans laquelle, à intervalles réguliers, le système imposait une puissance dissipée qui tuait les bactéries en les cuisant. Vers 1985, j'ai commencé à travailler avec un jeune ingénieur chinois et avons fait des études sur des lapins, notamment une méthode d'acupuncture micro-ondes. Nous avons

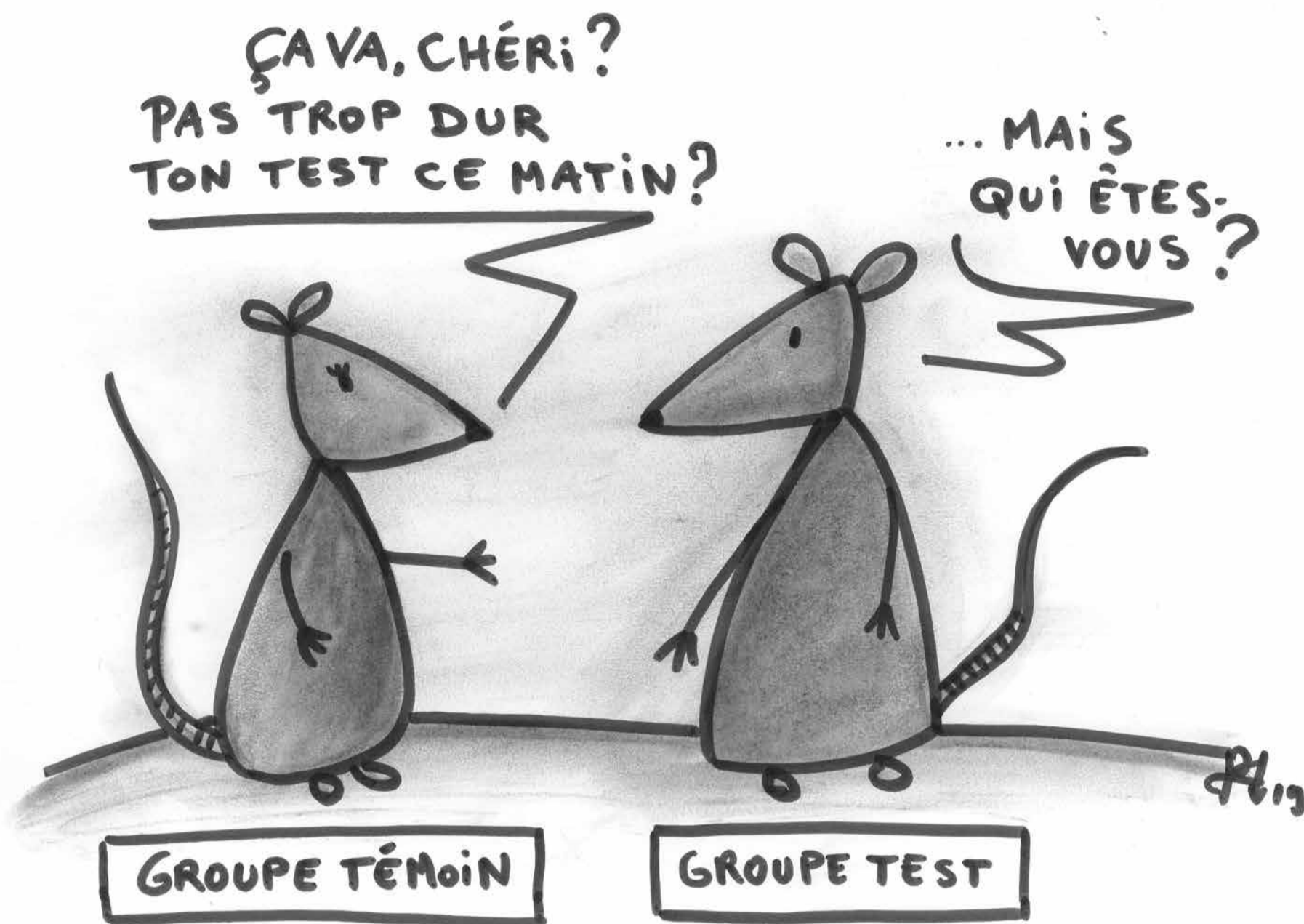
Nous avons travaillé avec des groupes de 31 rats exposés et un groupe de 31 rats non exposés. 3 groupes de 31 rats ont été exposés à diverses fréquences et divers modes de signal. Par exemple, l'un ressemblait à celui d'un téléphone portable, alors que l'autre était une onde simple. Nous avons constaté deux résultats principaux après 21 mois. Le premier, c'est que la composition du sang, statistiquement, a été modifiée chez les rats qui avaient été exposés par rapport à ceux qui ne l'avaient pas été, notamment en ce qui concerne les globules blancs. L'autre résultat, c'est que le taux de mortalité des rats exposés était à peu près deux fois plus élevé après l'exposition que le taux de mortalité des rats non-exposés. Il faut préciser que ces rats vivent à peu près 30 mois et qu'ils ont été exposés 21 mois à partir de l'âge de 4 mois. 30 mois pour un rat équivaut donc à 90 ans pour un être humain. Avoir exposé les rats durant 21 mois reviendrait donc à exposer des humains pendant 63 ans. Là on est loin du compte, parce que les portables n'ont été introduits dans nos pays que vers 1994, il faut encore attendre 38 ans... Une de nos préoccupations, en travaillant ainsi, était donc de voir dans quelle mesure on pouvait relever ou non des effets à long terme sur des rats, qui permettraient alors de nous donner des idées sur ce qui

mis au point une expérience afin de vérifier si on pouvait mesurer des effets non-thermiques en exposant la moelle épinière des lapins. Enfin, un peu avant l'année 2000, nous avons commencé une investigation sérieuse où nous avons exposé des rats. Je n'ai donc jamais fait de biophysique à temps plein, mais c'est une activité qui s'est développée chez moi depuis la fin des années 1960, et qui a crû.

**À partir des années 2000, vous supervisez notamment une thèse et vous vous intéressez aux effets des micro-ondes sur l'organisme et la santé des rats ?**

On avait déjà commencé à préparer cela dans les années 1998-99. Les mesures ont débuté en 2004, avec des années de préparation puisqu'il s'agissait de faire des mesures sur des rats 2 heures par jour pendant 21 mois. C'était long, nécessitant 6 heures de travail par jour. Le doctorant, un militaire rémunéré par l'armée, était assisté de deux préparateurs. Pendant 21 mois, il s'agissait ainsi de vérifier si on percevait des effets à relativement long terme.

**Quels ont été les effets de l'exposition aux ondes sur les rats ?**



était susceptible de se produire chez l'être humain. Je dis « donner des idées », parce qu'on ne peut jamais trop rapidement transposer à une population humaine des résultats épidémiologiques obtenus sur une population animale.

**Quels ont été les autres effets sur les rats que vous avez constatés, notamment en termes de mémoire ?**

Au cours de l'étude, nous avons également testé la mémoire et vérifié une multitude d'études sur le sujet déjà parues. Nous n'avons pas fait œuvre originale, mais nous avons obtenu confirmation. On a pris les rats soumis 15 mois à un certain type d'exposition et ceux qui avaient été manipulés exactement de la même manière, mais sans qu'on enclenche l'interrupteur de la boîte d'exposition. Les rats non exposés ont été ensuite mis dans une cage contenant deux objets identiques. Le rat tourne autour de l'un, tourne autour de l'autre, apprend à connaître les deux objets, puis il va jouer. Après cela, on les retire et, environ 15 minutes plus tard, on le remet dans la cage après avoir remplacé un objet par un autre. À ce moment-là, le rat non exposé ne va plus guère vers le premier objet, il le connaît et se rend au deuxième objet et le découvre. Les 31 rats non exposés ont eu le même comportement. Par la suite, on a réitéré l'expérience avec les rats exposés aux ondes et nous avons obtenu des résultats tout à fait différents : le rat qui a été exposé dans la cage face à deux objets identiques, tourne autour de l'un puis tourne autour de l'autre, il les découvre. Lorsqu'on le retire et que 15 minutes plus tard, ayant remplacé un objet par un autre, on remet le rat dans la cage, il va prendre autant de temps à reconnaître le premier objet qu'il connaissait déjà que le deuxième qu'il ne connaissait pas. Autrement dit, il a perdu la mémoire du premier. C'est très impressionnant à voir...

**Cela vous a étonné ?**

Ah ça oui ! Enfin, cela a confirmé des résultats antérieurs qui montraient qu'une exposition de ce type-là peut effectivement altérer la mémoire, mais c'est assez surprenant de constater que cet animal a perdu la mémoire. Les 31 rats qui avaient été exposés ont tous montré le même comportement, puis on a fait l'expérience 5 fois avec chacun de ces rats, et ça a donné le même résultat. Donc ce n'est même plus un résultat statistique : après 15 mois, les uns reconnaissent l'objet déjà rencontré alors qu'aucun des autres ne le reconnaît. C'est impressionnant également parce qu'on emploie beaucoup les rats comme animaux de laboratoire, en raison du fait

que 90 à 95% de son ADN est semblable au nôtre. C'est impressionnant de voir un animal, qui n'est pas si petit, avoir perdu la mémoire. Les ondes, on ne les voit pas, on ne les sent pas, mais elles ont eu un effet sur la mémoire des 31 rats exposés 15 mois.

**Ce sont les résultats scientifiques qui vous ont le plus étonné, ou bien il y a eu d'autres résultats auxquels vous ne vous attendiez pas ?**

C'est tout à fait passionnant quand on découvre quelque chose de nouveau ou, au contraire, de confirmer et d'avoir les confirmations de collègues compétents qui ont déjà testé la même chose. Cela c'est un aspect scientifique, extrêmement agréable. Mais je m'y attendais parce que je suis impliqué dans ce domaine depuis environ 1997. Je sais par ailleurs que cela ne fait pas plaisir à tout le monde. La grosse surprise du genre politico-politique donc, disons, ce sont ces quelques personnes, parfois sous le couvert scientifique, qui critiquent votre travail. On découvre alors qu'on peut publier un article dans une revue de bonne qualité, se retrouver face à des personnes n'ayant jamais fait ce genre de travail mais qui vous critiquent verbalement, sans même écrire un article... Des membres du Conseil de santé des Pays-Bas ont écrit trois années après que la thèse de Dirk Adang a été publiée, une étude sur deux pages, alors que notre article en faisait onze... C'est leur droit de le faire, le procédé est correct. Ce à quoi je ne fais plus aucune attention, c'est d'avoir quelqu'un, médecin ou autre, qui, autour d'une table, sans jamais avoir fait cela, critique en disant que statistiquement ce n'est pas sérieux. Cela n'a pas de sens. Ces personnes sont connues pour systématiquement minimiser les effets mesurés et essayer de dévaloriser toute étude qui produit des résultats positifs. Il faut se méfier d'eux comme de la peste, parce qu'ils trompent le public.

**Leurs raisons sont-elles scientifiques quand ils remettent en question les résultats de vos études ? Et leurs motivations le sont-elles ?**

Ils le disent, mais à mon avis ce n'est pas vrai du tout. Ils ne sont en général pas compétents sur ce point ; il faudrait leur demander combien d'articles ils ont déjà publiés sur le sujet. J'en connais un qui est très critique. À ma connaissance, il a publié un article sur les effets des micro-ondes dont j'étais d'ailleurs co-auteur, alors cela ne lui permet pas vraiment de jouer à l'expert capable de critiquer. Cela fait partie de l'histoire et d'autres, comme Madame Cammaerts, peuvent dire la même chose.

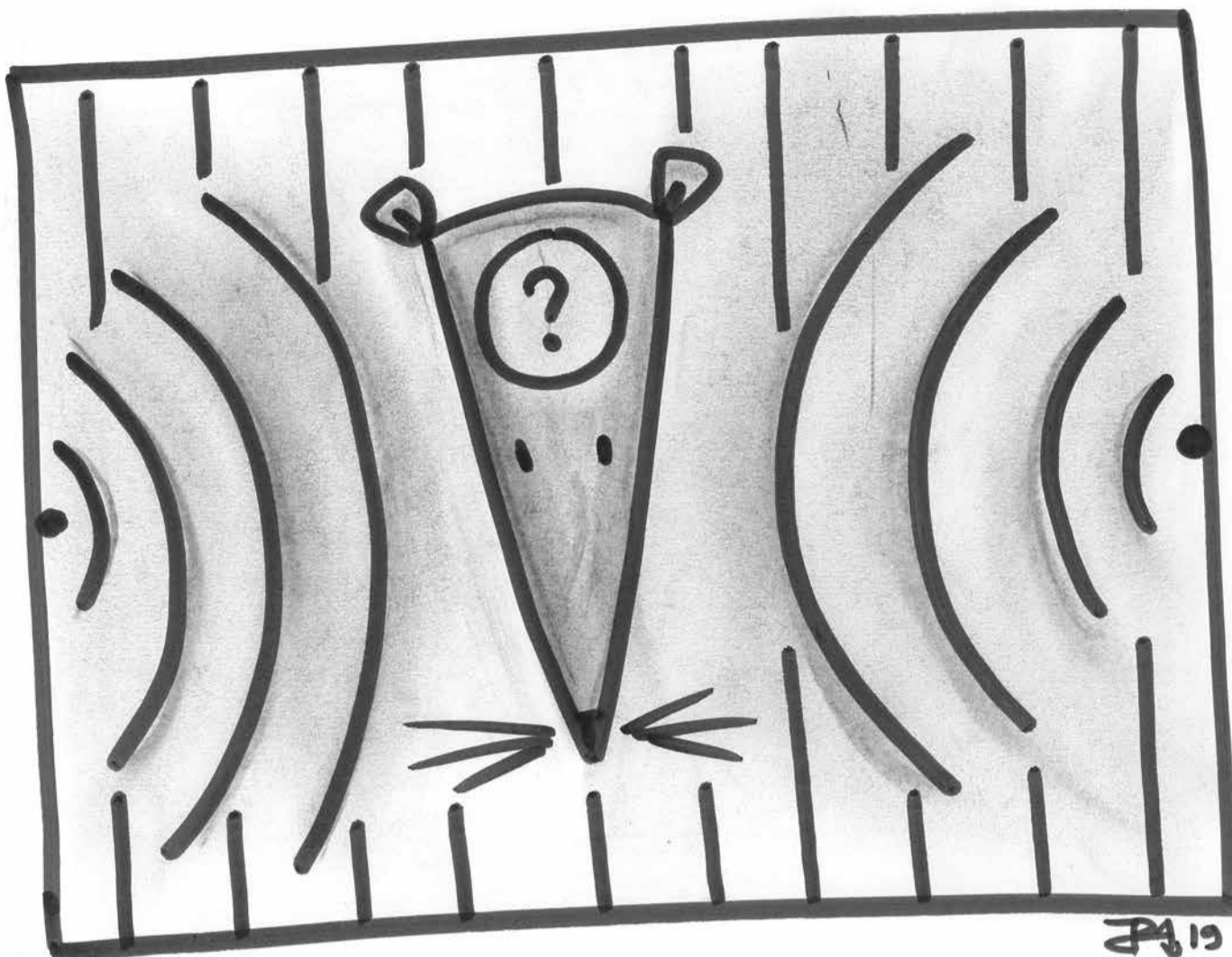
**On touche aussi à de gros intérêts économiques...**

Il y a quand même beaucoup d'argent derrière... Je n'ai rien contre l'argent, mais il a pris une place considérable. Quand j'ai commencé ma carrière à l'Université de Louvain, si vous aviez une bonne idée, ne fût-ce qu'une fois par an, c'était très bien. On ne vous poussait pas, ni les pouvoirs publics, à être utile directement à la société, à participer à de grands groupes de recherche, à tenter de récolter le plus d'argent possible pour de l'équipement. J'ai connu cela, mais pas de la part de l'institution. Aujourd'hui, c'est quand même devenu difficile. Dans ce genre d'étude, il faut se rendre compte que le doctorant, au départ militaire, est devenu docteur ; sa carrière était engagée, il n'était pas dans la situation d'un jeune chercheur à l'Université pour essayer d'avoir une place plus ou moins définitive. On a commencé à travailler sur cela en 1998-1999, l'exposition s'est terminée en mars 2005, la thèse a été présentée en 2008 et l'article publié en 2009. Dix ans, c'est quand même un luxe pour un jeune chercheur, que l'Université ne peut pas se permettre. C'est un domaine difficile et lent, passionnant, mais qui n'est pas très « rentable » du point de vue de la carrière scientifique.

**Est-ce que les expériences que vous avez faites sur les rats peuvent être reproduites sur des êtres humains ?**

Là on tombe sur une difficulté dont il faut parler... On a pris des rats, on a exposé un groupe et un autre groupe témoin aussi semblable que possible au groupe exposé. En fait, on ne fait pas les mesures d'une exposition micro-ondes dans ce cas-ci, on fait la mesure de ce qu'on observe de différent chez un groupe exposé par rapport à un groupe non exposé. C'est la différence, pas la valeur absolue.

Comme je l'ai dit, il faut bien se rendre compte, quand on parle d'humain, qu'on a été tellement vite pour introduire le portable — au début de l'année 1994, puis l'engouement à partir de 1997-98 —, que nous sommes incapables de constituer un groupe témoin parmi les êtres humains, car tout le monde est désormais exposé aux micro-ondes. Il n'y a plus de groupe non exposé ! Or, l'étude scientifique la moins critiquable et discutable est celle qui consiste à comparer un groupe exposé à un groupe non exposé, mais cela il n'y a plus moyen de le faire... Il n'y a plus moyen de pratiquer le type d'expérimentation scientifique le moins discutable, ce qui explique qu'on travaille notamment sur des rats...



C'est assez rare, dans le domaine scientifique, qu'il n'y ait plus du tout de groupe témoin, non ?

Les ondes sont presque impossibles à éviter, parce qu'il s'agit d'ondes électromagnétiques, et qu'à ces fréquences-là, elles se répandent partout...

**Selon les résultats scientifiques que vous avez eus, quelles mesures politiques devraient être prises, si on tenait compte du principe de précaution ?**

Vous posez une question difficile... J'ai déjà été parler de cela avec des politiques au cours de ces années, mais plus aujourd'hui, car je suis fatigué... Je suis en train de parler d'effets à long terme, parce qu'il semble bien, heureusement, qu'on n'ait pas constaté d'épidémies graves à court terme sous l'effet de ce type d'exposition... La question est donc : y-a-t-il des effets à long terme ? Comme je le disais, on a exposé nos rats pendant 21 mois, cela correspond à 63 ans pour un être humain, c'est quand même beaucoup comme période de temps... Alors, parler de ça à un politique, je l'ai fait de temps à autre, mais je n'ai pas insisté parce que, vous savez, quand il y a des élections dans deux mois ou dans deux ans, c'est un peu difficile de parler de 60 années d'exposition... On est pris aujourd'hui dans un engrenage plus contraignant que par le passé parce que le court terme rend impensable la préoccupation du long terme. Je trouve qu'il faut financer des études du type que nous avons faites pour obtenir des résultats plus importants, ainsi que la publicité des résultats obtenus. Je ne parle pas de faire des déclarations fracassantes à partir d'une attitude ou de l'autre, mais qu'on fasse au moins le tour de la question et qu'on informe correctement le public. Les politiques doivent aussi prendre uniquement comme experts des personnes qui sont connues comme ayant publié dans le domaine, il faut de la transparence. Au total, je crois qu'il n'y a qu'un seul acteur qui soit capable d'influencer les choses de façon significative : la population. Je pense que grâce à la population belge, on a adopté des normes ici qui sont plus contraignantes en Belgique qu'en France, Allemagne, Pays-Bas et Grande-Bretagne. On était à Bruxelles à 3 volts/mètre, maintenant on passe à 6 ; on est en Wallonie et en Flandre à quelque chose comme 7 volts, 7,5 volts/mètre maximum, alors que dans les pays environnants, la limite est celle de l'Organisation Mondiale de la Santé qui est de 41,2 volts/mètre, c'est quand même beaucoup. En Belgique, on est plus prudent, notamment parce qu'il a été possible de faire des recommandations au Conseil de la Santé qui étaient à mon avis raisonnables. Je parle expressément de prudence et pas de principe de précaution. Le principe de précaution est un concept défini par des recommandations de l'Union européenne, qui sont quand même parfois difficiles à interpréter. Moi je dis qu'il faut être prudent.

**Vous dites qu'il faut attendre un changement ou une conscientisation de la population mais, quand nous vous avons rencontré en 2013<sup>3</sup>, vous disiez que le calcul, selon vous, était de laisser aller les choses suffisamment longtemps pour qu'un retour en arrière soit impossible. Les jeunes sont tellement accros que même si plus tard on leur impose un principe de prudence, plus personne n'en tiendra compte...**

Je peux vous reprendre sur deux points ? Le premier c'est que, me semble-t-il, en Belgique, la population est consciente. En plus, peut-être parce que le pays est plus petit, elle a eu une action évidente sur

les politiques pour que des décisions normatives différentes soient prises. L'autre est que, si je pense que c'est seulement la population qui peut le faire, c'est parce qu'il y a beaucoup d'argent derrière tout cela... les opérateurs, les actionnaires, il ne faut pas oublier. Et les politiques doivent décider... Je pense qu'on a fait le calcul d'aller vite pour qu'il ne soit plus possible de revenir en arrière, ce qui a quand même raté puisque, notamment à Bruxelles, on est passé à 6 volts/mètre, recommandation du Conseil de Santé de 2000, confirmée en 2005.



**En tant qu'individu conscient des effets des ondes électromagnétiques sur les rats, qu'on peut extrapoler aux êtres humains, qu'avez-vous changé dans votre vie par rapport au risque d'exposition ?**

Cela s'est joué sur deux tableaux très différents. L'un, c'est l'aspect scientifique, comme je disais tout à l'heure, qui apporte la satisfaction de voir qu'on obtient des résultats intéressants... Si un chercheur ne trouve rien, ce qui peut être le cas, c'est moins amusant. L'autre, c'est mon avis personnel, que j'ai comme n'importe qui. Quand on s'exprime en science, c'est sur une base rigoureuse. Mon opinion personnelle, c'est que l'homme est susceptible de modifier l'environnement de façon extrêmement significative, il est susceptible de mettre à mal notre planète, et s'il n'y a pas de réflexes qui rappellent le bon sens, cela risque de se produire... À titre personnel, par exemple en ce qui concerne les ondes, je trouve à la limite que l'effet de l'homme dans l'environnement devrait être nul... Il faut trouver d'autres moyens. Moi je n'ai pas de wifi à la maison, j'ai un télé-

phone fixe, ça marche vraiment très bien, c'est très confortable d'être assis dans un fauteuil, de bien entendre et bien parler. Ajoutons qu'il faut être très prudent aussi avec la qualité de l'eau, de l'air, de l'environnement, dont les ondes en question...

**Vous arrivez donc à mettre une barrière entre ce que vous faites scientifiquement et, disons, ce qui se passe dans votre vie ou dans la vie des autres. Mais alors quel est le rapport entre une certaine forme de vérité que vous essayez de mettre au jour et les effets dans le réel. Comment vivez-vous le fait que les expériences que vous menez et les résultats que vous avez pu obtenir ne pas se répercuter dans le réel ?**

C'est une question difficile parce qu'on peut la poser à propos de trente-six choses, évidemment, pas seulement pour les ondes. En fait, j'ai l'impression aussi de semer la bonne parole dans ma famille, chez mes amis. Les gens qui vous critiquent parfois ne lisent pas la littérature, et ils le disent d'ailleurs. Ils savent que bien après, il subsiste quelque chose. Cela étant, je suis quand même assez convaincu de la liberté de l'être humain, et donc si quelqu'un de ma famille ou un ami fait les choses autrement, moi je n'ai guère de souci à cet égard-là. Ce n'est pas vraiment mon problème, c'est le sien. Je trouve que l'urgent à faire, c'est peut-être au niveau de la liberté de l'individu qui doit pouvoir s'exercer, mais elle doit être correctement documentée, et là, les gens comme moi ou comme les politiques ont un rôle influent à jouer. Une de mes surprises a été de voir combien, parmi ceux qui sont hostiles à ce qu'on parle des risques éventuels, pratiquent en fait le mensonge par omission avec allégresse. On vous dit quelque chose qui est exact, mais on ne vous dit pas autre chose qui est tout aussi exact mais qui modifie tout à fait le type d'appréciation qu'on peut avoir par rapport à ce dont on parle. Le mensonge par omission est très fréquent... J'en ai des masses à disposition.

Propos recueillis par Alexandre Penasse.

Merci à Sébastien Gillard pour la retranscription, à Bernard Legros pour la relecture.



1. « Les micro-ondes sont des rayonnements électromagnétiques de longueur d'onde intermédiaire entre l'infrarouge et les ondes de radiodiffusion. Le terme de micro-onde provient du fait que ces ondes ont une longueur d'onde plus courte que celles de la bande VHF, utilisée par les radars pendant la Seconde Guerre mondiale » (Wikipedia).  
2. Satellites de télécommunication.  
3. « Le taux de mortalité des rats exposés est deux fois plus élevé », Kairos février-mars 2013.

# HUMAINS CONNECTÉS DANS UN MONDE MALADE, HUMAINS MALADES DANS UN MONDE CONNECTÉ

*La troisième révolution industrielle en cours ne règle en rien les pollutions et les destructions engendrées par les deux précédentes. Au contraire, elle nous plonge encore davantage dans une organisation sociale hiérarchisée où l'État garantit au peuple le bien-fondé du système industriel et nie en permanence la réalité de la catastrophe.*

L'ensemble de nos besoins est pris en charge par la machine technocratique et l'Internet permet d'accentuer encore la centralisation de cette gestion et son efficacité financière, au détriment de la santé des peuples et du respect de la Terre. Nous sommes malades car nous mangeons une nourriture frelatée, respirons un air vicié, buvons une eau polluée et vivons dans l'agression permanente des ondes électromagnétiques. Nous sommes malades parce que nos vies n'ont plus aucun sens. La société de consommation de masse a permis l'envahissement, sous la haute autorité de l'État, de notre quotidien par des objets polluants qui réussissent la gageure de nous infester le corps et de détruire notre âme. Il n'est pas nécessaire de conduire un inventaire des maladies et affections qui touchent les habitants de notre pays comme le reste du monde, ni la précocité avec laquelle elles se répandent chez les plus jeunes. Il suffit d'allumer son poste de radio ou de lire son journal<sup>1</sup>.

Nous ne pouvons pas vivre en bonne santé dans un monde où l'alimentation est laissée aux mains des multinationales de la chimie et de l'agro-industrie, où le travail n'a plus aucun sens et où les relations avec les autres se font par l'intermédiaire de prothèses numériques. Nous ne pouvons pas vivre dans un monde où notre relation avec la Terre et les éléments organiques a disparu. Nous ne pouvons pas vivre dans un monde où la vitesse des informations et des événements a atteint un degré infernal. Aussi nous ne vivons plus, nous survivons. L'organisation scientifique du travail a donné naissance à la domestication scientifique de notre organisation sociale et de nos vies. Il n'est plus possible aujourd'hui d'être un paysan vivant de son travail, simplement dans le respect de soi-même et de la terre. La bureaucratie, survitaminée par les possibilités que lui offre l'Internet, ne lui laisse aucune chance, aucun répit. Pis, voilà plus d'un siècle que la zootechnie a sabordé les fondements mêmes de cet art de vivre dans un environnement à sa mesure.

L'éradication des paysans est sur le point d'être achevée, et il ne faut pas être étonné de voir surgir des terminaux, des ordinateurs et des robots dans le nouveau monde agricole industriel. Ils sont la conséquence de toutes les normes imposées par l'État au nom de la productivité, de l'hygiène et de la traçabilité.

« On ne demande guère à un agriculteur, même bio, de s'intéresser aux vers de terre ou à l'aération d'un tas de fumier. On lui demande de gérer des "flux". Comme nous l'avons dit, le vocabulaire requis pour définir la traçabilité confirme à quel point l'agriculteur est un acteur de la production industrielle. (...) La traçabilité est l'une des inventions les plus centrales de l'industrie du XX<sup>e</sup> siècle. Elle a été mise au point pour rationaliser la production et permettre la consommation de masse, des produits manufacturés comme celle des produits agricoles. (...) Tous les producteurs ont intégré la traçabilité au point de la considérer comme étant l'outil le plus apte à générer une reconnaissance de leur travail. Ils en ont fait leur propre instrument de protection. Et du même coup ont fait leurs les arguments rationalistes qui accompagnent la traçabilité. Petit à petit, ils en deviennent même les promoteurs. En cela, les producteurs bio rejoignent les consommateurs et autres «consom'acteurs» avides de garanties que seule l'industrie est capable de fournir, puisque c'est elle qui en a forgé les

concepts. Avec les résultats que l'on sait. La traçabilité s'est installée en lieu et place de la proximité qui existe dans une relation directe entre un producteur et sa clientèle. Pourtant la traçabilité diffère de la proximité autant par la débauche de technologie que son suivi impose que par l'inflation de bureaucratie et l'énormité du système de contrôle qui l'accompagne.<sup>2</sup> »

La médecine censée nous soigner, c'est-à-dire nous aider à prendre soin de nous, s'est elle-même industrialisée et se trouve aux mains des laboratoires pharmaceutiques. Les médecins suivent des protocoles dictés par une vision scientifique et taylorisée du corps. La société industrielle a, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle par l'entremise de Napoléon, cherché à supprimer toutes les pratiques de santé qui s'appuyaient sur la transmission et le savoir organique. Dès 1810, l'État organisait le monopole des soins, confié aux médecins et aux pharmacies. La science puis la chimie ne vont laisser aucune chance à une vision holistique du soin et aux remèdes naturels qui l'accompagnaient.

Une douleur très aiguë au bas du dos m'a contraint récemment à faire appel aux urgences médicales de Paris. Lorsque la médecin est arrivée, je n'ai pu finir ma phrase pour lui expliquer les douleurs que je ressentais, les origines que je pensais avoir détectées. Elle m'a ausculté en trente secondes (temps réel), m'a demandé si j'avais mal lorsque j'urinais puis s'est assise à la table et s'est mise, sans rien me dire, à écrire sa prescription. Elle aurait pu repartir dans les trois minutes suivantes. Malheureusement j'ai interrompu la procédure qu'elle exécutait telle un automate en lui indiquant que je ne souhaitais pas prendre de médicaments chimiques. À cet instant son visage s'est assombri et elle m'a dit : « Pourquoi m'avez-vous fait venir, alors ? » Lorsque j'ai tenté de fournir une réponse à sa question, elle m'a interrompu au milieu de ma première phrase pour me dire qu'elle était pressée. Elle est repartie quelques instants après. C'est une illustration assez bonne de la pratique de la médecine officielle en France. Il n'est venu à aucun moment à l'esprit de cette femme de me poser des questions sur la souffrance que j'avais et sur les causes que je pouvais avoir éventuellement détectées. Aucune question sur mon alimentation, mon rythme de vie, mon travail, mes antécédents médicaux ou familiaux<sup>3</sup>. Elle était là pour exécuter un protocole qu'on lui avait enseigné et me prescrire des anti-inflammatoires pour m'aider à guérir. Sa position de détenteur du savoir et de représentant de l'ordre public lui conférait un pouvoir absolu. Elle seule, forte de ses connaissances scientifiques, savait. J'étais l'ignorant, le païen qui devait obéir. En tant que médecin, personne payée pour me soigner, elle aurait pu envisager de trouver une solution adaptée à ma volonté de ne prendre que des médicaments faites à partir de produits naturels. Non, cela lui était impossible. Elle n'en avait pas la volonté et peut-être même pas le savoir. J'ai eu la sensation d'avoir affaire à un robot sans aucune empathie ou considération pour l'être humain que j'étais ni d'ailleurs pour la douleur que je ressentais. J'avais affaire à une machine et étais traité comme un flux.

Précisément... Dans le *Journal de la Vendée*, mensuel du département, on vante les mérites de la « télémédecine » en ces termes : « La télémédecine est sans doute l'une des plus précieuses applications

du déploiement du Très Haut Débit en Vendée. » Dans ce numéro d'août 2016, le grand titre, cinq colonnes à la une, était : « La Vendée construit l'autoroute du numérique ».

La télémédecine consiste à ausculter les malades à distance grâce à une installation d'écrans et de caméras et une connexion à l'Internet. C'est une médecine sans contact humain et qui préfigure l'arrivée de docteurs robots.

La société industrielle a fabriqué des pathologies et des malades, elle entasse les anciens dans des centres spécialisés et dédiés et elle a découragé les vocations de médecins. L'OMS a déclaré que la maladie d'Alzheimer, pur produit des nuisances modernes, allait atteindre l'immense majorité des populations. Qu'à cela ne tienne. La technoscience a toujours une réponse nouvelle aux problèmes qu'elle engendre. La télémédecine et les robots pour les anciens et les implants cérébraux pour tous ceux qui ne peuvent plus vivre dans cette souffrance intime et violente et qui sortent du cadre. Il en va de même pour le dérèglement climatique et les grandes messes qui l'accompagnent. C'est la recherche qui va fournir les réponses. Par exemple, envoyer des engins spatiaux pour aspirer le carbone dans l'atmosphère. Ne jamais remettre en question le progrès et la marche de l'histoire. Ne jamais s'attaquer aux racines.

Lorsque le progrès est remis en cause, il faut préciser qu'il s'agit uniquement du progrès technologique et scientifique et que celui-ci n'a rien à voir avec le progrès social et humain. Et qu'en l'occurrence c'est de progrès social qu'il faudrait parler pour évoquer la société industrielle basée sur la consommation de masse. Alors arrive presque inexorablement l'argument massue, la justification indiscutable, un peu comme la neutralité de l'outil : l'espérance de vie. C'est une des plus belles fables de la civilisation technicienne : nous vivons plus vieux, donc ces deux siècles d'industrialisation intensive, de destructions planétaires et cette dégénérescence de l'humanité que j'observe chez mes contemporains sont « acceptables ». C'est le prix à payer. L'espérance de vie est un concept qui permet d'aliéner les populations à la société de consommation de masse standardisée. Elle permet de faire accepter l'inacceptable. C'est une invention du système technicien, rationnelle, mathématique et donc par là même irréfutable.

Pourtant cette espérance de vie, qui, d'après les scientifiques, après avoir augmenté, diminuerait depuis sept ans<sup>4</sup>, ne dit rien de ce qu'est cette vie. Elle ne dit pas si nous nous trouvons épanouis, libres, fraternels, émancipés. Elle ne dit pas si la nourriture a du goût et si nous vivons dans un espace agréable. Elle ne dit pas si nous sommes obligés de nous bourrer d'anti-dépresseurs pour supporter l'infamie de nos vies et notre incapacité à nous opposer à l'enfermement bureaucratique et à la tyrannie des écrans. Elle ne dit pas qu'il n'y a qu'un seul monde et que nous ne pouvons plus le refuser pour vivre selon d'autres modalités. Elle ne dit pas que les miséreux, les laissés-pour-compte, vivent beaucoup moins vieux que les plus fortunés. Elle ne dit rien du bruit qui dans les grandes villes et même maintenant dans les campagnes nous grignote le cerveau. Elle ne dit pas que c'est un artifice technique qui permet à la science de nous maintenir en vie contre notre gré et dans des conditions intolérables.



rables. L'espérance de vie est le produit d'une société de statistiques et de nombres. Elle ne dit rien sur notre existence, sur notre degré de sociabilité, sur le travail tel qu'il est devenu. Elle affirme une donnée qui n'a aucun lien, aucune implication avec le sensible, le toucher, dans notre corps et dans notre vie quotidienne. Elle est nombre et à ce titre n'admet aucune contradiction.

Voici la définition que je propose pour remplacer cette espérance de vie à laquelle les experts ont dû ajouter depuis quelques temps « sans incapacité » puis « sans restrictions d'activité » : nous ne vivons pas plus vieux, nous mourons plus lentement : « Dans les années récentes, les tendances pour l'espérance de vie sans restrictions d'activité sont moins favorables que celles observées précédemment, particulièrement pour les 50-65 ans ».<sup>5</sup>

Un certain nombre de spécialistes de la petite enfance viennent de lancer une alerte dans les journaux sur la gravité des troubles qu'ils observent depuis quelques années sur les très jeunes enfants. La prolifération des écrans dans la vie de famille provoque, selon eux, des comportements très inquiétants qui menacent le développement des enfants. Les médecins parlent d'une « exposition massive et précoce des bébés et des jeunes enfants à tous types d'écrans : smartphone, tablette, ordinateur, console, télévision<sup>6</sup>. » Les

dégâts ne touchent pas seulement des enfants passant effectivement des heures devant un écran, mais aussi les parents, qui ont rompu le dialogue avec leur progéniture. Ils n'écoutent plus leurs enfants et ne sont plus disponibles pour l'échange en raison de leur propre incapacité à se passer d'un écran ; leur addiction leur fait perdre la raison et met en péril le développement de leurs enfants. Nul besoin d'être un expert, il suffit d'observer le monde autour de soi, que l'on soit à Paris ou dans un petit village, pour mesurer l'étendue d'un désastre annoncé. Les maladies dues à la « surexposition massive » aux écrans sont légion et ne laissent augurer rien de bon, à l'heure du plongeon numérique, à part pour les laboratoires pharmaceutiques et toutes les hordes de spécialistes médicaux encadrés par des comités d'éthique.

D'ailleurs, en parlant de la haute autorité de la médecine, l'escroquerie de l'espérance de vie dans cette société technicienne, chimique et industrialisée a son équivalent dans le monde informatique, il s'agit de la CNIL (Commission nationale informatique & libertés). Elle a été créée après le tollé provoqué par le projet SAFARI (Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus), au moment de la présidence de Giscard d'Estaing en 1974. Ce projet consistait à regrouper les fichiers des différentes administrations<sup>7</sup>. Aujourd'hui, grâce à la CNIL, c'est chose faite et

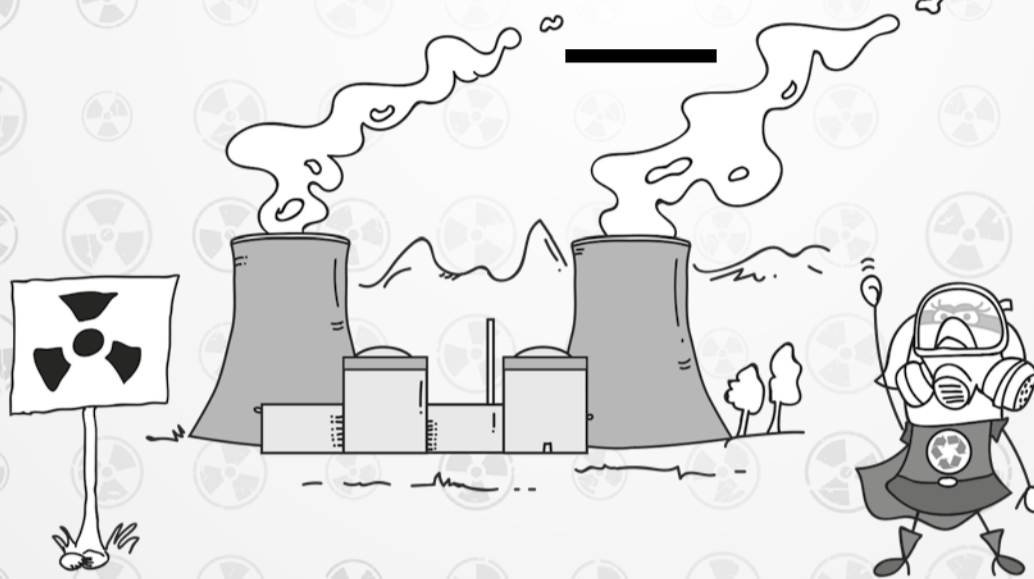
toutes les possibilités de surveillance, de contrôle et d'utilisation commerciale offertes par le numérique ont été acceptées sous couvert d'une défense de nos libertés absolument impossible à réaliser et complètement hors de la volonté étatique. Chacun peut constater qu'aucun moment de sa vie n'échappe plus à l'exploitation économique et à la surveillance informatique.

**Hervé Krief**

Cet article est tiré d'un chapitre de l'ouvrage d'Hervé Krief, *Internet ou le retour à la bougie*, Quartz, 2018.

1. Le journal de 13 heures sur France Inter, le 20 octobre 2017, ouvre sur 9 millions de morts dans le monde par an dus à la pollution atmosphérique et se ferme sur la recrudescence des morts sur la route dus aux téléphones portables (qui s'ajoutent à ceux dus à l'alcool).
2. Xavier Noulhianne, *Le Ménage des champs*, Les éditions du bout de la ville, Le Mas-d'Azil, 2017.
3. La philosophie du soin chinois a cette jolie expression pour définir la prise en compte de tous les aspects de notre vie : « entre ciel et terre ».
4. Science & Vie, Paris, juin 2013.
5. Cambois, J.-M. Robine, A. Scurin, « Espérance de vie sans incapacité (EVS) en France 2011 », Institut national d'études démographiques (INED) n° 170, *Documents de travail*.
6. Tribune parue dans *Le Monde* du 31 mai 2017 intitulée « La surexposition des enfants aux écrans est un enjeu majeur de santé publique ».
7. Lire *La Liberté dans le coma* du groupe Marcuse, op. cité.

# LES RATIONALITÉS DE L'ÉLECTRONUCLÉAIRE



Le développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire constitue le tournant de l'histoire de l'humanité. La majorité des citoyens pressent qu'on a « mal tourné », mais peu parviennent à mettre de l'ordre dans les arguments contradictoires qui sont manipulés, au propre comme, trop souvent, au figuré, par les factions en présence. S'il fallait opérer à l'aide d'un raccourci saisissant, on pourrait faire remarquer que le risque électronucléaire est totalement injustifié, simplement parce qu'il est impossible de démontrer que le kWh nucléaire est meilleur marché — ou même bon marché. Toute activité humaine comporte des risques ; le risque électronucléaire est supposément maîtrisé et acceptable, mais, si un accident majeur devait se produire dans un pays densément peuplé comme la Belgique, les dégâts se chiffreraient en milliards d'euros. Or, puisque ce risque n'est pas nul, il serait logique de le prendre en compte dans le calcul du coût du kWh — qui deviendrait dès lors astronomique. De plus, le coût de la totalité du cycle du combustible n'est pas évaluable : d'une part, le démantèlement des centrales demeure largement expérimental ; d'autre part, le coût des techniques de retraitement, de stabilisation et de stockage des déchets hautement radioactifs ne peut être estimé, puisqu'elles doivent produire leurs effets sur 100.000 ans et plus. En conclusion, si le coût réel du kWh nucléaire ne peut être déterminé, on ne peut en aucune façon prétendre que le risque en vaut la chandelle.

Dans *L'imposture électronucléaire*<sup>1</sup>, on trouve trois discussions complémentaires<sup>2</sup> ; elles sont replacées ici dans leur contexte à l'aide de trois fois trois clefs : d'une part, le problème économique (le prix du pétrole), sa possible solution technique (l'électronucléaire), et la prise de décision politique (la filière REP) ; d'autre part, la communication autour de ces trois questions, ce qu'elle tait, et ce qu'elle dissimule. En conclusion, on revisite la violence symbolique des débats portant sur l'utilisation de l'électronucléaire.

Afin d'améliorer la lisibilité de l'argument, et de bien comprendre de quoi on est en droit de se plaindre, il est systématiquement segmenté et explicité aussi laconiquement que possible. On cherche à « objectiver les faits<sup>3</sup> », comme on dit volontiers dans un certain milieu qui sait ce que penser veut dire.

Premièrement, qu'en est-il des faits historiques (objectifs par définition) ?

1. Le problème historique est simple : les démocraties de marché sont des sociétés thermo-industrielles dont l'infrastructure (tout ce qui est lié à la production) et la superstructure (les institutions politiques au sens large) dépendent du prix du pétrole, comme un mammifère dépend d'une certaine température corporelle pour survivre. Or, un bien qui se raréfie voit sa valeur augmenter, et les responsables militaires et économiques (pas nécessairement les politiciens) savaient, au moins depuis 1956, que l'époque du pétrole brut bon marché allait bientôt prendre fin, mettant ces sociétés en danger de mort. Curieusement, le productivisme soviétique était dans la même situation. En effet, Marion King Hubbert annonce, dès 1956, le pic de production du pétrole US-américain pour 1970 au plus tard, une prédiction qui s'est avérée exacte. Elle n'avait rien de surprenant : souvenons-nous, d'abord, que la révolution industrielle commence moins avec la sophistication, par James Watt,

de la machine à vapeur (1784 et 1788), qu'avec la généralisation, vers 1830 en Grande-Bretagne, de l'usage du charbon, une ressource finie et non renouvelable s'il en est. Ensuite, la question de l'épuisement du charbon est évoquée très tôt (en 1865), toujours en Grande-Bretagne<sup>4</sup>, et elle se produit tout aussi rapidement, soit en 1913, annonçant, ni plus ni moins que la fin de l'Empire britannique. L'affaire rebondit en 1972, 1992 et 2002 : un dérèglement climatique menace nos sociétés et, qu'il reste du pétrole ou pas, il faudrait s'en passer le plus rapidement possible<sup>5</sup>. En bref : il faudrait que tout change pour que rien ne change<sup>6</sup>.

2. Parmi toutes les solutions possibles — économique, politique, militaire (!), technique —, la solution électronucléaire a rapidement attiré l'attention des décideurs. D'une part, elle permet le *statu quo* : on remplace la dépendance à une source énergétique par une autre sans toucher aucunement aux infrastructures et superstructures. D'autre part, des synergies existaient déjà entre certains États et de puissantes compagnies privées, principalement états-uniennes. Somme toute, seules changent la manière dont on chauffe l'eau qui va faire tourner les alternateurs, et la manière dont les profits sont siphonnés par le privé.

3. La décision politique se précise dans les années 1968–1972, alors que la croissance s'essouffle et que la crise se précise. Les « événements » de 1968 sont dans toutes les mémoires ; ils mettent en évidence la précarité du contrat social. En 1971, Nixon suspend unilatéralement les accords de Bretton Woods, occasionnant l'emballement de la machine spéculative. En 1973, l'OPEP décide, apparemment suite à la guerre du Kippour, mais en fait sous l'instigation subreptice de Kissinger, de multiplier (en trois mois) le prix du pétrole par six, et de réduire les livraisons aux pays industrialisés. En France et en Belgique, on opte pour la filière REP sous licence Westinghouse. Cela veut dire, en pratique, qu'il suffira, en amont de l'unité de production d'électricité, de garantir l'approvisionnement en combustible (extraction, enrichissement, fabrication des éléments combustibles, transport) et, en aval, d'assurer la distribution de l'électricité (par lignes à haute-tension) et l'évacuation des déchets, leur retraitement, et leur stockage (à l'époque on évoquait encore volontiers l'opération du Saint-Esprit).

Deuxièmement, comment ces faits ont-ils été communiqués aux citoyens ? C'est-à-dire, quels sont les faits *subjectifs* ? Distinguons (a) la communication elle-même, c'est-à-dire la médiatisation du problème économique, de sa solution technique possible, et de la décision politique ; (b) ce que cette communication tait avec le souci évident du bien commun (dormez en paix, braves gens, une élite compétente se dévoue pour votre bien-être) ; et (c) ce qu'elle dissimule dans le but symétrique de préserver la quiétude nécessaire à l'élite pour qu'elle assure la bonne gouvernance (dormez en paix, nobles élus, le peuple ne se doute de rien).

Troisièmement, comment le problème, sa solution nucléaire et la prise de décision ont-ils été communiqués ? En suivant nos prémisses, nous obtenons trois fois trois arguments.

1a. Le danger, pour les sociétés thermo-industrielles, était existentiel : toute augmentation du prix du baril compromet la

croissance et, plus particulièrement, plombe la productivité et la compétitivité des entreprises, attaque les salaires et tue l'emploi. Dans les années 1970, on fait valoir que le nucléaire nous garantit une énergie bon marché, et donc un niveau de vie comparativement très élevé. (Les espions font remarquer que chaque famille, ou tant s'en faut, dispose maintenant de plusieurs centaines d'esclaves énergétiques). Il ne sera pas nécessaire de retourner à la bougie, bien au contraire. Dans les années 2000, on ajoute que le nucléaire est une énergie verte, très peu polluante, et comparativement beaucoup plus sûre que d'autres industries<sup>7</sup>. Elle permet de respecter les exigences de notre bilan carbone, et éloigne l'hydre de l'apocalypse climatique. En fait, il n'y a aucune alternative crédible. Macro-économiquement parlant, l'éolien, c'est du vent.

1b. Ce tableau tait plusieurs informations cruciales. Tout d'abord, il est en fait strictement impossible de calculer le prix de revient réel du kWh produit par le nucléaire, car certains postes ne peuvent simplement pas être évalués. Dans les plans d'investissement, on remarque que le coût du retraitement et du stockage des déchets est systématiquement marginalisé, tandis que le coût du démantèlement de la centrale en fin de vie est sous-estimé. En effet, il n'existe toujours pas de techniques de retraitement et de stockage industriellement fiables pour les tranches de 1000 MW. Tous les sites expérimentaux d'enfouissement ont été confrontés à des accidents et, ne l'oublions pas, lorsqu'ils sont destinés à accueillir les déchets de haute activité et à vie longue, ils doivent être sécurisés pour une durée de 100.000 ans. Le projet le plus sérieux de site d'enfouissement est développé par la Finlande, à Onkalo ; il met en évidence de manière très surréaliste les contraintes

1. Michel Weber, « L'imposture électronucléaire », in *Les Zindignés ! La vie est à nous*, n° 28, octobre 2015, pp. 14-18.

2. Premièrement, l'utilisation militaire du nucléaire (les réacteurs plutonogènes et les bombes) a été, et reste, décisive pour le développement de l'industrie civile, qui est triple : la production d'électricité (les réacteurs électrogènes), les traitements médicaux par isotopes et les techniques d'imagerie, et la radiostérilisation de matériel médical et d'aliments. Deuxièmement, l'utilisation civile du nucléaire a permis d'ignorer les premiers symptômes de la catastrophe environnementale et climatique. En relançant un capitalisme à l'agonie, elle a barré la route à la transition et à un futur « durable ». Troisièmement, dès que les effets du changement climatique deviendront chroniques, les accidents nucléaires majeurs (de type INES 7) seront inévitables : un climat aléatoire se manifeste à minima par des périodes de sécheresse ou de fortes intempéries, ce qui est totalement incompatible avec le fonctionnement des centrales ou même leur démantèlement. L'instabilité climatique ira de pair avec l'instabilité sociale et l'impossibilité d'entretenir les sites.

3. <https://www.forumnucleaire.be/actus/nouvelle/humo-engie-electrabel-tient-a-objectiver-les-faits>.

4. William Stanley Jevons, *The Coal Question : An Inquiry Concerning the Progress of the Nation and the Probable Exhaustion of Our Coal Mines*, London, Macmillan, 1865.

5. Si le Rapport Meadows, publié en mars 1972 (*Halte à la croissance ? Enquête sur le Club de Rome & Rapport sur les limites de la croissance* [1972]. Préface de Robert Lattes, Paris, Librairie Arthème Fayard, Écologie, 1972), n'évoque pas la question climatique, elle fait l'objet, en janvier 1972, du colloque intitulé « The Present Interglacial, How and When Will it End ? », organisé par George Kukla (Columbia University) et Robley K. Matthews (Brown University). La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques a été adoptée au cours du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Le protocole de Kyoto, signé le 11 décembre 1997 lors de la 3e Conférence des parties (COP3), est ratifié par la Belgique en 2002.

6. On se souvient des propos de Lampedusa dans *Il Gattopardo* (1958) : « *Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi !* »

7. Rappelons, à l'intention des éternels distraits, quelques moments-clefs du progrès technique : Seveso (1976) et Bhopal (1984), Torrey Canyon (1967), Amoco Cadiz (1978), Exxon Valdez (1989), Erika (1999), et Deepwater Horizon (2010).

techniques, humaines et culturelles qui pèsent sur une activité qui se dessine sur une telle période. En fait, l'histoire humaine remonte à 12.000 ans, et on a bien du mal à comprendre la culture de l'époque et les messages qu'elle nous a laissés. Comment s'assurer que dans 50.000 ans la mémoire de la dangerosité de ces sites sera aussi vive que sa radioactivité ? Ensuite, s'il est vrai que l'exploitation des centrales électronucléaires ne dégage que peu de CO<sub>2</sub>, toutes les activités en amont et en aval sont énergétivores et génératrices de rejets carbonés. Un fait parmi tant d'autres : le coût de distribution de l'électricité est d'autant plus élevé que les centrales sont éloignées des centres urbains pour des raisons, le croirait-on, de sécurité. Enfin, il existe bien sûr des alternatives — à commencer par la systématique chasse au gaspillage. Soulignons que prendre cette chasse au sérieux équivaldrait à renoncer à la société de consommation, c'est-à-dire à changer de modèle politique.

Du reste, l'électronucléaire ne représente que 10% de la production d'électricité mondiale et ne permet d'éviter que 2,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre<sup>8</sup>. Pire encore, dès que les effets du changement climatique deviendront chroniques, les accidents nucléaires majeurs seront inévitables : un climat aléatoire se manifeste à minima par des périodes de sécheresse ou de fortes intempéries, ce qui est totalement incompatible avec le fonctionnement des centrales — à commencer par leur refroidissement — ou même leur démantèlement. De plus, l'instabilité climatique ira de pair avec l'instabilité sociale et l'impossibilité d'entretenir les sites.

**1c.** Le pic pétrolier et la menace climatique signalent finalement quelque chose de plus fondamental encore : la faillite de l'économie capitaliste globalisée, qui dépend du libre accès à une énergie abondante et bon marché (sans parler de l'importance de la pétrochimie : on vit actuellement dans un univers plastique), et la faillite de l'idéal démocratique. Plus précisément, la démocratie représentative est extrêmement énergétivore, et elle devrait s'avérer totalement incapable de gérer la transition d'une économie de croissance à la frugalité qui s'annonce depuis le rapport Meadows (1972). Tel est le constat que fait, par exemple, Robert L. Heilbroner dès 1974<sup>9</sup>. On est bien confronté à une double menace existentielle : pour survivre, le capitalisme doit se restructurer économiquement et politiquement.

**2a.** La recherche nucléaire est un domaine scientifique de pointe, résolument tourné vers le futur. Signe tangible de la réalité du progrès, elle nous offre une énergie virtuellement illimitée, un kilo d'uranium remplaçant avantageusement 3.102 tonnes de charbon ou 14.142 barils de pétrole<sup>10</sup>. En France, la commission pour la Production d'électricité d'origine nucléaire est créée en 1955. De 1963 à 1971, six réacteurs de type « UNGG<sup>11</sup> » sont mis en service par EDF. En novembre 1969, Pompidou annonce le choix définitif de la filière américaine des réacteurs à eau pressurisée « REP » (ou « PWR » en anglais), officiellement pour des motifs économiques. En 1972 et 1973, le programme est accéléré et les premières centrales sont opérationnelles à partir de 1979. En Belgique, le CEN de Mol est créé en 1952, et BR1, son premier réacteur de recherche, est mis en service en 1956. BR3 est inauguré en 1962 ; c'est le premier REP d'Europe. Doel 1 et 2 sont commandés en 1968, et Tihange 1 en 1969 ; ils sont mis en service en 1975 pour 30 ans.

**2b.** La recherche nucléaire a été initialement une entreprise exclusivement militaire. Il y eut bien sûr le développement de la bombe atomique (Manhattan Project, 1942–1946), sur lequel il n'est pas nécessaire de revenir — si ce n'est que la voie royale de recyclage des déchets demeure militaire, avec l'utilisation de l'uranium et du plutonium fissiles pour les bombes, et de l'uranium « appauvri » comme munition perforante. En fait, les réacteurs à eau pressurisée (« REP ») sont issus des recherches de la marine US-américaine, qui voulaient développer la propulsion nucléaire pour ses vaisseaux. Elles aboutirent au lancement du sous-marin Nautilus, en 1954, et du croiseur Long Beach, en 1961. Dès qu'il fut jugé fiable, et on peut supposer que les militaires ont des exigences très pointues en la matière, les concepteurs du REP développèrent une version industrielle, et cherchèrent à faire pression (ceci dit sans mauvais jeu de mots) sur les autorités civiles des pays de l'OTAN pour qu'ils participent à cette merveilleuse aventure technocratique (les équipementiers étaient, et sont toujours, tenus à la plus grande prudence lorsqu'il s'agit de commercialiser des technologies aussi sensibles). Par ailleurs, on estime qu'il reste huit fois moins de minerais d'uranium que de pétrole brut.

**2c.** Suite à cet intense lobbying, la filière REP s'est répandue dans le « monde libre ». Les bénéficiaires des sociétés pilotes, comme la Westinghouse Electric Company, ont été d'autant plus significatifs que la recherche et le développement de cette technologie a bénéficié, directement et indirectement, des deniers

publics : c'est ce que Chomsky appelle le « Pentagon system », et ce que la littérature économique qualifie de « keynésianisme militaire ». L'État libéral, qui met un point d'honneur à se désengager de la société civile et à privatiser tout ce qui peut et ne devrait pas l'être, est aussi celui qui estime capital de soutenir l'industrie de l'armement, c'est-à-dire la « *permanent war economy*<sup>12</sup> ». Enfin, il faut savoir qu'aucune compagnie d'assurance n'étant prête à couvrir le risque d'un accident majeur, les États ont accepté sans état d'âme, en 1960, de limiter la responsabilité des exploitants à une somme dérisoire, et à endosser eux-mêmes ce risque<sup>13</sup>. Sans cet engagement, jamais l'industrie électronucléaire n'aurait pu voir le jour et continuer à opérer impunément.

**3a.** En 1979, le risque d'accident nucléaire était encore considéré comme proche de zéro. Productrice d'une énergie sans danger, l'industrie nucléaire respecte des mesures de sécurité draconiennes, destinées à préserver la santé des travailleurs et des usagers. Les doses admissibles sont du même ordre que les doses qui sont naturellement subies — sans parler de celles liées à l'usage d'une télévision à tube cathodique, au recours à des radiographies médicales, ou aux séjours en montagne.

**3b.** Le 16 mars 1979, un film de très mauvais goût sort toutefois dans les salles états-uniennes : *The China Syndrome* (« Le Syndrome chinois »). De fait, le film n'intéressait personne jusqu'à ce que, le 28 mars 1979, la centrale nucléaire de Three Miles Island, reliée au réseau depuis 1974, connaisse un sort similaire au scénario du film, c'est-à-dire qu'une importante fuite du liquide de refroidissement du circuit primaire<sup>14</sup> ne mette en danger le cœur du réacteur. Afin de ne pas susciter d'hystérie collective, la société de distribution du film a cependant eu la délicatesse d'interrompre sa projection dans certaines salles. On suspecte que c'est la seule fois que Hollywood a fait preuve de civisme.

Depuis, le niveau de sécurité a été amélioré grâce aux enseignements de cet accident (INES 5)<sup>15</sup>. Cela ne s'est plus avéré possible ensuite, car les autres accidents notoires — Kychtym, Tchernobyl, Fukushima — n'impliquent pas des REP, et ils ne nous apprennent que ce que nous savions déjà : l'incurie des Soviétiques et la malchance de ceux qui persistent à construire sur des failles telluriques. La catastrophe de Kychtym s'est produite le 29 septembre 1957 dans l'usine de retraitement de combustible nucléaire Maïak, en Union soviétique (INES 6). L'accident est resté secret à l'Est, qui était alors dans l'état totalitaire soviétique, et à l'Ouest, qui eut la décence de ne pas inquiéter sa population avec un accident qui, statistiquement, ne pouvait pas avoir eu lieu. Les sociologues et les « kremlinologues » s'interrogent toujours sur le type de régime occidental qui a rendu ceci possible. La centrale de Tchernobyl, de type UNGG, devient incontrôlable le 26 avril 1986 (INES 7). Les centrales de Fukushima Daiichi, victimes d'un tsunami le 11 mars 2011 (INES 7), sont des BWR.

Une constante existe toutefois dans l'évaluation de ces accidents : le coût humain et écologique est externalisé, c'est-à-dire poliment ignoré. L'idée que les rejets radioactifs sont concentrés par la chaîne alimentaire, soit le B.A.-BA en écologie, devrait mettre encore 50.000 ans avant de percoler dans l'esprit des technocrates. Peu importe de toute façon puisque le progrès est en marche : les centrales REP ne fonctionnent que tant que le minerai d'uranium est disponible et enrichissable ; elles étaient censées être rapidement remplacées par les surrégénérateurs<sup>16</sup> et, à terme, par la fusion ; ces projets s'avérant définitivement trop impraticables, elles sont maintenant appelées à s'éclipser au profit d'une version améliorée, le EPR, et finalement, de réacteurs au thorium...

**3c.** À bien y regarder, les autorités « compétentes » n'ont jamais soutenu la thèse de l'innocuité de la radioactivité, et donc de l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. La mise en œuvre de mesures de protection contre les rayonnements ionisants date de 1928 avec la création de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR)<sup>17</sup>. La CIPR préconise le respect de doses maximales admissibles, fréquemment revues à la baisse, et qui servent à définir les réglementations. Le concept de dose admissible est complexe : il s'agit d'une recommandation qui se fonde sur le principe du risque acceptable pour la société en raison des avantages pressentis<sup>18</sup>. On n'accepte de mettre en danger mortel la biosphère, les travailleurs, les citoyens et leur descendance, que pour leur bien immédiat (selon l'adage profane « après moi les mouches »). Si les avantages devaient d'avérer inexistantes — ce qui est le cas —, la dose admissible devient nulle.

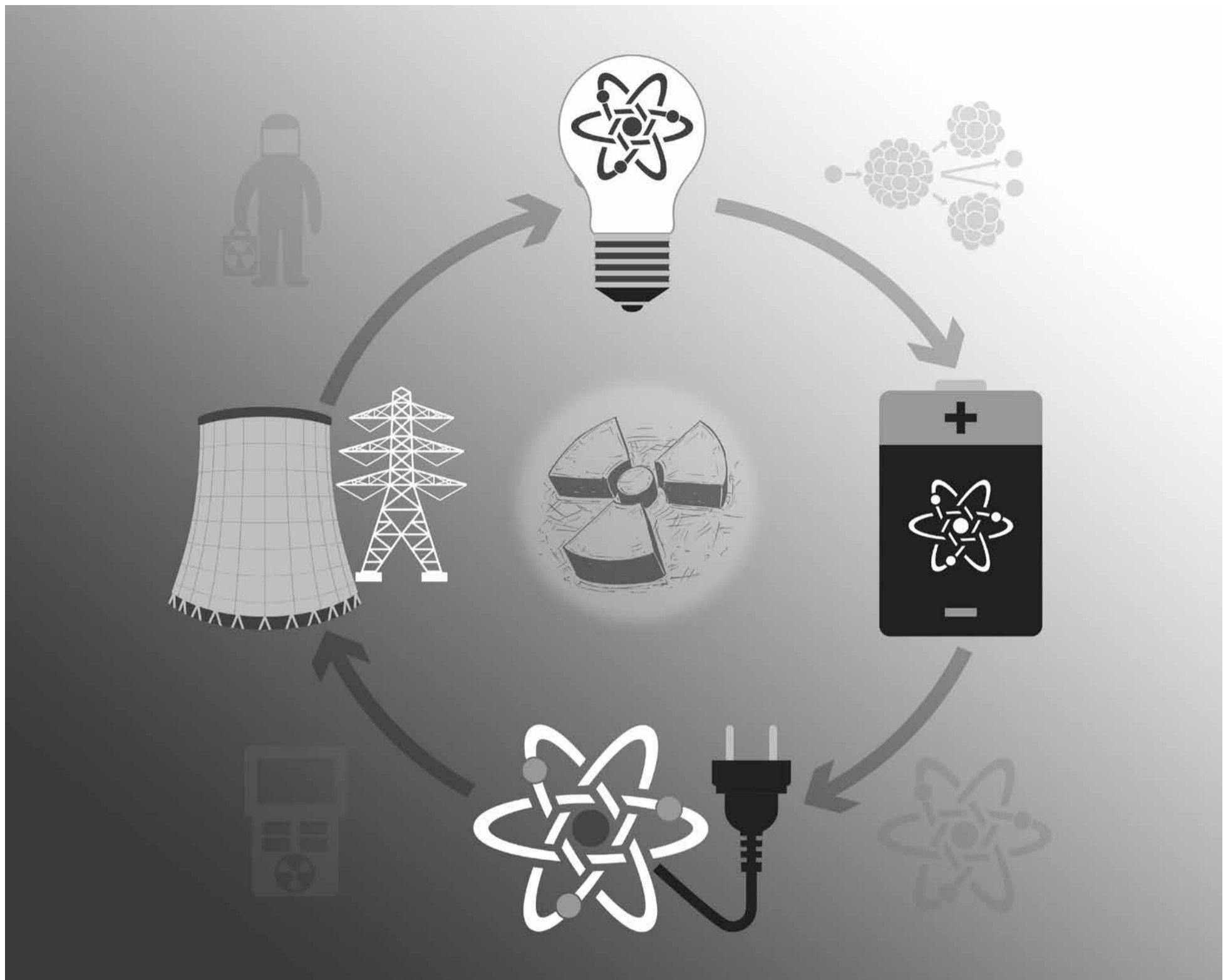
En bref, il s'agit d'une analyse coût/bénéfice qui, comme toute estimation du risque (« risk factor »), demande trois quantifications : la probabilité d'occurrence de chaque pathologie, l'amplitude de la gravité de ses conséquences sociales, et l'évaluation des bénéfices sociaux. En pratique, on exploite des analyses statistiques multi-

variées qui ne sont fiables qu'à la condition expresse de connaître toutes les étapes qui conduisent au résultat final, car la subjectivité du statisticien s'exprime partout. (L'argument est bien sûr applicable à toutes les autres formes de pollution régies par des normes.) Le coût humain, écologique et politique d'un accident de niveau 7 étant absolument intolérable, la seule attitude raisonnable est de fermer séance tenante toutes les centrales électronucléaires et d'activer un plan anti-gaspillage, ou même un rationnement si nécessaire<sup>19</sup>. Lorsqu'on lit que la fusion du cœur d'un REP ne devrait produire qu'une fois tous les 7000 ans<sup>20</sup>, cela veut dire que le calcul ne serait pas falsifié et le modèle invalidé si l'accident se produisait demain matin plutôt qu'en l'an 9018, comme on a trop vite tendance à le croire.

Quatrièmement, que nous révèle la gestion de la communication par les technocrates et leurs porte-parole politiques ? D'abord, son ressort fondamental est la foi dans le progrès matériel et, plus précisément, dans le progrès scientifique. Qui peut encore nier que le niveau de vie augmente avec la consommation d'électricité ? Que même les populations ouvrières les plus défavorisées ont vu leurs conditions d'existence s'améliorer significativement ? Que la science n'est pas un conte de fées ? Il est donc vain de s'inquiéter de l'inexistence de techniques nécessaires pour pallier les problèmes créés par d'autres techniques ; elles seront découvertes dans les meilleurs délais. La patience est la mère de la sagesse, et la médecine celle de l'iatrogenèse. Certes, mais il y a un prix à payer pour ce « progrès », et, à bien y regarder, il est trop élevé. Il ne sert pas à grand-chose de chercher à qualifier ou même à quantifier ce progrès : il suffit de le profiler sur le double horizon historique qui est le sien. D'une part, la richesse relative des sociétés industrielles se nourrit de l'aliénation de ses citoyens, et du pillage (néo-)colonial des sociétés dites « en voie de développement ». D'autre part, en deux cents ans (1830–2030), la totalité des ressources nécessaires à l'entretien des sociétés thermo-industrielles sera épuisée, et la vie des générations post-carbone sera indubitablement plus difficile que celle des générations pré-carbone. Il ne s'agit pas uniquement d'anticiper la raréfaction du pétrole, du charbon et de l'uranium, mais aussi celle de l'eau, des métaux, des terres rares... c'est-à-dire de toutes les ressources qui font de notre monde ce qu'il est, depuis les conditions de possibilité de la vie elle-même, jusqu'à celles de l'industrie, des médias, des ordinateurs.

Ensuite, la communication du lobby nucléaire présuppose l'amnésie et l'incompétence générale des citoyens, c'est-à-dire, en somme, leur totale dépolitisation. Elle ne se contente pas de jouer avec la mésinformation et la désinformation du public : ce dernier a perdu ses repères historiques et, de toute façon, il ne croit pas une seconde que les enjeux de l'électronucléaire soient compréhensibles par le profane. En 1980, à l'aube du programme électronucléaire français et belge, on pouvait lire ceci : « On considère une durée de vie de 20 ans par prudence, mais on espère bien que les centrales fonctionneront pendant 30 ans (chiffre retenu dans les calculs américains)<sup>21</sup>. » Rappelons que la filière PWR était conçue comme une solution transitoire ; il s'agissait d'anticiper le pic uranique avec la surrégénération et la fusion. Maintenant on lit ceci à propos de l'exploitation à long terme : « 60 ans est [sic] la norme internationale, 80 ans, la tendance répandue<sup>22</sup> ». Que s'est-il exactement passé, si ce n'est que des cuves, qui ne sont ni remplaçables ni réparables, et qui, dans certains cas (en Belgique, à Doel 3 et Tihange 2), sont (micro-)fissurées, ont vu leur durée de vie quadruplée d'un coup de baguette économique ? Les ingénieurs qui conçoivent une cuve pour résister à 30 ans d'irradiation neutronique intense suivent un cahier des charges précis qui constitue lui-même un exercice de maximisation sous contrainte : pour un coût minimal, garantir une probabilité d'accident inférieure à, disons, une occurrence tous les 7.000 ans. Cela veut dire qu'après la période prise en compte dans le cahier des charges, la probabilité d'accident ne peut qu'augmenter.

Malgré cette amnésie et son cortège de dissonances cognitives, le recours au sens commun, celui que Descartes appelait le « bon sens », permettrait à chacun de se prononcer contre la poursuite de l'expérience électronucléaire. Il n'est nullement nécessaire de saisir tous les détails techniques de la mise en œuvre de l'industrie nucléaire, des procédures qu'elle présuppose en aval, et de celles qu'elle requiert en amont. Il n'y a pas plus de doses admissibles que de risque acceptable ; ce n'est pas le mode de dépendance énergétique des démocraties de marché qu'il faut modifier afin de conserver ces démocraties de marché en état, ce sont ces démocraties qu'il faut réformer afin de les purger de leur technodépendance énergétivore. Dans la foulée, il faut cesser d'édicter des règlements qui rassurent théoriquement, mais qui ne peuvent être mis en œuvre<sup>23</sup>. Enfin, la violence symbolique à l'œuvre est terrible. Elle met en scène, d'une part, les scientifiques, les ingénieurs, les économistes, les « responsables » politiques et les médias ; et, d'autre part, les citoyens. Les premiers sont des universitaires manipulant facilement les chiffres et les lettres ; les seconds sont ou bien universitaires, et ils ne peuvent que prétendre comprendre les enjeux ou, parfois, admettre leur incompétence ; les seconds ont le choix entre la jouissance aveugle d'un monde incompris, et sa remise en cause, nécessairement toujours-déjà irrationnelle. Fondamentalement, la question qui se pose est celle de l'autorité et de



son lien avec la responsabilité. Ici aussi, on peut scandaleusement simplifier. L'autorité, et plus particulièrement l'autorité politique, est à présent complètement discréditée par les errances des processus démocratiques et le refus des créatures politiques d'endosser leurs responsabilités<sup>24</sup>. Or, comme Arendt l'a bien montré, si le principe même de l'autorité est bafoué, les fondations de la société deviennent superficielles (on pourrait préciser : purement spectaculaires), et le sens commun est en perte<sup>25</sup>. Bref, l'infantilisation est totale, tandis que la fonction parentale est pervertie, au sens où le but des parents est de sortir leurs enfants de l'enfance, pas de les maintenir dans l'insécurité et dans l'oubli. « La nuit dans la bouteille, la journée dans les bouchons<sup>26</sup> ».

En conclusion, rappelons ce que nous écrivions dès l'abord : quelles que soient les subtilités qui peuvent être invoquées, l'argument économique n'a jamais eu aucun fondement. L'industrie nucléaire civile n'aurait pu exister sans les fonds publics (militaires)

pour la R&D, sans les subsides publics pour la construction des infrastructures, sans la garantie d'intervention publique en cas de désastre, et sans l'assurance que l'État, directement ou non, prendra en charge le démantèlement des centrales et le traitement des déchets. Calculer le coût du kWh d'origine nucléaire a donc toujours été strictement impossible. De plus, l'utilisation civile du nucléaire a permis d'ignorer les premiers symptômes de la catastrophe environnementale et climatique. En relançant un capitalisme cycliquement à l'agonie, elle a très tôt barré la route à la transition et à un futur « durable ».

Michel Weber

8. Benjamin Dessus et Bernard Laponche, « Non, le nucléaire ne sauvera pas le climat ! », 03/10/2018, <https://www.alternatives-economiques.fr/non-nucleaire-ne-sauvera-climat/00-086499>.

9. Robert Heilbroner, *An Inquiry into the Human Prospect*, New York, W. W. Norton & Company, Inc., 1974.

10. <http://energybc.ca/convert.html>.

11. Acronyme de filière « uranium naturel graphite gaz ».

12. Voir, par exemple, Michel Weber, *De quelle révolution avons-nous besoin ?*, Paris, Sang de la Terre, 2013.

13. Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (Convention de Paris) du 29 juillet 1960 amendée le 28 janvier 1964 et le 16 novembre 1982.

14. *i.e.*, une tonne d'eau par minute pendant 2 heures.

15. L'échelle internationale de classement des événements nucléaires, ou *International Nuclear Event Scale* (« INES ») sert à mesurer la gravité d'un incident ou d'un accident nucléaire.

16. On écrit parfois « surgénérateurs ». Les recherches ont débuté très tôt, notamment en France, avec les réacteurs Rapsodie (1967-1983), Phénix (1974-2009), et Superphénix (1984-1997). Deux réacteurs à neutrons rapides, techniquement proches, sont en fonctionnement en Russie.

17. Syndicat CFDT de l'énergie atomique, *Le Dossier électronucléaire* [1975], Paris, Seuil, 1980, pp. 146 sq.

18. « La Commission a donc recommandé une dose génétique maximale admissible de 5 rems, en se fondant sur le principe que la charge qui en résulterait pour la société serait acceptable et justifiée si l'on considère les avantages probablement de plus en plus grands qui résulteraient de l'extension des applications pratiques de l'énergie atomique. » (§ 32c cité in CFDT, *Le Dossier électronucléaire*, p. 147).

19. Beaucoup considèrent que mentionner un rationnement de l'accès à l'électricité constitue le signe indubitable du totalitarisme vert. La question est plus simple qu'il n'y paraît : vaut-il mieux mourir malade dans la lumière blafarde des néons que vivre frugalement de la lumière solaire ?

20. Cf., par exemple, Norman Rasmussen, WASH-1400, *The Reactor Safety Study*, North Bethesda (Maryland), Nuclear Regulatory Commission, 1975.

21. Syndicat CFDT de l'énergie atomique, *Le Dossier électronucléaire*, p. 419. Notons que la comparaison entre les pratiques US-américaines et françaises n'est pas toujours évidente : les premiers calculent la durée de vie limite à partir de l'octroi du permis d'exploitation ; les seconds à partir de la mise en service. Grosso-modo, on peut donc écrire que 40 ans US = 30 ans Fr. Du reste, les réacteurs belges ont été amortis sur vingt ans...

22. <https://www.forumnucleaire.be/theme/energie/le-maintien-en-exploitation-a-plus-long-terme-des-centrales-nucleaires>. On atteint ici un remarquable pic de propagande mensongère : « Les Pays-Bas ont décidé d'exploiter leur centrale nucléaire de Borssele, située à la frontière belge, sur une période de 60 ans (20 ans d'exploitation additionnelle en cours, du 18 mars 2013 au 31 décembre 2033). La Suisse a, elle aussi, décidé de maintenir ses centrales nucléaires en activité vingt ans de plus. Les États-Unis ont même l'intention de poursuivre l'exploitation de plusieurs centrales nucléaires jusqu'à 80 ans. Autrement dit,

il n'y a absolument aucune raison technique ou sécuritaire qui justifie la fermeture de nos centrales nucléaires au-delà de 40 ans d'exploitation. Dans aucun de ces pays, il n'y a eu d'opposition ou de réaction populaire pour contester la décision prise. Parmi les 448 réacteurs actuellement exploités dans le monde, 63 ont atteint l'âge de 40 ans ou plus. Dans le monde entier, il est courant que des centrales nucléaires voient leur durée d'exploitation prolongée jusqu'à 60 ans, voire plus. [...] Poursuivre l'exploitation des centrales nucléaires après 40 ans est un choix politique et non une nécessité technique. Car les réacteurs de Doel et Tihange ne sont plus tout-à-fait les mêmes réacteurs qu'il y a 40 ans. »

23. Par exemple : « En France, comme en Europe, toute denrée irradiée doit porter la mention « traité par rayonnements ionisants » ou « traité par ionisation ». En pratique, cette signalétique n'apparaît quasiment jamais au consommateur dans la mesure où les ingrédients irradiés sont le plus souvent incorporés dans des plats préparés où ils sont mélangés à d'autres non irradiés. » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Irradiation\\_des\\_aliments](https://fr.wikipedia.org/wiki/Irradiation_des_aliments))

24. Cf. « Lettre aux Bourgmestres de Belgique Sept ans après Fukushima – Une opinion de plus de 40 scientifiques, intellectuels, ingénieurs et artistes », in *La Libre Belgique*, 19 mars 2018.

25. Hannah Arendt, *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*. Traduit de l'anglais sous la direction de Patrick Lévy [1961], Paris, Gallimard, 1972.

26. Stromae, « AVF », Racine carrée, 2013.

# LE CONTRAT DE DÉSENETTEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT (C2D), UN OUTIL NÉOCOLONIAL FRANÇAIS

*Parmi les nouveaux avatars du néocolonialisme, qui connaît dans le grand public le C2D ? Un outil utilisé par l'agence française de développement vis-à-vis de ses anciennes colonies. Alors qu'une crise de la dette au Sud a déjà commencé, faisons le point sur une des nombreuses pratiques néocoloniales utilisées par l'État français.*

En 1996, la communauté internationale a reconnu que la situation d'endettement extérieur d'un certain nombre de pays très pauvres était insoutenable et limitait fortement leur « développement ». Pour réduire le poids de la dette extérieure de ces pays, le programme des « pays pauvres très endettés » dit « PPTTE », a vu le jour. Celui-ci avait pour but de réduire le poids de la dette de ces pays pour atteindre un niveau soutenable. Dans ce cadre, la France a choisi, pour les pays ayant accompli l'ensemble du processus PPTTE, non pas d'annuler purement et simplement les dettes bilatérales des États concernés, mais de consentir à des « Contrats de Désendettement et de Développement » (plus simplement appelés « C2D ») dirigés et mis en œuvre par l'Agence Française de Développement (AFD).

Concrètement, d'après l'AFD, « un pays bénéficiaire d'un C2D continue d'honorer les échéances de la partie non annulée de sa dette. Mais à chaque échéance remboursée, l'AFD lui reverse la somme correspondante sous forme de don. Ce financement est destiné à des programmes de lutte contre la pauvreté qui sont sélectionnés d'un commun accord avec l'État partenaire »<sup>1</sup>. Ainsi, la France verse la somme reçue de l'État endetté sur un compte spécialement créé à la Banque centrale du pays (ou de la zone monétaire), cogéré par le gouvernement « bénéficiaire » et l'Agence française de développement (AFD). Aucune décision stratégique ni délivrance de fonds n'est prise sans la délivrance d'un avis de non-objection (ANO) de l'AFD.

## QUELLES PRINCIPALES CRITIQUES SONT ÉMISES AUTOUR DES C2D ?

La première critique émise sur les C2D est qu'ils se révèlent de nature paternaliste. En effet, la créance initiale, qu'elle soit partiellement ou totalement illégitime, est due à l'État concerné du fait de son achèvement du processus PPTTE. Pourtant, la France, via les C2D, sous-couvert de lutte contre la corruption, n'annule pas en tant que telle la créance que l'État concerné qui continue à la régler et s'arroge un droit de regard sur l'utilisation des fonds.

D'après un rapport commandité par l'AFD du cabinet d'audit Price Waterhouse Coopers (PwC), les C2D sont « un moyen d'occulter la baisse des dons de l'aide au développement française » (p.8-9)<sup>2</sup>. Le C2D permet en effet d'afficher un engagement français dans l'aide au développement, ce que n'aurait pas permis une annulation sèche de la dette<sup>3</sup>.

Le fait de rendre des avis de non-objection pour chaque décision stratégique permet à l'AFD d'avoir un potentiel outil d'ingérence direct dans les politiques des pays sous C2D. Cet outil permet dans bien des cas, de manière directe ou indirecte, de favoriser la prise de marché par des entreprises françaises, comme cela a été souligné par PwC dans son rapport (p.31)<sup>2</sup>. Un cas emblématique est celui de

la construction du pont de Douala au Cameroun où le recrutement d'un groupe chinois a été annulé par l'AFD au profit d'une procédure de gré à gré d'un montant de 120 milliards de FCFA (environ 183 millions€, le double de l'offre chinoise) au profit du groupe Vinci. Une bonne partie du surcoût entre les deux offres a été à la charge de l'État camerounais<sup>3</sup>.

Du fait de leur nature, les contrats C2D s'inscrivent directement dans le concept de l'aide liée, dont les méfaits sont reconnus, notamment par l'OCDE qui considère que cela provoque des surcoûts et une perte de souveraineté pour les pays bénéficiaires<sup>4</sup>. Il est donc important de militer pour la fin de ce type de contrats, qui sont des outils modernes de la domination du Nord sur le Sud.

Robin Delobel et Adrien Perruche

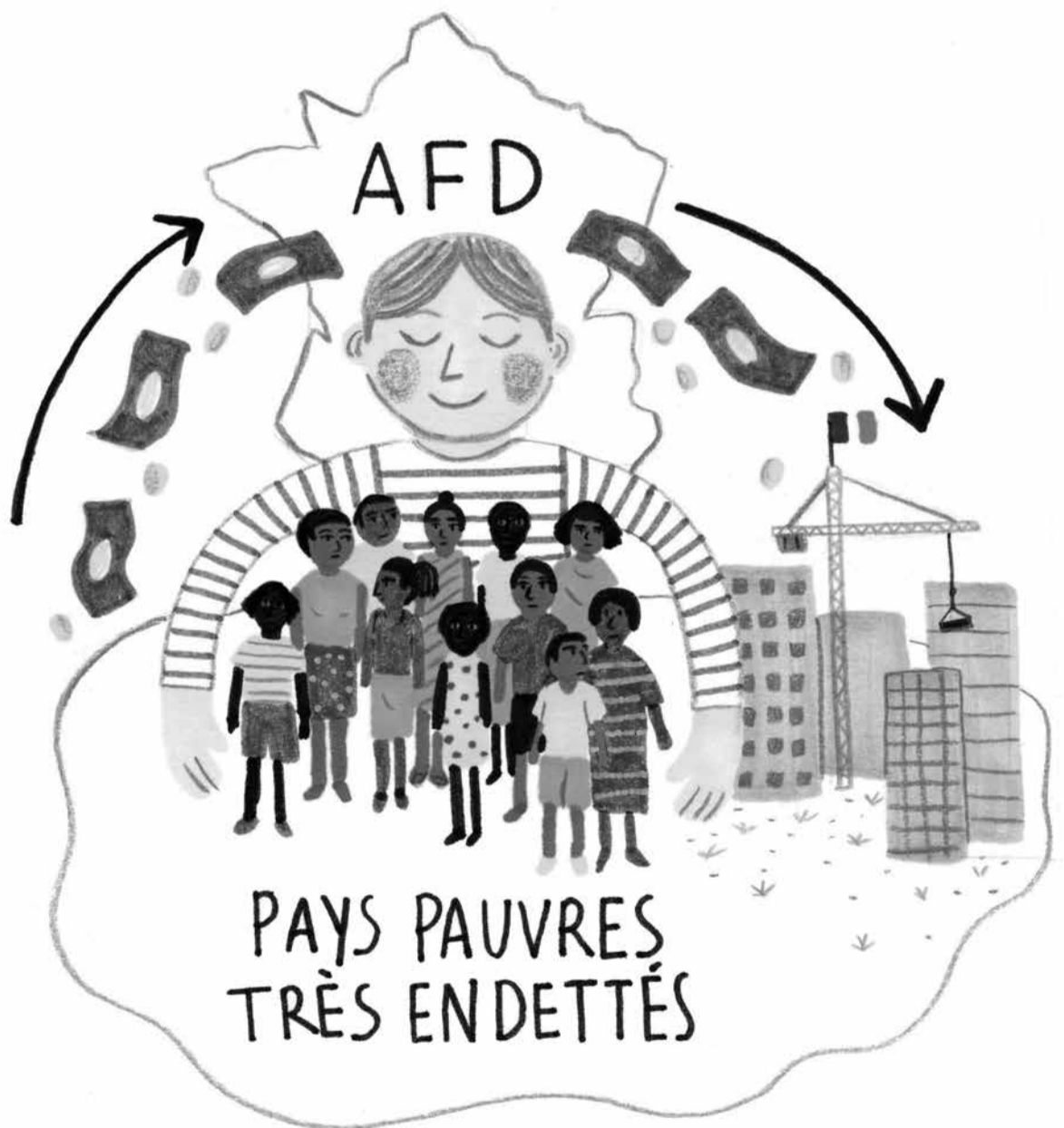


Illustration: Léa Decan

1. Site de l'AFD (<https://www.afd.fr/fr/le-c2d-un-mecanisme-pour-soulager-les-pays-endettes/>)  
 2. Site du trésor public français (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/425064>)  
 3. Site de l'association Survie (<https://survie.org/billets-d-afrique/2017/269-juillet-aout-2017/article/convertir-la-dette-en-influence-francaise>)  
 4. Site de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-deliee.htm>)

# DE QUI SE MOQUE-T-ON ? SUR REYNDERS ET LES AFFAIRES ENTRE AMIS...

Notre bon ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, est fantastique. Il vient de perdre les élections à Bruxelles et en Wallonie où il était censé défendre les voix des électeurs francophones. Mais le voilà qui sort du palais avec le rôle d'informateur en compagnie de son ami Vande Lanotte. Les deux compères apparaissent dans le dossier des fonds libyens gelés par l'Onu, Reynders étant soupçonné d'avoir indûment libéré les intérêts (2 milliards d'euros) et moyennant rétro-commissions de les avoir cédés à des milices libyennes. Ces dernières auraient transformé cet argent en partie en commande d'armes décollées de l'aéroport d'Ostende qu'a dirigé pendant des années Vande Lanotte...

Malgré la volonté claire du peuple belge de changer ses dirigeants, le palais décide de mettre à la fonction d'informateur deux vieux caciques de partis ayant perdu les élections et ayant été soupçonnés dans des affaires de corruption. Cependant, Reynders brigue également, depuis des mois, le poste de secrétaire général du Conseil de l'Europe. Pourquoi cette candidature un peu terne pour quelqu'un de si ambitieux... Est-ce les 33.000€ euros nets d'impôts ou l'immunité qui vont avec cette fonction, qui attire notre homme ? Enfin, certains se posent la question de la proximité de notre ministre avec les Russes et de leur situation au Conseil de l'Europe : sur le départ, ils pourraient être tentés de mettre un homme à eux à la tête de l'institution pour garder un œil dessus.

Néanmoins, le futur scandale de l'État belge ne réside pas dans ces éléments mais bien dans la fonction très surprenante qu'exerce notre ministre des Affaires étrangères : ministre de la Défense. Petit rappel : au début de la législature, c'est un N-VA pur jus qui a exercé la fonction, Steven Vandeput. C'est également lui qui dans la précipitation a commandé 34 avions de combat F 35 pour remplacer nos F-16. Pour un total de 15 milliards €... Son chef de cabinet adjoint s'appelait presque comme lui, Simon Put. Ce dernier est rentré dans « les annales » en 2015 car, à l'époque, la sûreté et le SGRS se demandaient s'il ne travaillait pas pour les Russes. À tel point, que le service de renseignement militaire avait refusé de lui donner son habilitation de sécurité. Était-il un agent double ou a-t-il retourné sa veste ? Toujours est-il qu'à la stupéfaction de tous, il est devenu soudainement lobbyiste pour Lockheed Martin, qui fabrique le F-35, au printemps 2018<sup>3</sup>. En matière de neutralité, on peut mieux faire.

Le départ du gouvernement de la N-VA laissait le poste de ministre de la Défense libre. En toute logique, ce poste aurait dû revenir à Denis Ducarme qui siégeait au sein de la Commission défense nationale, dont il est vice-président. Mais, c'était oublier le système Reynders et son fidèle percepteur d'impôts personnels, Jean-Claude Fontinoy<sup>4</sup>. La Défense semblait le lieu idoine pour toucher des commissions occultes non seulement sur le marché des F-35 mais également sur l'ensemble des marchés annexes : missiles, pièces détachées, infrastructures etc... En outre, plusieurs marchés militaires clef s'annonçaient : les nouveaux chasseurs de mines (2 milliards €), des nouveaux véhicules blindés pour la composante terre (programme CAMMO pour 1 milliard €) et enfin des drones (Predator B pour 227 millions €)

FONDS LYBIENS - VENTES D'ARMES A LA LYBIE - CONTRATS D'ARMEMENT - F35



Illustration: Roland de Wind

Dans cette grande foire à la corruption, certains noms sont intéressants à enregistrer car il y a beaucoup de chances que vous les entendiez encore :

- **Michael Mitchell**, le gagnant incontestable. Il s'agit d'un ancien pilote de la RAF, habitant Huldenberg et marié à une comtesse belge, Diane des Enfans d'Avernas. Il est à la tête des structures ayant remporté aussi bien le marché F-35 que le marché CAMMO. Inutile de dire que l'année 2018 a été l'« année de l'euro-million » pour lui.
- **Trudo Motmans**, directeur général d'Asco, l'ancienne société de la famille Boas. Celle-ci est intimement liée aux marchés d'armes en Belgique depuis l'époque de Paul Vanden Boeynants. L'entreprise s'est tournée vers l'aéronautique depuis des années et, comme par hasard, son concurrent américain l'a rachetée pour 542 millions € en 2018<sup>5</sup>. Motmans est resté Vice-Chairman d'Asco, après la vente par la famille Boas. Il est président d'Agoria Vlaanderen et président du Flag (le groupement flamand des industries de défense.) On le dit très proche de la N-VA...

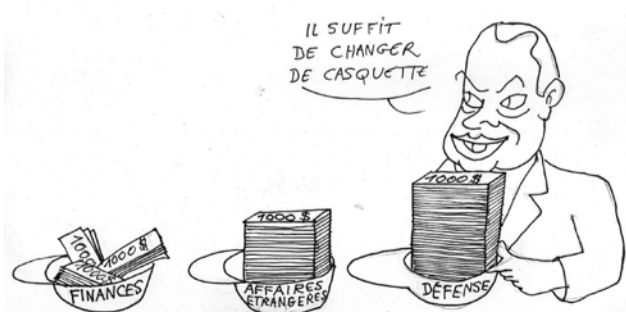
Ces quatre individus sont intimement liés au marché, très contesté, des F-35. Ce qui est intéressant, c'est qu'à la signature, le contrat F-35 a été présenté comme le contrat du siècle pour l'industrie aéronautique belge (3 milliards de retombées économiques). Ce segment est vital pour l'industrie aéronautique wallonne en particulier, mais aujourd'hui il n'y a eu que de belles promesses et aucun contrat<sup>6</sup>. Au-delà de la gabegie et de l'indécence d'encore engager des dépenses dans ce genre d'engins de morts, est-ce que notre bon ministre Reynders, qui a rencontré discrètement Bart De Wever à Mozet dans le château-ferme de Fontinoy à de nombreuses reprises, aurait trahi l'industrie wallonne ?

Éric Arthur Parme

- **Joy Donné**, chef de cabinet de Jan Jambon au Ministère de l'Intérieur. Il s'agit de l'homme qui a conduit Bart De Wever en Porsche Carrera avec deux plaques différentes au bureau du MR en 2014. Il y a déchiré un PV de police devant les caméras (Humo du 26-08-2016). L'intéressé a servi pendant dix ans à la Régie des Bâtiments sous les ordres de Jean-Claude Fontinoy, période pendant laquelle les subtilités de l'art de la corruption lui ont été enseignées.

- **Jos Vanschoenwinkel**, conseiller défense de la N-VA, ancien pilote de mirage dans la Force aérienne belge. Les anciens se souviendront que rentrant de fiesta à Liège, l'intéressé avait allumé prématurément le réacteur de son avion dans son bunker. Les vélos des mécaniciens en avaient fortement souffert...

COMMENT FAIRE POUR ÊTRE TOUJOURS AU BON ENDRIT AU BON MOMENT ?



1. « Un trafic d'armes illégal d'Ostende vers la Libye », 15 avril 2015, <https://www.7sur7.be/belgique/un-traffic-d-armes-illegales-d-ostende-vers-la-libye-a8c55507>  
 2. « Rechterhand Vandeput roept vragen op », *De Tijd*, 20-06-2015.  
 3. « Wie wist wat over de F-16's op het kabinet ? », *De Morgen*, 23 mars 2018 ; F-16: « Un adjoint du ministre Vandeput viré après des contacts avec Lockheed Martin », 20 juin 2018, [www.rtb.be](http://www.rtb.be).  
 4. cf. *Kairos*, « Bienvenue en Ploutocratie », 20-04-2018, <http://www.kairospresse.be>.  
 5. « Asco, le fournisseur belge du F-35, vendu à des Américains. », *L'Echo* du 02-05-2018.  
 6. « F 35, Lockheed Martin met l'aéronautique belge sur les charbons ardents », 21-03-2019, [www.rtb.be](http://www.rtb.be).

# LE TEMPS LIBRE, LA CONDITION D'UN CHANGEMENT DE MODE DE VIE

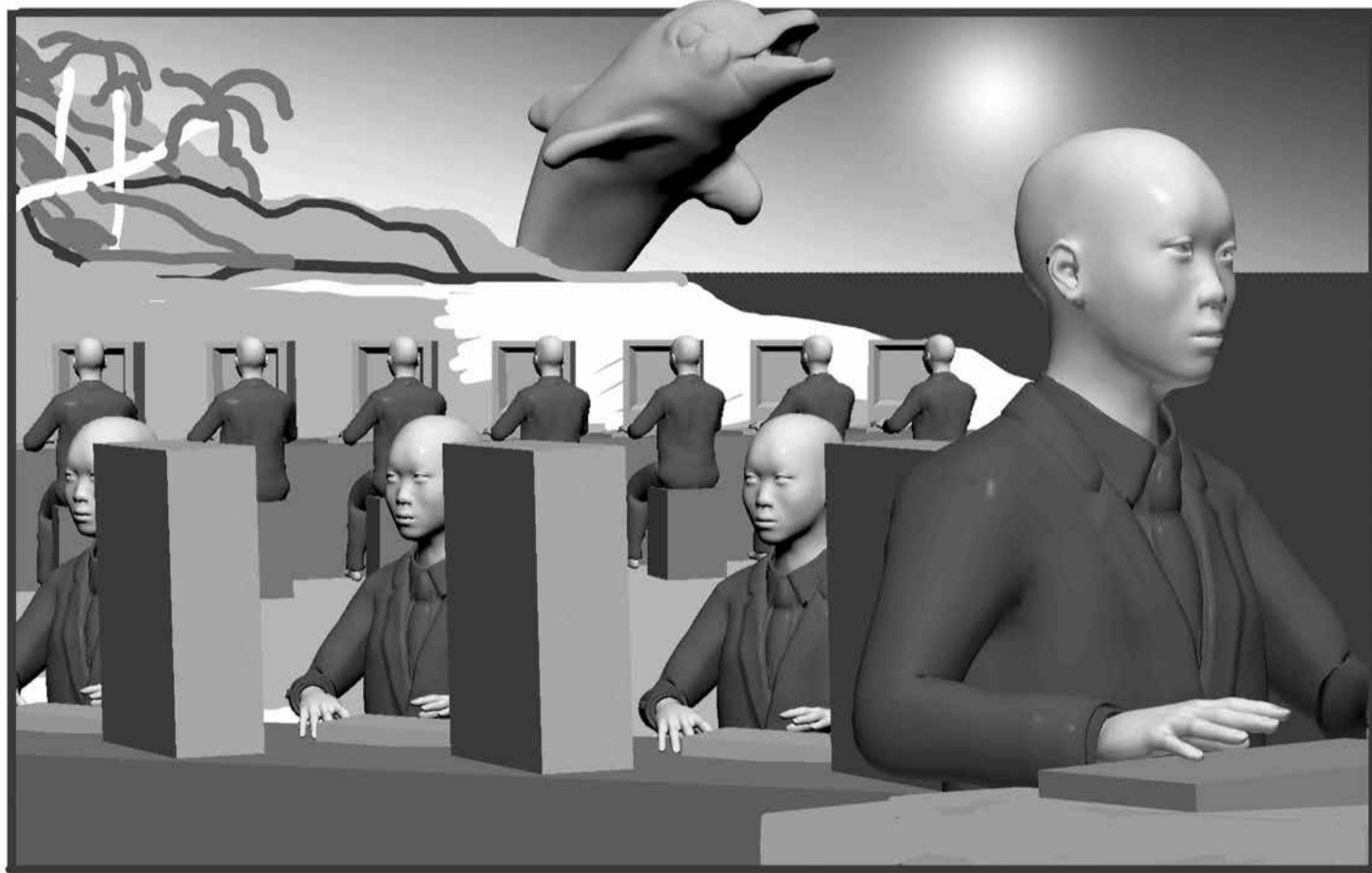


Illustration: Eliot Duran

Face aux enjeux écologiques et climatiques, nous avons le devoir et la responsabilité de changer notre mode de vie en moins de 10 ans. L'un des grands absents du débat sur les solutions à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif est le « temps ». Il me semble donc pertinent de réhabiliter le débat sur les enjeux du rapport au temps qui structure notre vie au quotidien. Le temps est un espace immatériel qui unit l'individu à lui-même, aux autres et à la pratique d'activités qui peuvent être professionnelles, familiales ou personnelles. L'individu et le temps étant étroitement liés dans l'action qui se vit au présent, il est impossible de se consacrer à une action, à une relation ou à une discussion sans être présent temporellement. Étant donné que le temps consacré à l'activité professionnelle et le temps libre déterminent les moyens de se socialiser et de structurer le rythme de notre existence, ils ont un impact direct sur notre mode de vie.

Le temps libre est trop souvent défini en opposition au temps contraint du travail. Le temps peut être considéré comme libre, lorsque le choix de son usage n'est plus soumis à cette contrainte et aux nécessités de la vie. En effet, sept jours par semaine, nous dormons et effectuons un certain nombre de tâches quotidiennes : hygiène personnelle, préparer le petit déjeuner et le repas du soir, faire la vaisselle, etc. Cinq jours par semaine, nous nous rendons sur notre lieu de travail et, à midi, nous prenons un temps de pause pour déjeuner. La journée de travail terminée, une nouvelle commence. En effet, chaque jour, nous sommes plus ou moins contraints d'effectuer un certain nombre de tâches domestiques : faire les courses et le ménage, laver et repasser le linge, remplir des documents administratifs, etc. Si nous sommes mariés et que nous avons des enfants, nous devons les nourrir, les aider à faire leurs devoirs, les accompagner à l'école, etc. Le temps réellement libre apparaît donc, lorsque nous avons fini de dormir, de travailler et d'effectuer toutes ces tâches quotidiennes et domestiques.

L'enquête sur l'emploi du temps publiée par l'Insee permet de calculer le temps libre dont dispose un individu sur la journée et la semaine : la durée moyenne consacrée au sommeil 8 h 30, à l'hygiène personnelle 45 min, aux repas à domicile 1 h 30, à la pause de midi 2 h, aux trajets pour se rendre sur le lieu de travail à l'aller et au retour 1 h et aux tâches domestiques 2 h 48<sup>1</sup>. Puisque la durée de tra-

vail d'un employé est de 35 heures et celle d'un cadre, de 50 heures, je propose de les distinguer. Considérant ces chiffres dans l'absolu, à la fin d'une journée de 24 heures, tandis que l'employé qui travaille 7 heures dispose de 33 minutes de temps libre, le cadre qui travaille 10 heures se retrouve avec un déficit de 2 h 33. Avant de se détendre et de penser un peu à lui, il doit donc commencer par combler ce déficit de temps. Considérant toujours ces chiffres dans l'absolu, à la fin d'une semaine de 168 heures, tandis que l'employé dispose de 23 heures, le cadre dispose de 8 heures. La quantification du temps montre que le temps libre est une ressource immatérielle rare. Comme il est une ressource rare, la course contre le temps est une préoccupation commune aux individus, aux ménages et aux entreprises. Disposant de très peu de temps libre, si l'employé ou le cadre souhaite se divertir, pratiquer des activités personnelles ou consacrer du temps à sa famille ou à ses amis, il doit trouver des solutions pour réduire le temps qu'il consacre à son activité professionnelle, au sommeil, ainsi qu'aux tâches quotidiennes et domestiques. Pour en retrouver, le cadre peut externaliser ses tâches domestiques à des entreprises de services aux particuliers. Ces entreprises achètent une heure de travail au Smic, qu'elle revend entre 20€ et 30€ à un particulier pour qu'il puisse disposer d'une heure de temps libre. Ces entreprises ne vendent donc pas un service, mais du temps libre, qu'elles ont transformé en marchandise.

Malgré le fait que nous manquons de temps libre, une étude réalisée en 2012 fait apparaître que 23 millions de Français adhèrent à une association et que 16 millions pratiquent une activité bénévole et amateur (artistique, sportive, intellectuelle, manuelle, etc...)<sup>2</sup>. Nous sommes donc de plus en plus nombreux à nous socialiser, à nourrir l'estime de soi, à nous accomplir et à donner un sens à notre vie autrement que par l'activité professionnelle et la consommation. Plus nous consacrons de temps à ces activités, plus nous éprouvons le désir d'en augmenter la fréquence et la durée, plus nous sommes confrontés au manque de temps libre. En décembre 2006, les lecteurs de *Psychologie Magazine* étaient invités à répondre à cette question : « Dans votre vie, qu'est-ce qui vous manque le plus ? » 25% des 2.100 internautes sondés déclaraient manquer de temps<sup>3</sup>. Ce sondage faisait également apparaître que 29% des sondés aspiraient à plus de dialogues, 23% à plus de loisirs, 13% à plus d'espaces et 10% à plus de réflexions. Qu'ils en soient conscients

ou non, le lien qui unit ces aspirations est le temps. En effet, il faut disposer de temps pour installer un dialogue de qualité, pratiquer des activités personnelles et approfondir sa réflexion. Sans le dire ouvertement, cet article fait apparaître que l'une des principales préoccupations des cadres et des classes moyennes qui lisent *Psychologie Magazine* est de disposer de temps libre. Selon un sondage paru en 2015, 93% des sondés estimaient que l'équilibre des temps de vie professionnelle, familiale et associative est une préoccupation « très importante ». L'équilibre n'étant pas atteint, 71% des salariés affirment manquer de temps pour profiter de leurs proches ou de leurs loisirs<sup>4</sup>. En 2014, 35% des cadres avaient des difficultés à concilier une vie professionnelle et une vie privée<sup>5</sup>. Ayant beaucoup de difficulté à trouver un équilibre, le cadre sacrifie sa vie familiale et personnelle au profit de « sa carrière ». À force de courir après le temps, les employés, les cadres et les classes moyennes finissent par s'épuiser à s'en rendre malade.

Malgré le manque de temps libre, les gains de productivité et la hausse du chômage, la norme de la semaine de travail est toujours de 5 jours. Face à la nécessité de changer de mode de vie en moins de 10 ans et à la montée de l'extrême droite en Belgique, en France et en Europe, la réduction du temps de travail, à laquelle une part croissante de la population aspire, apparaît donc comme l'une des conditions de ce changement à promouvoir.

Jean-Christophe Giuliani

1. Insee, *Temps sociaux et temps professionnels au travers des enquêtes Emploi du temps*, Économie et Statistiques, n° 352-353 de 2002

2. Edith Archambault et Viviane Tchernonog (2012), *Nouveaux repères 2012 sur les associations en France*, www.associations.gouv.fr, [En ligne] (consulté le 11 avril 2016), https://www.associations.gouv.fr/nouveaux-reperes-2012-sur-les-associations-en-france.html

3. Senk Pascale, « Trop de tout ! », *Psychologie magazine*, n° 258, décembre 2006, page 150.

4. L'express.fr, *Travail ou vie privée ? sept salariés sur dix mènent une course contre le temps*, [En ligne] (consulté le 15 avril 2018), https://www.lexpress.fr/emploi/gestion-carriere/travail-ou-vie-privee-sept-salaries-sur-dix-menent-une-course-contre-le-temps\_1685435.html

5. L'express.fr, *Arrivez-vous à concilier vie professionnelle et vie privée ?*, [En ligne] (consulté le 15 avril 2018), https://www.lexpress.fr/emploi/gestion-carriere/arrivez-vous-a-concilier-vie-professionnelle-et-vie-privee\_1506780.html

# LA PUB COMPLICE DE L'ÉCONOMIE HORS SOL

Le productivisme est piloté par quatre grands groupes d'audit financier appelés les Big Four. Ces multinationales au chiffre d'affaires impressionnant (146 milliards de \$/an à eux 4) sont les spécialistes du conseil en évasion fiscale. Deloitte, le plus gros de ces moteurs du néolibéralisme, d'origine états-unienne, emploie 260.000 personnes dans 150 pays. Un tel défenseur de la logique des profits financiers sans limites ne peut que magnifier le rôle de la publicité. En 2017, il a donc publié une étude qui la glorifie. À les en croire, 1€ investi dans la publicité en générerait en moyenne 7 pour l'économie européenne. Il n'est évidemment pas dit que la publicité, cet accélérateur du consumérisme, favorise les multinationales qui ont les moyens de faire beaucoup de pub et ce au détriment d'autres, notamment le petit commerce local qui voit décliner son activité économique. Mais, dans ce monde qui vénère la compétitivité, le darwinisme économique veut que les gros mangent les petits.

En bon croissanciste, Deloitte insiste lourdement sur les emplois créés par le secteur économique de la publicité. Impressionnant : la pub créerait 5,8 millions de jobs en Europe. Mais quand on étudie un peu ce chiffre, on apprend que seuls 16% de ces emplois sont dans la pub et que les autres sont très indirects, notamment dans les médias qui, on l'a largement démontré dans *Kairos*, deviennent les otages des annonceurs qui peuvent ainsi influencer leur ligne éditoriale.

## LE TRIOMPHE DE L'INTERNET

Les chiffres du marché mondial de la publicité font tourner la tête : une croissance annuelle de près de 6% et un montant mondial qui dépasse 750 milliards \$. La part du numérique enfle à toute allure et ce aux dépens de la presse. La presse papier dont le modèle économique s'appuie sur la pub voit donc sa survie menacée à moyen terme.

Des spécialistes de la pub (agence Médias Space, Institut Nielsen) informent sur ce qui se passe plus près de chez nous, en Belgique. En 2018, le marché publicitaire belge représente près de 5 milliards €, somme énorme destinée à nous faire acheter plus : 182€ par tête d'habitant c'est beaucoup et pourtant moins que dans d'autres pays : 500€ en Suisse et Norvège, 425€ au Danemark et Suède, 232€ aux Pays-Bas, 290€ en moyenne pour les « pays riches » mais 170€ pour l'ensemble de l'Union européenne. Cela fait dire à Bernard Cools, chief intelligence officer (sic) de l'institut Nielsen que « le marché publicitaire ne reflète pas assez le pouvoir d'achat des Belges » (sous-entendu : il y a moyen de pousser les nantis à acheter plus).

Pour ce qui est des annonceurs, Procter & Gamble (les lessives) reste leader mais le secteur des produits de consommation quotidienne, victime de la guerre des prix dans la distribution, dépense moins sur les supports traditionnels : une partie de leur budget va vers le digital. L'automobile est aussi en net recul (-39%) tout comme les télécoms (-12%), à l'opposé de la bière, des soft drinks et des jeux de hasard, portés en 2018 par la Coupe du monde de foot.

Chez nous, les investissements publicitaires dans les médias « traditionnels » (presse, radio, TV...) sont en recul, de 1,3 à 3,7 milliards € alors que le secteur de l'internet rafle la mise et capte près de 1 milliard €. La télévision résiste, aidée en 2018 par la Coupe du monde ; elle représente près de la moitié (47%) des investissements *offline*. Par contre, les médias papier (presse quotidienne, magazines et surtout toutes boîtes) voient leurs revenus filer vers l'internet.



Illustration: Christophe Nottet

## EXTRACTIVISME NUMÉRIQUE

Le digital sauve donc les meubles pour le marché publicitaire belge mais les professionnels du milieu regrettent que cela n'aille pas aussi loin que dans d'autres pays. En effet, internet ne représente « que » 22% du marché belge de la pub alors que la moyenne européenne est de 41% et frôle même les 60% au Royaume-Uni. Nos modernisateurs dénoncent dès lors le conservatisme du marché belge et voudraient faire de l'internet le premier média publicitaire. La publicité suit ainsi l'évolution vers le tout connecté qui est le graal des investisseurs. Cette croissance du numérique est surtout portée par le mobile qui grimpe de près de 50% par an. Un quart des budgets

passe déjà via des supports mobiles (smartphones) et les moteurs de recherche (Google...) comptent pour plus de 46% des recettes.

Le regard fixé sur leur doudou électronique, des zombies marchent dans nos rues et y avalent, bon gré mal gré, des publicités qu'ils financeront par leurs achats soigneusement dirigés. Ce qu'ils ne réalisent certainement pas est que le bel argent qu'ils dépenseront en achetant n'ira pas dans l'économie de leur pays, de leur région, mais filera bien vite vers la Silicon Valley via un paradis fiscal. À côté de l'exploitation des ressources naturelles des pays du sud, de la force de travail des ouvriers des pays-usines, les GAFAM ponctionnent la richesse de chez nous via l'e-commerce et la pub en ligne.

Alain Adriaens



Après *Happycratie* (cf. *Kairos* n° 38), Eva Illouz et sept contributeurs universitaires explorent un thème voisin. Le ton est donc sérieux, l'ouvrage, solidement documenté pour étayer la thèse des marchandises émotionnelles ou *emodities*, c'est-à-dire la marchandisation, dans le contexte d'un système capitaliste intégré qui ne veut négliger aucune opportunité de mise en valeur, de nos sentiments et émotions – qui jadis relevaient de l'intime – au moyen de techniques mixtes de thérapies et de management. Ainsi, « les actes de consommation et la vie émotionnelle s'entrelacent désormais jusqu'à devenir inséparables [...] ; les marchandises facilitent l'expression des émotions et aident à en faire l'expérience ; et les émotions sont converties en marchandises » (p. 24). Cette position n'empêche aucunement, par ailleurs, les comportements rationnels et calculateurs liés au consumérisme et à la productivité – là réside d'ailleurs le Janus de l'individu contemporain. Les auteurs prennent des exemples concrets : la sexualité, la santé, le tourisme (avec le Club Med), la musique, le cinéma (avec les films d'horreur), la nature, et même des objets plus spécifiques comme la carte de vœux ou les cartes sexuelles en vogue à Tel-Aviv. Les dissociés néolibéraux génèrent des « psytoyens » individualistes et « émotionnalisés » à la recherche frénétique du bonheur au moyen d'outils comme la psychologie positive, déjà dénoncée dans *Happycratie*. Celle-ci suppose des individus capables, d'une part, de contrôler leurs émotions, et d'autre part, d'engendrer des émotions positives « à la demande ». L'« authenticité émotionnelle » fait autorité, définit la vérité d'un sujet, relève de la performance et devient une nouvelle norme contraignante. Le capitalisme a décidément plus d'un tour dans son sac pour nous asservir. Il est maintenant gagnant sur les deux tableaux, rationnel-instrumental et affectif.

Eva Illouz (dir.), Axel Honneth (préface), *Les marchandises émotionnelles*, Premier Parallèle, 2019, 417 pages.

B.L.



Les éditions L'Échappée optent pour une sociologie critique quand la mode actuelle est à la sociologie « compréhensive » et relativiste pour laquelle tout fait social, de par son existence même, recèle un ou des aspects positifs qu'il faut valoriser et défendre. Ainsi le divertissement, qui avant-hier subissait les foudres de Blaise Pascal, et hier celles des situationnistes et de l'École de Francfort, suscite aujourd'hui le plébiscite de « pop » philosophes, des commentateurs enthousiastes chez les chercheurs des *cultural studies*, des études académiques, des essais et articles complaisants. Il ne faut surtout pas passer pour réactionnaire, ringard ou méprisant pour les goûts des gens – goûts supposés volontairement choisis et maîtrisés par eux. Les dix auteurs de ce collectif – outre les coordinateurs, Sebastian Cortès, Séverine Denieul, Claire Siegel, Laurent Trémel, Mikael Faujour, Thomas Rouvier, Valérie Arrault et Thierry Vandennieuwembrouck –, dénoncent l'industrialisation de la culture à destination des masses et revalorisent la notion d'aliénation, qu'ils sillonnent au travers de plusieurs champs.

Avez-vous remarqué la grande manie actuelle pour les séries ? De plus en plus d'individus pratiquent le *binge-watching* avec des scénarios taillés sur mesure pour les fidéliser et les maintenir constamment en état d'alerte. Passion un peu plus ancienne, les *jeux vidéo* participent de la « gamification » (ou ludification) du réel (social, écologique), se piquent d'être éducatifs, viennent en appoint de l'exploitation du travail et permettent en retour une compensation sociale. Jusqu'il y a une quinzaine d'années phénomène marginal et assez négativement connoté, la *pornographie* a aujourd'hui acquis ses lettres de noblesse dans les médias et les universités et a vu son impact démultiplié par Internet ; ses codes ont envahi la vie intime des couples, mais les violences qu'elle génère envers les actrices sont passées sous silence. Genre voisin, la *torture porn* a succédé au *gore*, en extrême encore davantage l'horreur et la violence. Ce nihilisme moral semble plaire à un nombre grandissant d'amateurs, signe inquiétant de « décivilisation ». Le *consumérisme* exalte l'éphémère et « associe le bonheur moins à la satisfaction de besoins qu'à une augmentation constante du volume et de l'intensité des désirs » (p. 243). Quand il s'applique aux rencontres amoureuses numérisées, il fait éclater les conventions sociales ; quand il devient identificatoire, il s'occupe de créer et gérer des identités « authentiques » (et autocentrées), que ce soit dans l'artisanat *handmade*, l'alimentation, l'habillement, le sport ou le tourisme ; la pause du sommeil ne devant plus entraver son plein accomplissement, il faut donc la faire reculer. Méfions-nous du label « alternatif », il est « aujourd'hui recherché en ce qu'il permet, non pas de s'émanciper, mais d'obtenir une longueur d'avance dans la société de marché » (p. 291). L'art a perdu toute portée philosophique pour fusionner avec la culture de masse, mouvement initié dans la décennie 1960 par le *pop art* et Andy Warhol, et ayant trouvé en Frank Stella et Jeff Koons leurs grands prêtres actuels, qui fourgent au public des œuvres « cool, hédonistes et ludiques », mais vides. Enfin, les musées se sont vendus au numérique par effet de mode, engendrant une « aliénation de la sensibilité à l'égard des œuvres originales » (p. 321), l'ancien regard contemplatif ayant cédé devant le nouveau regard, à la fois analytique et émotionnel. Soit une vraie « disneylandisation »

des institutions muséales. Voilà pour le bilan. Vous reprendrez bien encore une louche de divertissement ?

Cédric Biagini & Patrick Marcolini, *Divertir pour dominer, 2. La culture de masse toujours contre les peuples*, L'Échappée, 2019, 342 pages.

B.L.



Dans ce court essai érudit, Jacques Luzzi, contributeur de la revue *Écologie et politique*, montre que la modernité occidentale a bâti sa métaphysique sur le déni de la mort et sur « l'effacement progressiste du tragique de la condition humaine » (p. 20). La mort est « la maladie ultime dont la guérison traduirait l'accomplissement des promesses du Progrès » (p. 19). La technoscience pilotée par le capitalisme, l'industrialisme et sa culture du travail ont renforcé l'idée démente d'augmenter sans fin la puissance et la maîtrise, au prix de l'écocide en cours, de l'aliénation généralisée et de la « prolifération incontrôlée d'artefacts monstrueux » (p. 41) que nous préparent les savants fous du transhumanisme. Politiquement, « maintenir l'ordre tout en répandant le chaos, instituer d'un même mouvement l'insécurité globale endémique et l'état d'urgence à perpétuité, produire l'exclusion et l'incarcération de l'exclusion, tel est ce à quoi se résume à présent l'alliance de l'"or" et du "fer" : une guerre contre-insurrectionnelle permanente, indifférente aux principes mêmes du libéralisme politique » (p. 82). L'artificialisation à outrance du milieu nous promet une « survie sous perfusion technique » (p. 28), alors que toute vie organique serait anéantie. L'auteur relativise l'apport positif des Lumières dans l'histoire de l'humanité et nous offre une ode à la vie. Dans le sillage de Marc Weinstein et de Michel Weber, il dévoile la logique totalitaire du transhumanisme, aboutissement ultime de l'idéologie technocratique. En fin d'essai, il revient à son sujet, en nous prévenant : « S'affranchir de la domination revient donc, in fine, à affronter la violence physique : à affronter la mort » (p. 124).

Jacques Luzzi, *Au rendez-vous des mortels. Le déni de la mort dans la culture moderne, de Descartes au transhumanisme*, La Lenteur, 2019, 126 pages.

B.L.



Dans les pages de *Kairos*, ils furent nombreux les articles et les dossiers consacrés au projet mégalomane de la gigantesque prison que l'État fédéral veut construire sur le Keelbeek, une des dernières grandes zones vertes de la région bruxelloise. Et voici qu'en mai 2019 paraît un livre, *Ni prison, ni béton* qui décrit la petite dizaine d'années de la résistance collective à la folie d'une prison industrielle pour 1.200 détenus. Impressionnante cette lutte de citoyens qui a fait du Keelbeek la zone à défendre (ZAD) la plus symbolique de notre plat pays. Bien sûr, nous savions qu'ils furent très actifs et largement soutenus, ces résistants à la destruction des 18 hectares de nature, mais les 320 pages de ce livre forcent le respect : dessinateurs, photographes, militants qui organisent des fêtes et actions, activistes qui rédigent des communiqués de presse, intellectuels qui montent des dossiers fouillés et argumentés, cela fait du monde et un bien beau travail que résume ce livre. Chicons et patates des potagistes et jardiniers face à la force brutale des bulldozers et des matraques de policiers casqués, la partie paraît inégale. Monde de terre vs monde de fer : ne serait-ce que dans les livres que les gentils l'emportent ? On ne sait, mais en parlant de livre, en voici un très beau et instructif sur les luttes de notre époque. Et puisque ses bénéficiaires seront réinvestis dans la lutte contre la maxi-prison, on ne peut que vous inciter à vous le procurer.

Collectif, *Ni prison, ni béton, contre la maxi-prison de Bruxelles et son monde*, Maelström ReEvolution, collection Vrije Keelbeek Libre, 2019, 320 pages.

A.A.



Si, à en croire le grand Orwell, les bons livres sont ceux qui ne nous apprennent rien que nous ne sachions déjà, s'entend, alors le nouveau livre de Servigne/Stevens/Chapelle (SSC) est à ranger assurément parmi les meilleurs. Même les expressions inouïes dont il regorge généreusement – mycelium pluriversel, science post-normale, hyper-objets, expériences sporulantes, nature férale, possitopies – entrent harmonieusement en résonance avec ce qui nous est familier. Son mérite est d'ouvrir enfin la

« perspective de grand débranchement du monde industriel » qui fait tant défaut à l'inconsistante pulvérisation des alternatives ; celles-ci, selon R. Williams, constituent seulement l'une des deux mâchoires – en l'occurrence celle de la soustraction ou de la fuite cré-actrice – de la stratégie (au sens large) anti-capitaliste, l'autre étant celle de l'opposition, c'est-à-dire celle de la politique disruptive et anti-systémique, le contraire de la politique de gestion du désastre existant. « Pourquoi » en effet, demandent SSC, « ne pas envisager de relier les BAD, les ZAD et autres écovillages entre eux, soutenus par une galaxie de collapsonautes, et autres terrestres en phase d'atterrissage ? », et de montrer à cet endroit un bel optimisme : « il est difficile de ne pas penser qu'une grande transition rapide et coordonnée soit encore possible ». SSC vont même jusqu'à risquer qu'il « suffit que cette croyance [dans la justesse de ses valeurs, dans la force de son système de loi et d'ordre, dans sa monnaie, dans son avenir] s'évapore pour que l'édifice s'effondre rapidement, l'histoire en est truffée d'exemples » – exactement à la façon d'un Canfora, à ceci près que pour ce dernier, c'est la croyance de la classe dominante elle-même, et non celle des vastes masses, qui doit s'effondrer pour que subsiste la moindre chance de salut. Mais il y a loin à semblable évaporation, semble-t-il, puisque « engager des millions de personnes sur ce chemin [l'interruption de la destruction] demande un profond changement culturel, un autre récit de l'avenir, de ce que nous sommes, des civilisations que nous voulons bâtir, qui rompe avec le capitalisme (...) Mais cela demandera également une vaste mobilisation qui crée des rapports de force. Ces changements n'interviendront pas (même sous les coups de boutoir de l'effondrement) sans un vaste mouvement, bien organisé, prêt à incarner ces civilisations nouvelles dans les structures politiques, économiques et sociales ». Autrement dit, nulle révolution politique sans hégémonie culturelle, mais le temps qui nous est imparti pour conquérir cette dernière est dérisoire, ce que SSC omettent bruyamment. Notre conclusion : si débranchement politique il doit y avoir, ou atterrissage piloté, il nous faut composer avec la culture des masses telle qu'elle est et constituer de toute urgence une plateforme politique aussi globale que possible (continentale pour commencer) afin d'investir par tous les moyens les instances « publiques » de maintien de l'ordre exterministe, de démanteler ce dernier de l'intérieur et desserrer ainsi l'étau qui broie la multitude colibri des expériences sociales hors marché, c'est-à-dire hors pouvoir capitaliste ; on parcourrait de la sorte pour ainsi dire à rebours, selon un geste « bolchévique-négatif », le chemin de l'industrialisation, c'est-à-dire de la destruction du monde de mondes. Cette politique inouïe favoriserait la concrescence des initiatives locales au lieu de les démanteler au profit du désert capitaliste. Les travaux de SSC s'achèvent où commencent nos préoccupations. Il est vrai que leur pente politiquement débranchiste bute sur une confusion de taille, puisque leur perspective est celle d'un « grand débranchement du monde industriel », certes, mais, ajoutent-ils entre parenthèses : « qu'il soit anticipé ou subi » (nous soulignons). Or de l'un à l'autre (du pilotage politique du démantèlement à l'effondrement forcément subi – il ne s'agirait pas d'effondrement autrement), il y a la différence de la politique et du statu quo, qui disparaît presque de manière incidente. Il n'est dès lors pas étonnant qu'aucune ébauche de programme débranchiste de l'impossible ne soit proposée ici, la seule chose en réalité qui nous soit désormais absolument nécessaire, ne fût-ce que pour respirer à l'aise, car il va de soi que le temps pour constituer une telle force politique et parvenir à la lancer à l'assaut des institutions ennemies avec la plus petite majorité possible en usant de la ruse et du mensonge par omission (maximalisme côté cuisine et minimaliste réformiste côté salle des promesses électorales) est également insuffisant (moins certes, concédons-le, que celui qui requiert la conquête de la véritable hégémonie culturelle que SSC appellent de leurs vœux).

Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, « Une autre fin du monde est possible », Seuil, 2018, 336 pages.

Jean-François Gava



Il en est actuellement des analyses sur la déliquescence du monde comme des analyses fouillées sur Emmanuel Macron : elles pleuvent, elles s'accumulent et pourraient toutes se ressembler. Experts autoproclamés, spécialistes à attaques en tout genre, piliers du comptoir virtuel : le meilleur et le pire se cohabitent, comme le Paradis pourrait côtoyer l'Enfer. Rarement la nuance est de mise.

Ce livre est un bijou de style. Bon sang ne saurait mentir, ce sont trois écrivains – Yannick Haenel, François Meyronnis, Valentin Retz – amis et collaborateurs d'une revue de réflexion, Ligne de risque, qui l'ont commis.

Au gré de parties aux noms aux sonorités bibliques – Appel des derniers jours, Le poison de Dieu, Le sacrifice d'Israël, Le Royaume – et au fil des rencontres avec une série d'auteurs ou d'acteurs de l'Histoire universelle (en vrac, René Girard, Platon, Galilée, Hitler, Robespierre, mais aussi Yuval Noah Harari et Michel Houellebecq) les auteurs, fins limiers de l'exégèse talmudique et de petits livres oubliés, examinent avec un certain vertige avec quelle obstination les grands personnages de l'Histoire ont joué à qui perd gagne avec cette part spirituelle de nous qui est grandement menacée par l'algorithmique quête des scientifiques scientistes qui ne cessent de vouloir jouer au plus malin avec l'humain, sacrifiant l'être sacrificateur au nom d'une morale supérieure ou d'un intérêt qui nous dépasse, au nom de ce Dispositif, ensemble des réseaux dirigés par les chiffres et les calculs.

Si l'on peut regretter l'attaque teintée d'ironie malvenue contre René Girard et le ton pontifiant qui rend parfois l'exposé pénible, l'ensemble est charmant et interpellant. Une image s'en dégage, avec laquelle les auteurs commencent et finissent leur essai : un être déguenillé et silencieux, qui, invariablement, tous les jours, toutes les nuits, se trouve place de la République, à Paris, lieu de tant de rassemblements populaires teintés de solitudes ramassées. Devant lui, une pancarte « On m'a tout volé ».

Si, au départ, on considère cette phrase simple comme une colère, une tristesse ou une considérable dérégulation, il n'en est rien quand on comprend mieux que c'est la fierté que cet homme arbore : On m'a tout volé, tout ce qui est matériellement attaché à ce monde ici-bas. Mais cela n'a aucune importance, puisque ce qui importe, c'est le reste, la part intellectuelle, la part spirituelle, la part de soi qu'on engage dans un dialogue, dans une parole ou dans une promesse. La promesse du monde meilleur, c'est le plus inattendu des Messies qui nous l'annonce. Tant qu'on ne nous vole pas la part supérieure de notre âme, de notre esprit, de notre souffle de vie, nous serons plus grands que leurs algorithmes.

Un vrai manifeste de révolution tranquille avec la sérénité que peut apporter la croyance en des éléments plus hauts que la fange des Hommes.

**Yannick Haenel, François Meyronnis, Valentin Retz, Tout est accompli, Paris, Grasset, 2019, 365 pages.**

David Tong



Il en est des créations destructrices du capitalisme (comme par exemple les grands projets nuisibles et inutiles, cf. feu l'aéroport de Notre-Dame des Landes en France ou la méga-prison de Haren en Belgique) comme de ses destructions créatrices, dans l'une et l'autre, quelque chose de « nouveau » commence et promet le profit à une même oligarchie. Dès lors, « *Mégantic est un conte capitaliste moderne parfait. Une quasi caricature de prédateurs lointains, d'investisseurs de Wall Street, de producteurs cowboys d'or noir cheap et sale du Dakota, bureaux de gros conglomerats internationaux* » (p.21). 6 juillet 2013, 1h14, le convoi MMA-002, composé de 5 locomotives, un wagon-tampon, 72 wagons-citernes, long de un kilomètre et demi et pesant 10.290 tonnes, déraile et prend feu en plein centre ville de Lac-Mégantic, paisible bourgade du Québec. 47 morts. Très vite, multinationales liées au pétrole, politiciens et médias trouvent les coupables idéals, ceux qui permettront d'occulter les véritables responsabilités. Car il s'agit toujours de ne pas mettre en cause le système dans les morts et destructions mais d'individualiser la responsabilité. Dans le premier cas, on découvre que la priorité de « *la rentabilité en matière de profits et de rendement offert aux actionnaires* » (p.68), a laissé des rails défectueux en l'état, mis « *moins d'équipes de travail et d'employés, moins de locomotives, mais beaucoup plus de wagons et de fret* » (p.72) ; dans le second, que trois personnes, dont le conducteur de train, seraient les seules responsables de cette tragédie. Certes, appelons-la plutôt assassinat, car « *ces événements auraient pu être évités. Les politiciens sont supposés nous protéger. Ils nous protègent pas, parce que c'est une course à l'argent* » (p.207). Après le drame, le capitalisme ne fera ni aveux ni pénitence, et le travail judiciaire traîne, escamotant le travail du temps, où ce qui devrait soigner, la décontamination, sert au contraire « *d'arme de destruction massive de Mégantic* » (p.283). L'acte II peut donc débuter, où ceux qui avaient œuvré à mener à l'acte I font maintenant tout pour tirer profit de la destruction, relancer des projets refusés, détruire ce qui tenait encore debout, marcher sur les corps et les ruines encore fumants. Manœuvres politico-industrielles qui amèneront certains à voir là un complot, « *cherchant à donner un sens plus universel à leur deuil. Ils ont raison : leur tragédie est celle, universelle, de la cupidité et de l'indifférence à la souffrance des autres* » (p.221).

**Anne-Marie Saint-Cerny, Mégantic, Écosociété, 2018, 344 p.**

A.P.



Elle est bonne la nature, non ? Surtout quand elle rapporte... Pourtant, Antoine Costa aborde cette série d'entretiens consignée dans son ouvrage par une réalité qui n'est maintenant plus à prouver : « *en brûlant tout ce qu'il reste d'énergie dans le sous-sol, nous atteindrions au minimum les + 8°C. Ce n'est désormais plus la pénurie qu'il faut craindre mais l'abondance* » (p.18). La catastrophe en cours trouve son origine dans histoires anciennes : « *L'appropriation des biens communs, la naissance du prolétariat, la machine à vapeur donnent naissance aux problèmes contemporains de capitalisme fossile, société de consommation et destruction de la planète* » (p.19). Depuis longtemps, les choix énergétiques sont ceux qui permettent d'assurer la domination, plus que déterminés par des facteurs énergétiques. Stade ultime de cette logique, « *l'urgence écologique est une opportunité économique, et permet d'accroître cette emprise en construisant la nature comme capital naturel* ». Tout le vivant est désormais sous l'emprise du capital, « *la crise éco-*

*nomique [servant] donc de prétexte à l'introduction de remèdes économiques qui en vérité sont inefficaces* » (p.26). En une série d'entretiens, l'auteur montre comment ceux qui disent protéger sont aussi ceux qui détruisent, et comment la majorité se fait avoir dans ce qu'Ellul voyait comme une « *manœuvre de diversion* » où « *il ne sera plus question d'appliquer des limites à l'activité humaine, mais d'adapter l'humain à la détérioration du monde et de créer un nature-usine anthropisée et artificielle* » (p.37), ce qu'illustre parfaitement la première interview de l'ouvrage (« *L'histoire de la compensation* »). La suite creuse, par diverses interviews, le sujet de la compensation, mettant en évidence le sacage en cours de la nature à laquelle elle participe.

**Antoine Costa, La nature comme marchandise, Le monde à l'envers, 2018, 192 p.**

A.P.



Portant une des luttes indispensables, celle contre l'évasion fiscale, sans laquelle rien ne se fera vraiment, *Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner*, est également œuvre salutaire pour deux raisons principales : elle incarne, loin des superproductions éphémères, tournées dans les zones offshore, qui font de l'évasion fiscale un phénomène « hors-sol », sorte d'exception épiphénoménique du système capitaliste, une pratique qui lui est consubstantielle ; ensuite, le livre-BD (une première pour Écosociété) montre l'illusion du changement social à partir d'actes individuels isolés, et même cette quasi impossibilité pour le sujet seul de rester cohérent. Car quand ce jeune trentenaire se lève un matin et se promet, à compter de ce jour, de « *cesser toute collaboration avec ces entreprises complices de l'évasion fiscale* », il ne sait pas ce qui l'attend. Du couteau de cuisine fabriqué en Chine, à la livraison internet par Fedex, la table Ikea, Uber... Un livre qui souligne nos contradictions, plein d'humour, et postfacé par Alain Deneault !

**François Samson-Dunlop, Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner, Écosociété, 2019, 216 p.**

A.P.



Il y a ceux qui aident sans qu'on les voie et les autres, qui aident et qu'on doit voir. L'objectif de ces derniers semblant dès lors équivoque : veulent-ils aider ou qu'on les voie aider ? Même si peu perçue, la nuance est significative, car la fin, dans le second cas, peut parfois justifier les moyens et, dès lors, faire perdre tout altruisme et légitimité à ce moyen qu'était l'aide ; c'est peut-être là d'ailleurs l'ultime dessein des œuvres caritatives... Si Lionel Astruc, dans son ouvrage *L'art de la fausse générosité, La fondation Bill et Melinda Gates*, ne va pas jusque là, exprimant que « *la sincérité du couple Gates dans son désir d'aider les populations pauvres et les pays en développement n'est pas en cause* », nous n'en sommes pas si sûr, car celui qui devient aux yeux du monde dès les années 2000 l'homme le plus généreux lorsqu'il crée sa fondation et lègue 95% de sa fortune, sait ce qu'il fait. Ayant bâti celle-ci sur la vente de logiciels d'exploitation avec des méthodes visant à « *empêcher toute autre entreprise de les concurrencer et de les battre* » (p.30), Bill Gates se retrouvera devant la justice en 1998, dans un procès qui écornera son image et l'amènera en 2000 à créer sa fondation. Celle-ci devient alors la fondation « *la plus puissante du monde, avec une dotation globale de 43,5 milliards et un champ d'action qui s'étend à plus de 100 pays* » (p.34). Mais, et cela semble tomber sous le sens pour celui qui comprend que Bill Gates ne souhaite pas changer les règles du jeu qui lui ont permis d'être ce qu'il est, sa fondation ne sort pas du modèle qui a créé le mal qu'elle veut maintenant « *soulager* » : « *Un homme fortuné qui dépense son argent pour les plus démunis presque exclusivement à l'aide de technologies de haut niveau renforce l'idée que le développement repose sur l'action caritative et sur l'apport de solutions aux pauvres qui reçoivent leurs faveurs des riches sans changement fondamental de la manière dont fonctionne le monde : sans mettre fin aux paradis fiscaux, sans limitation du pouvoir des entreprises et sans évolution des économies néolibérales* » (p.36, 37). On touche le cœur du problème, édifiant cette idéologie qui instille dans les consciences occidentales une forme de rapport au monde, de rapport à l'autre et de construction mentale du rapport richesse/pauvreté faussée. Fondations et autres œuvres caritatives capitalistes décideront donc toujours de pallier le mal plutôt que de tenter de l'éradiquer, puisque l'éradiquer signifierait s'éradiquer soi-même, Bill Gates et son indécente fortune, la propriété intellectuelle sur laquelle il a construit son empire, mais aussi cette hyperpuissance faisant de lui une sorte de figure mythique sauveuse de l'humanité. Mais point de possibilité de penser de la sorte, dès lors que la fondation distribuant tous azimuts son argent, s'est aussi offerte une omerta qui empêche toute critique publique de celle-ci, sous peine de perdre ses financements. « *Cette autocensure, qui offre à Bill Gates l'opportunité de se présenter comme un paragon de la bienfaisance, permet de passer sous silence non seulement l'origine des fonds de son organisation – issus d'une stratégie d'accaparement via le breve-*

*tage, l'abus de monopole et l'évitement fiscal –, mais la manière dont cet argent est utilisé, souvent très éloignée de la philanthropie affichée* » (p.40). Dans un montage bien ficelé, les entreprises qui profitent de la bienfaisance de la fondation sont souvent celles appartenant à un trust d'actifs, qui investit dans des entreprises minières, agroalimentaires, comme Walmart, Coca-Cola, Pepsi-Cola, pendant que la fondation dit œuvrer pour la santé et aider les populations pauvres... « *La charité au service du profit* ». Dès lors, le paradoxe est que « *Bill Gates est plus riche après ses dons qu'avant* » (p.59), que « *l'accumulation de richesse nourrit le "le philanthrocapitalisme"* » (p.93). Soit, ce *charity business* consolide un modèle qui encourage les technologies, les multinationales, perpétue un modèle profondément inégal et fait donc partie à part entière des problèmes de ce monde.

**Lionel Astruc, L'art de la fausse générosité, la fondation Bill et Melinda Gates, Actes Sud, 2019, 128 p.**

A.P.



Les appels au changement, les sauvetages anthropocentrés du climat, les éternels « *il n'est pas trop tard* », ne participeraient-ils pas de ces vœux pieux qui font l'idéologie et le monde qu'ils disent combattre ? Nous défendions, dans *Créer le chaos et renverser les tables*, la stabilité que maintenaient la plupart des mouvements perçus faussement comme subversifs, ne faisant qu'accompagner le système en place, nous berçant de douces illusions comme celle de la transition énergétique. Or, « *ne plus se mentir* » consiste à évacuer ces chimères et voir la réalité en face, en premier lieu celle que tout s'aggrave depuis des décennies, particulièrement la dernière, et que « *la transition n'a pas lieu* » (p.13). Ceux qui luttent se trouvent souvent devant ce mur où, « *indépendamment des bonnes intentions, le verrouillage est en place et quasi inamovible* » (p.19) ; « *C'est dur de l'admettre, mais il n'y a aujourd'hui aucune transition énergétique. En dépit des taux impressionnants de croissance des renouvelables en valeur absolue, on a ajouté deux fois plus de pétrole et de gaz que d'électricité renouvelable entre 2011 et 2016 (...) nous consommons toujours plus d'énergie au global. (...) Résultat : au rythme actuel, la transition énergétique ne sera pas terminée avant 363 ans* » (p.25). La high-tech (voitures électriques, éoliennes, panneaux photovoltaïques...), n'est pas généralisable, et il demeure préférable, même si ce discours en désespère a priori, de voir la flaque asséchée plutôt que l'oasis, alors que les solutions préconisées par le système en place, défendues par Greta, Anuna et leurs disciples, participent du système. « *Le tragique paradoxe du solutionnisme technologique ambiant est qu'il contribue finalement à renforcer le modèle mortifère et l'hyper-industrialisation qu'il dénonce. Les industriels et les multinationales n'en sont pas dupes et abondent sans discontinuer dans la mythologie d'une croissance verte, qui, derrière les bureaux et les beaux discours, sert avant tout leurs intérêts économiques immédiats* » (p.31). Jean-Marc Gancille, dans *Ne plus se mentir*, offre à ce titre un court ouvrage salutaire et nécessaire, invitant, comme nous le faisons dans *Kairos* depuis des années, à sortir du spectacle et parvenir à admettre que le monde devra être fondamentalement différent si nous voulons sauver l'espèce humaine : « *Pour tenir nos engagements [en termes de réduction d'émission de gaz à effet de serre] (...) nous devons limiter nos émissions à 1,7 tonne par habitant, ce qui correspond à un an de chauffage au gaz pour un appartement de 85 m² relativement peu énergivore. (...) Bref, un monde à 1,7 tonne d'équivalent CO₂ par habitant qui prend en compte l'ensemble des consommations énergétiques annuelles liées à l'habitat, au transport, à l'alimentation et à tous les biens de consommation est un monde qui n'a rigoureusement rien à voir avec celui d'aujourd'hui* » (p.36). Pour qui est un tant soit peu lucide, on sait que dans l'état actuel des politiques, aucune décision radicale ne sera prise, alors que la situation demanderait un réel état d'urgence planétaire, alors que « *nos "élites" politiques font largement leur part dans la destruction du vivant* » (p.42), que les youtubeurs à la mode climatique font perdre à l'écologie sa dimension conflictuelle, que marches et *sit-in* sont totalement inopérants, la responsabilité de l'état du monde s'étant subtilement déplacée des multinationales au citoyen consommateur. « *Nous avons perdu un temps colossal à espérer* », devant le désastre en cours et à venir, seul dire la vérité est révolutionnaire, comme l'énonçait déjà Rosa Luxembourg. À ce titre, l'ouvrage de Jean-Marc Gancille fait œuvre de salubrité publique.

**Jean-Marc Gancille, Ne plus se mentir, petit exercice de lucidité par temps d'effondrement écologique, Rue de l'échiquier, 2019, 96 p.**

A.P.

1. <http://www.kairospresse.be/article/creer-le-chaos-et-renverser-les-tables-reflexion-sur-la-demobilisation-organisee-et-en-cours>

# Bienvenue dans le régime tourismiste !

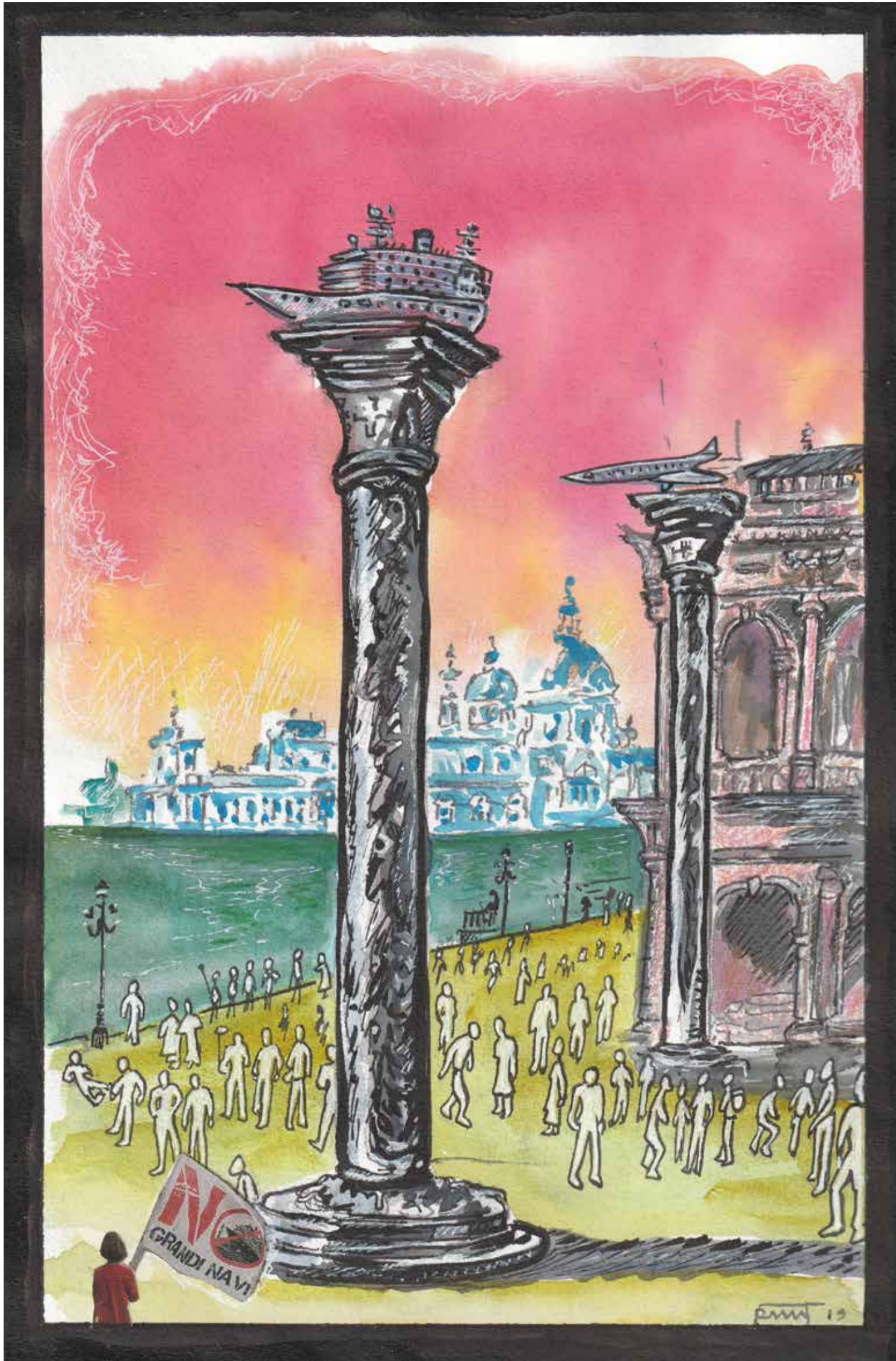


Illustration: Antoine Demoulin - www.antoinedemoulin.be - www.demant.be

ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS\*

\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!  
PARTAGER!